

Selim Derkaoui et Nicolas Framont

LA GUERRE DES MOTS

Combattre le discours politico-médiatique de la bourgeoisie

Préface de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot



le passager clandestin

LA GUERRE DES MOTS

Selim Derkaoui et Nicolas Framont

LA GUERRE DES MOTS

Combattre le discours politico-médiatique de la bourgeoisie

Préface de Michel Pinçon
et Monique Pinçon-Charlot

Illustrations
d'Antoine Glorieux

le passager clandestin

© 2020, éditions le passager clandestin
51, rue Polonceau
75018 Paris
www.lepassagerclandestin.fr

Couverture, maquette intérieure et mise en page : Quentin Poilvet
Illustrations : Antoine Glorieux
Édition : Vincent Langlois
Corrections : Vladimir Sichler

PRÉFACE

LA DOMINATION DANS LES TÊTES

Les manipulations linguistiques constituent un des champs de bataille de la guerre de classe que mènent les capitalistes contre les peuples. Cet ouvrage consacré à la mécanique de la domination dans les têtes, à partir de la guerre des mots, est une contribution précieuse qui devrait permettre d'aider à vaincre la servitude involontaire à l'égard des gens de pouvoir se présentant comme des surhommes alors qu'ils ne sont là que pour enrichir les grandes familles de l'aristocratie de l'argent.

*La corruption du langage, avec le dévoiement des mots, les im-
précisions, les euphémismes ou les oxymores, induit une corruption
de la pensée, et cela en toute conscience et tout cynisme, pour tétani-
ser, faire peur et empêcher la critique et l'idée même du changement.
Le chaos est positif pour le capitalisme : la dramatisation active les
émotions et paralyse la réflexion. Mais quels sont leurs moyens ?*

*L'exploitation des travailleurs et des salariés par ceux qui
détiennent les titres de propriété, qu'il s'agisse des usines, des
biens immobiliers, des terres agricoles ou des valeurs financières
(actions et obligations) est passée à la vitesse supérieure avec la*

financiarisation de l'économie, qui permet d'acheter tout ce qui relève du bien commun, la démocratie, la politique et l'information avec les médias ou les maisons d'édition. Les dix milliardaires français propriétaires de 90 % des journaux, des chaînes de télévision et de radio, jouent un rôle de premier plan pour modeler les esprits selon la logique et les intérêts du capitalisme. « Les idées dominantes sont celles de la classe dominante », disait Marx. Ses « chiens de garde », ceux qui usurpent le statut de « journaliste », sont fort bien payés pour aboyer à longueur d'antenne que seuls les actionnaires « prennent des risques » et pas les ouvriers, les éboueurs ou le personnel soignant. Il a fallu un méchant virus et deux mois de confinement pour mettre à mal ce mensonge, mais qui, tel le phénix, renâîtra de ses cendres lorsqu'il s'agira de faire payer cette crise par ces Français dignes, courageux et pleins d'humanité, tandis que, comme en 2008, les actionnaires jouiront devant leur portefeuille bien garni de nouveaux dividendes. Mais n'y aurait-il pas une différence avec les chaînes de radio et de télévision publiques ? À quelques exceptions près, la réalité est que rien ne ressemble plus à un journal de 20 heures sur TF1, la chaîne du milliardaire Martin Bouygues, que le journal de France 2 ! Et cela s'explique très bien : l'État étant désormais massivement au service des intérêts des membres de l'oligarchie, les « commis » des journaux de 20 heures des chaînes publiques utilisent la même novlangue que leurs camarades des chaînes privées.

Ce totalitarisme idéologico-linguistique n'est donc pas le résultat de l'autoritarisme d'un parti unique, mais d'une pensée unique dont la construction systématique nécessite des louvoiements

dans la manière de parler, car il est impossible aux capitalistes de reconnaître leurs propres violences, avec l'esclavage, le colonialisme et aujourd'hui le néolibéralisme. L'impensable violence humaine a toujours été le compagnon de route des grandes fortunes. Les possédants de propriétés lucratives doivent donc avancer sous le masque de leurs supposées intelligence et supériorité, alors que seul le hasard les a fait naître à Neuilly-sur-Seine et non à Bobigny. Cet arbitraire doit être transfiguré en excellence sociale tandis que les travailleurs et les salariés qui font fonctionner l'économie réelle doivent se contenter de n'être plus aujourd'hui que des coûts et des charges. Cette inversion de la lutte des classes n'a pu se faire que grâce à une offensive idéologique sans précédent de déshumanisation des « derniers de cordée », avec l'instrumentalisation des acquis de la psychanalyse, de la psychologie sociale et de la sociologie.

Dès sa première intervention télévisuelle lors du confinement, le 12 mars 2020, Emmanuel Macron a affirmé que la santé n'allait désormais plus être considérée comme une dépense, mais comme un bien commun au service de tous. Une grande nation doit placer l'intérêt collectif, disait-il sur un ton martial et assuré, la solidarité et la fraternité au-dessus de tout ! Nous ne devons pas la jouer en « solitaire » mais en « solidaire », pas en « je » mais en « nous », a-t-il encore osé ajouter ! Curieusement, il n'a par contre pas proposé de revenir sur les cadeaux fiscaux faits aux plus riches dès son arrivée à l'Élysée. Cela aurait été une preuve concrète de sa volonté de faire nation commune. Mais il n'en a rien été et le pyromane avançant sous le casque du pompier a tout de suite profité de ce que Naomi

Klein nomme la « stratégie du choc », dans le cadre de ses analyses sur le capitalisme du désastre (Actes Sud, 2008), pour faire de la pandémie de Covid-19 une aubaine et voter l'état d'urgence social et sanitaire de manière autoritaire et antidémocratique avec des prises de décision par ordonnances. Occasion rêvée pour mettre un peu plus à mal les protections des travailleurs avec la dérogation offerte aux employeurs d'avoir les pleins pouvoirs !

Pourquoi le directeur de l'Agence régionale de santé du Grand Est a-t-il été limogé ? Parce qu'il a osé dire ce qu'il savait. C'est-à-dire qu'il allait y avoir 174 lits et 598 postes supprimés dans cette région ! « Celui qui dit la vérité, il doit être exécuté ! », chantait Guy Béart dans Le grand chambardement. La pandémie du Covid-19 est en phase avec toutes les formes de chaos, qu'il s'agisse du dérèglement climatique, des violences policières, des cadeaux fiscaux aux plus riches ou de la mise à mal de la démocratie avec les ordonnances en remplacement des votes des assemblées parlementaires. L'énergie du chaos est bonne pour les marchés ! Alors que cette pandémie mondialisée n'est qu'une des conséquences de la déforestation et du pillage de la nature qui offrent à des virus d'origine animale la possibilité de s'introduire de manière pathogène dans l'homme, elle ne sera présentée par le fondé de pouvoir de l'oligarchie à l'Élysée, Emmanuel Macron, que comme une crise sanitaire, niant tout lien avec le dérèglement climatique, l'exploitation des hommes, des animaux et du monde végétal. Pire, ce Covid-19 est utilisé comme une aubaine pour accélérer la surveillance de masse et conforter un État policier au service des intérêts des plus fortunés. Mais comment sauver l'humanité des prochains virus et des prochaines

catastrophes climatiques qui vont advenir sans remettre en cause de manière franche et assumée le système capitaliste aujourd'hui mondialisé ?

N'ayons pas peur des mots pour désigner les maux surtout lorsqu'ils sont appuyés par les dessins crus de vérité d'Antoine Glo-rioux. La conscience de notre avenir est liée à l'appréhension que nous pouvons en faire. Le dé-lavage de nos cerveaux est indispen-sable pour nous engager dans la perspective de vies plus citoyennes et moins consommatrices, plus justes et moins inégalitaires, dans une humanité retrouvée.

Les livres comme celui de Selim Derkaoui et Nicolas Framont, qui offrent des lunettes pour lire, avec les mots pour le dire, ce que les puissants cherchent à cacher dans un magma linguistique tra-fiqué, sont à dévorer pour le meilleur de l'avenir de notre planète, mais aussi pour notre dignité dès aujourd'hui.

Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon
Sociologues, anciens directeurs de recherche au CNRS

Dernière publication : *Kapital. Qui gagnera la guerre des classes ?*, jeu de société illustré par Étienne Lécroart, La Ville brûle, 2019.

INTRODUCTION

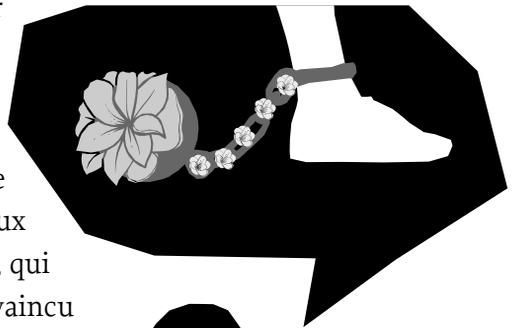
Pendant des décennies, la SNCF faisait circuler des trains. Parmi eux, des «trains à grande vitesse» (TGV). Un beau jour, des consultants en marketing sont passés par là : le «InOui» est né. Désormais, on ne voyage plus d'une ville à l'autre en TGV, on «vit une expérience à bord d'InOui». On ne va plus demander un café à un employé du wagon-bar, on commande en ligne à un «barista» et on vient retirer ses produits au comptoir. En juillet 2017, quelques mois après la victoire d'Emmanuel Macron, président autoproclamé de la «*start-up nation*», c'est ainsi que les TGV étaient transformés. Car il ne s'agissait pas simplement d'un changement de nom, mais du lancement d'une «nouvelle gamme de TGV» pour une expérience «premium». On imagine l'équipe de cadres surpayés en parler avec des étoiles dans les yeux, se racontant que «c'est ça, la clef!!! le Oui c'est positif, c'est plus facile d'en faire un hashtag!».

À mesure que l'entreprise publique basculait dans des logiques du secteur privé en vue d'une ouverture à la concurrence, imposée par les dogmes capitalistes du

moment, ces concepts, à la terminologie souvent anglo-saxonne, sont apparus. Ces petites évolutions langagières, un peu ridicules, peuvent faire rire lorsque l'on prend le train (pardon, le « InOui »). Elles marquent cependant le règne du marketing sur nos vies.

Dans le monde du travail, c'est moins rigolo. Elles permettent de masquer la conflictualité dans l'entreprise et les liens de subordination, et sont devenues des outils managériaux de « gestion des ressources humaines ». Vous n'êtes plus seulement un salarié, mais un « collaborateur ». Vous n'avez plus un travail à faire, mais des « projets » à mener à bien. Vous vivez mal le stress ? Apprenez à booster votre « résilience » ! Pourquoi s'en prendre à votre patron ? C'est un entrepreneur, qui a « pris des risques » pour en arriver là (contrairement à vous !).

Les choses prennent un tour particulièrement inquiétant si l'on considère l'évolution du langage politique et médiatique. Il y a bien sûr une quantité incroyable de mots creux et vides, qui servent à meubler, qui permettent d'avoir l'air convaincu d'une chose, mais de ne s'engager à rien. Tel homme politique est un grand « humaniste », tel autre est épris d'« intérêt général »... La langue



de bois, en somme. Mais que se passe-t-il quand les mots qui étaient censés avoir un sens se trouvent investis de l'inverse de celui qui leur était jusqu'à présent assigné, ou sont utilisés de sorte qu'ils ne servent que des intérêts de classe et un ordre bourgeois des choses ? C'est quoi, la « gauche », après un quinquennat de François Hollande, sa loi El Khomri qui ramène le droit du travail trente ans en arrière et son crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui a attribué plus de cent milliards d'euros d'argent public, sans contrepartie, aux entreprises, toutes tailles confondues ? Qu'est-ce donc que cette « classe moyenne », dont tous les politiques prétendent servir les intérêts et à laquelle tout le monde se sent faire partie, des plus pauvres aux plus riches ? Est-ce juste de se réclamer de la « transparence », quand on s'apprête à mentir en direct sur l'utilité d'un masque en période épidémique, ou sur les effets de la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ?

Nous priver peu à peu des mots et des expressions qui nous permettent de donner au réel des noms – les ouvriers, les salariés, les bourgeois, le lien de subordination, et bientôt même le train : voilà ce que les membres de la classe dominante font pour nous empêcher de parler de leur propre domination.

Quand il s'agit de parler de ceux qui nous dominent, les mots nous manquent. S'agit-il seulement de « riches » ? Sont-ils les « 1 % », ou plus ? C'est l'oligarchie, la caste, ou un complot maçonnique ? Comment résister quand on n'arrive pas à définir son ennemi ?

Le milliardaire américain Warren Buffet a déclaré en 2006 : « Bien sûr qu'il y a une lutte des classes, et c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner. » Comment ? En influençant les politiques du monde entier pour intensifier la mondialisation et son lot de concurrences et d'injustices. En obtenant des politiques fiscales et sociales favorables à leurs intérêts sous forme de profits et d'opérations boursières. En travaillant activement à la disparition des mouvements de contestation qui bousculent leur quête de profit. Mais aussi, et en on parle moins, en faisant en sorte qu'il n'y ait plus que les grands bourgeois, comme lui, pour évoquer la lutte de classes qu'ils mènent...

La bourgeoisie – car c'est bien le terme que nous emploierons dans ce livre – rassemble les personnes qui sont des possédants et tirent leur revenu du travail des autres ou des loyers qu'ils leur paient. Ce sont donc les patrons, les actionnaires, les grands propriétaires ainsi que leurs familles. Leur pouvoir est augmenté par l'influence décisive qu'ils ont sur la vie politique et sociale ainsi que par les relais médiatiques dont ils bénéficient. Pour faire pleinement partie de la bourgeoisie, il faut cultiver l'art du réseau et adopter une façon d'être et de vivre.

La classe bourgeoise est assistée, consciemment ou non, par ce que l'on peut nommer la sous-bourgeoisie : un ensemble de personnes qui mettent leurs titres scolaires et leur légitimité culturelle ou technique au profit du développement du capitalisme bourgeois. Ces personnes bénéficient

en partie des fruits de leur collaboration, puisqu'elles sont récompensées par une reconnaissance sociale forte et de confortables revenus. Les cadres supérieur-es d'entreprises, les journalistes *mainstream*, la plupart des professions libérales, les hauts fonctionnaires ou encore les écrivaines et écrivains admirateurs de la *start-up nation* en font par exemple partie.

Entendons-nous bien : la domination de la classe bourgeoise s'exerce par l'exploitation au travail, la répression sociale et policière, le contrôle strict d'une démocratie qui n'en est pas vraiment une... mais elle s'exerce aussi de façon idéologique : faire en sorte que les idées au service de ses intérêts deviennent les idées générales, et ce afin que l'on ne puisse pas penser et, surtout, parler, en dehors des cadres de ce qui lui est profitable.

La « gauche » dans ses multiples tendances a renoncé à contester ces termes, les utilisant parfois de la même manière. La majeure partie du monde intellectuel a embrassé les évolutions langagières et idéologiques qu'ils sous-tendent. Le monde médiatique est un relais complaisant, sans recul critique par manque de temps, par uniformité des profils sociologiques et par imprégnation d'un mythe de la neutralité. Rares sont les journalistes qui se demandent s'ils ne servent pas une classe sociale rien que par les mots qu'ils emploient dans leur quotidien.

Les citoyennes et citoyens se sont donc retrouvés seuls face à leur colère, individualisés et sans mode d'expression

efficace, hormis d'épisodiques mouvements sociaux, jusqu'à ce que les Gilets jaunes remettent des mots forts et fiers sur de nombreuses frustrations du quotidien, là où le combat culturel semblait à jamais perdu.

Il y a quelques années encore, le lecteur ou la lectrice aurait sans doute buté sur nos mots. Pourquoi parler de « bourgeois » ? De « capitalisme » ? N'est-ce pas une analyse complètement datée, nimbée d'idéologie gauchiste de mauvaise foi ? Depuis, la violence du pouvoir bourgeois incarnée par Emmanuel Macron et la force de la résistance populaire contre ses attaques ont remis des faits en face de la sensation diffuse, chez beaucoup, que les choses ne tournaient pas rond. Oui, il y a bien d'un côté, dans ce pays, des gens très riches qui bénéficient des politiques en place et qui ont une influence décisive sur le cours des choses. Oui, il y a également, de l'autre côté, d'autres gens, majoritaires, qui bossent mais ne reçoivent pas grand-chose ; qui souffrent, galèrent, triment, sans aucune justice ni compensation de leurs peines. Oui, il y a des gens qui monopolisent la parole publique médiatique pour mentir, déformer ou masquer cette réalité, la rendre floue et faire passer celles et ceux qui osent la décrire pour des « extrémistes », des « complotistes », voire carrément des illuminés.

Qui sommes-nous, pour prétendre remettre des noms sur les mots déformés et idéologiques de la bourgeoisie, tordre le cou aux mythes qu'elle nous impose comme des évidences ? Pas des gens très différents de vous. Nous avons eu le pri-

vilège d'accéder à des études supérieures, mais celles-ci ne nous ont rendus ni plus intelligents ni plus lucides que vous, qui avez tout autant voire plus d'expérience de cette réalité, de ce monde capitaliste injuste et vexatoire dans lequel nous baignons tous dès la naissance. En revanche, elles nous ont permis d'être au contact de celles et ceux qui contribuent au quotidien à forger et diffuser les mythes et légendes du monde bourgeois. Nous avons observé ces journalistes qui s'imaginent neutres et parlent de « charges patronales » plutôt que de « cotisations sociales ». Nous avons vu ces universitaires et ces chercheurs qui, même animés de la meilleure volonté du monde, peinent à combler l'écart et la déconnexion qu'ils ont avec le reste de la population.

Respectivement journaliste et sociologue de formation, nous sommes issus de la classe laborieuse et ne sommes ni « transfuges » ni « infiltrés ». Nous n'avons pas rompu avec notre milieu d'origine, nous n'en avons ni honte ni complexe. C'est à visage découvert, dans le magazine que nous dirigeons, *Frustration*, que nous mettons à profit les expériences acquises durant notre parcours – savoir écrire et synthétiser la matière que nous avons collectée – en n'ayant de cesse de combattre le discours bourgeois, y compris dans ses aspects les plus quotidiens. Car nous pensons qu'une société plus juste passera par la prise de conscience, chez toutes celles et ceux qui, comme nous, n'ont pas eu le bon goût d'être nés dans la classe dominante, de leur force collective, de leur légitimité à agir par et pour elles ou eux-mêmes.

Or, les mots et mythes de ceux qui dirigent nient en permanence la capacité à agir de tous les autres. Ces mots et ces mythes constituent une idéologie. Par « idéologie », les journalistes et intellectuels médiatiques entendent les idées radicales ou qui sortent de l'ordinaire capitaliste et libéral. Qui peuvent être considérées, dans le pire des cas, comme déraisonnables... Quel ministre n'a pas un jour dit : « Moi, je ne suis pas dans l'idéologie » ? Le dernier en date était Gérald Darmanin, alors ministre des Comptes publics, qui, après la distribution d'une centaine de millions d'euros aux entreprises privées (et surtout aux plus grosses), pour faire face à la crise du coronavirus, déclarait : « Le gouvernement n'est pas dans l'idéologie. » Or, le gouvernement était et demeure précisément dans l'idéologie, au sens véritable du terme : une vision du monde mensongère mais avantageuse pour les intérêts de quelques-uns. Quand le ministre des Comptes publics justifie la distribution de centaines de millions d'euros, sans contreparties sociales ou écologiques, à des grosses entreprises, il garantit la rémunération de leurs actionnaires. Mais plutôt que de l'assumer, il lie leurs intérêts à la « survie de notre économie » ou à la lutte contre le chômage et qu'importe si les plans sociaux se sont par la suite multipliés : l'idéologie ignore les faits.

Mettre en lumière cette idéologie dominante par les mots dans lesquels elle se cache est l'objet de ce livre. C'est un travail que nous avons commencé avec notre magazine, *Frustration*, et qui s'est incarné dans une rubrique de notre site

web qui s'intitule « Lexique de la classe dominante ». Chaque article portait sur un mot ou une expression récurrente dans le débat public, et nous cherchions à montrer l'écart entre sa définition réelle et la façon dont il était transformé par le discours médiatique et politique pour qu'il colle aux intérêts des plus riches. Car c'est là toute la clef de l'idéologie bourgeoise : elle se sert des mots les plus positifs, consensuels et jolis pour en faire une légitimation de politiques et de croyances qui ne favorisent que les plus favorisés. Il en va ainsi de « réforme ». Qui peut être contre une « réforme », ce mot qui signifie nécessairement un changement pour aller vers du mieux ? Même s'il est utilisé pour des lois réduisant les droits et les revenus de la majorité des gens ?

Si ce qu'on nous inflige est décrit par des termes positifs, ce que nous avons conquis a été réduit à des mots négatifs. C'est le cas de « charges sociales » ou « charges salariales », utilisés en lieu et place des « cotisations sociales », ces contributions des salariés, des indépendants et des chefs d'entreprise au financement de notre protection sociale. Allumez votre télé, écoutez un journaliste « neutre et apaisant » parler des dépenses d'une entreprise, et vous pouvez être quasi sûr qu'il dira « charges sociales ». Quand « cotisations » implique le collectif, la contribution à un tout (on se cotise pour quelque chose), « charges » ne décrit que l'impact négatif pour l'employeur, sans parler du résultat collectif. Et conduit, en droite ligne, à la politique menée depuis près de trente ans : « supprimer les charges sociales » pour améliorer

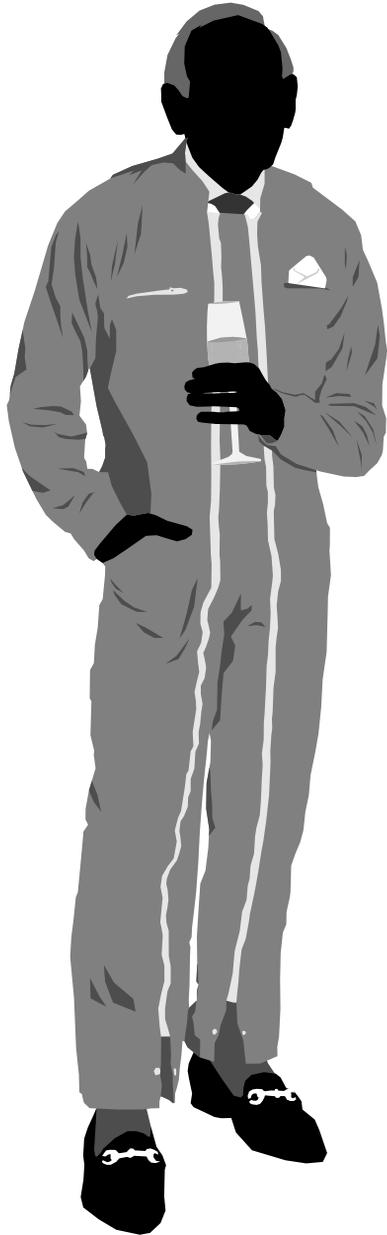
la « compétitivité » des entreprises. Et là encore, qu'importe aux idéologues que cela n'ait jamais marché.

Si la période récente a vu se multiplier ces ressorts linguistiques, en particulier depuis qu'Emmanuel Macron est arrivé au pouvoir, propulsant une petite caste de directrices des ressources humaines, de banquiers d'affaires et d'énarques au pouvoir, le détournement de mots et l'imposition d'une vision du monde favorable à ses intérêts sont un procédé ancien. Même si le macronisme pousse le procédé particulièrement loin, il n'est qu'une version radicalisée de la pensée bourgeoise qui règne sur nos vies depuis deux siècles. Nous avons donc eu à cœur, dans ce livre, de remonter loin en arrière, de nous plonger dans l'histoire de la lutte de classes, ce qui nous a permis de constater une chose : l'époque néolibérale que nous vivons, cette période où la bourgeoisie tente de reprendre tout ce qu'elle a été contrainte de nous céder sous la pression du mouvement ouvrier, n'a pas le monopole de la confusion idéologique au service des classes dominantes. Depuis qu'elle règne sur le monde, la bourgeoisie ment... comme elle respire. Car il lui a fallu concevoir un ensemble de fictions pour pouvoir maintenir un semblant de paix sociale et légitimer l'intense répression qu'elle orchestre. Le capitalisme est né du vol et vit du vol. Ce fut d'abord le vol des terres colonisées, légitimé par les hommes d'Église (les éditorialistes de l'époque, en quelque sorte), puis leur exploitation par la mise en esclavage des populations africaines, là encore rendue acceptable par le déni de leur condition hu-

maine. Une industrialisation permise par la mise au travail d'une masse ouvrière décrite par les écrivains et les journalistes du XIX^e siècle comme inculte, crasse et alcoolique. Et désormais, par la culpabilisation permanente de la classe laborieuse, décrite comme individualiste, bornée et raciste. À chaque époque sa description du monde, mais la trame reste la même : les dominants ont des raisons de l'être, et les dominés l'ont bien cherché.

Il ne s'agit cependant pas ici de faire simplement un dictionnaire des mots que la classe dominante est parvenue à imposer pour décrire le réel à son avantage. Ce livre est construit comme un véritable manuel de domination bourgeoise. Nous avons tenté de cerner la méthode de la classe dominante pour exercer son pouvoir et se sentir bien dans ses pompes. Chaque chapitre correspond ainsi à un pilier de son discours justificateur, et s'ouvre sur un « récit enchanté » condensant la vision bourgeoise du monde sur le sujet.

Comme un « InOui » ne dit rien de ce qu'est un train et de comment il fonctionne, ne rend compte ni de ses classes ni de sa mécanique, tout le langage de la classe dominante n'a aucun rapport avec le réel de ce que sont nos vies. S'il ne berne pas grand monde, il brouille nos repères et notre capacité à parler ensemble de nos espoirs et de nos colères. Avec ce livre, nous souhaitons contribuer à forger un langage commun qui remettra les mots à l'endroit et la société bourgeoise à l'envers.



BROUILLER LES FRONTIÈRES DE CLASSES

*En France, nous sommes libres et égaux en droits. Certes, il y a des pauvres et des **riches**, mais ce sont ces derniers qui sont les moteurs de **notre économie**. Malheureusement, ces dernières années, les **inégalités sociales** se sont accrues. C'est très triste et cela engendre des tensions dans la société, mais il ne faut pas oublier que les riches sont souvent des entrepreneurs et que ce sont eux qui investissent et créent des emplois. Les pauvres, eux, le sont parfois parce qu'ils n'ont pas eu de chance et surtout parce qu'ils n'ont fait aucun effort pour s'en sortir.*

*Entre ces deux extrémités se situent les **classes moyennes**. Nous y sommes presque tous ! Le xx^e siècle nous y a transportés majoritairement, parce que la classe ouvrière a disparu et, grâce aux Trente Glorieuses, nous avons tous été dotés de machines à laver, de voitures et de barbecues. Pour que cette situation continue malgré la crise, il faut que tout le monde se serre la ceinture, et ne surtout pas inciter les riches à partir en les matraquant de charges sociales et d'impôts !*

*Le problème dans notre pays, c'est qu'il y a une haine des riches : les **classes populaires** les jalouent. La plupart sont des **beaufs**, vivant à la campagne ou dans de vilaines zones périurbaines, ou des **jeunes de banlieue**. Nous ne les fréquentons pas et les connaissons surtout grâce à des films comme Les Tuches ou Bandes de filles. Ils ne savent souvent pas gérer leur budget, ne sont pas très cultivés, font preuve de mauvais goût et regardent trop la télévision. Mais, surtout, à cause d'eux, il existe des fractures et des clivages de plus en plus inquiétants et sur lesquels il faut lever les tabous. La France des Gilets jaunes, malgré des débuts attendrissants, est raciste, anti-écolo et s'est radicalisée. Et la France des banlieues est quant à elle communautariste : musulmane, elle refuse de s'intégrer, préférant porter le voile ou dealer tout en touchant les aides sociales et crachant sur notre pays qui lui a pourtant ouvert les bras.*

Truffé de véritables mensonges et d'arrogance de classe, ce récit politico-médiatique poursuit un seul objectif : l'acceptation par ceux qui le subissent d'un ordre social favorable à quelques-uns. Une acceptation qui passe par l'invisibilisation de leur pouvoir et le brouillage des frontières entre classes.

« Riches » : noyer le poisson

RICHERS : Groupe de celles et ceux qui possèdent beaucoup d'argent. Mais combien ? Les interprétations varient autant que les définitions. Plusieurs coexistent : les riches seraient des « millionnaires », voire des « milliardaires ». Les « 1 % » des plus riches d'une population ? Face à une délégation de

Gilets jaunes, au début de leur mouvement, la ministre Jacqueline Gourault expliquait : « Un ministre, ça ne gagne pas tant que ça comparé à d'autres. » Demandez à un député le montant de son indemnité, 7 239,91 € bruts par mois, qui le place dans les 1 % les plus riches, il vous dira que ce n'est rien comparé à un ministre (10 135 € bruts mensuels). Un millionnaire vous dira que sa fortune n'est rien comparée à celle d'un milliardaire. À l'inverse, un médecin de village pourra représenter à lui seul la classe des riches de sa région. « Riche » serait stigmatisant pour les bourgeois (la fameuse « haine des riches », dont la France est périodiquement victime) mais, dans le même temps, suffisamment large et flou pour les protéger, eux et leurs intérêts.

Petite histoire de la classe bourgeoise

Pour remonter à l'origine de nos « riches », originellement appelés bourgeois, il est temps de rassembler nos souvenirs de collègue pour nous rappeler ce que fut le Moyen Âge en France et en Europe. Un système féodal, où le moteur de l'économie et des rapports de pouvoir se résumait à la possession de terres. Détenues par une noblesse et un clergé puissants, la terre marqua la principale distinction de classe durant plusieurs siècles. Mais les choses ont commencé à changer à partir du moment où des villes importantes se sont structurées et que le commerce d'une région à l'autre s'est développé. Dans un processus décrit par le sociologue Norbert Elias, les villes et les villages se sont mis à être

interdépendants, et, à mesure que cette interdépendance se constituait, la place des habitants commerçants des bourgs, les bourgeois, s'affirmait.

En 1492, la « découverte » de l'Amérique par les Européens ouvre la voie à un nouvel essor du commerce international, ce qui constitue un tournant pour la classe bourgeoise. On connaît (un peu) la logique générale. Christophe Colomb débarque au nom du roi d'Espagne, dans une expédition financée par des riches marchands espagnols – c'est-à-dire



des bourgeois. Lui-même était un homme plein d'ambitions, puisqu'il avait obtenu le droit à 10 % de l'ensemble des profits générés par son expédition.

L'objectif était d'ouvrir une nouvelle route commerciale vers l'Asie. Pas de chance, l'expédition bute sur tout un continent. Ça, c'est un fait à peu près connu. Ce que l'on sait moins, c'est que, méthodiquement – et avec la bénédiction de l'Église catholique qui proposera à plusieurs reprises, dans les siècles suivants, sa canonisation –, Colomb décime toute la population locale, les Arawaks. La description qu'il fait de ce peuple, rapportée par l'historien Howard Zinn¹, donne l'impression qu'il ne pouvait pas mieux tomber : Colomb raconte que les Arawaks sont « si naïfs et si peu attachés à leurs biens que quiconque ne l'a pas vu de ses yeux ne peut le croire. Lorsque vous leur demandez quelque chose qu'ils possèdent, ils ne disent jamais non. Bien au contraire, ils se proposent de le partager avec tout le monde ». Bref, l'inverse de la bourgeoisie européenne naissante. « Trop bons trop cons », les Arawaks ne résistèrent que tardivement au corps expéditionnaire, et ils périrent des suites des massacres et du travail forcé. Les Arawaks sont le premier peuple intégralement prolétaire de l'humanité : aux ordres exclusifs d'une classe bourgeoise qui n'avait aucune pitié pour eux, encouragée par les sermons d'un clergé payé pour lui fournir la théorie qui l'arrangeait

¹ Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours*, Agone, 2002.

le mieux, déracinés de leur mode de vie pour satisfaire une pure exigence de rentabilité.

De nombreux autres peuples ont ensuite fait les frais des ambitions pécuniaires de la bourgeoisie européenne. Les nouvelles terres conquises par l'extermination progressive des civilisations d'Amérique nécessitent une main-d'œuvre pour extraire ces nouvelles richesses. La population européenne pauvre est largement mise à contribution, que cela soit en étant enrôlée de force dans les navires marchands et de guerre ou en se voyant débarquée dans des endroits



inhospitaliers à cultiver. Mais cela ne suffit pas : les compagnies colonisatrices développent un tout autre type de main-d'œuvre, et commettent pendant plusieurs siècles un crime contre l'humanité avec le développement de ce qui est parfois pudiquement appelé le « commerce triangulaire ». La traite des Africains dura plusieurs siècles, et permit l'expansion de la société bourgeoise qui, au XVIII^e siècle en Europe, finit par devenir plus riche que la vieille aristocratie, non sans résistances : les esclaves des colonies françaises comme des autres puissances européennes n'ont eu de cesse de se révolter, parfois avec la complicité des peuples autochtones. Le capitalisme mondial naissant tremblait à intervalles réguliers, car l'esclavage était son moteur. Ce qui fait dire à l'historien américain Markus Rediker : « Nous devons nous souvenir que de telles horreurs ont toujours été – et demeurent – centrales dans le développement du capitalisme mondial¹. »

La suite est plus connue. Les bourgeois supplantent les nobles et les villes volent la vedette aux châteaux. L'Ancien Régime s'achève au cours du XIX^e siècle, siècle au fil duquel la bourgeoisie française s'accommode un temps d'une monarchie et de plusieurs empires tant qu'ils garantissent le soutien à ses affaires et la paix sociale. Or, cela n'a rien d'évident : l'industrialisation du capitalisme amène des millions de personnes des campagnes vers les villes et leurs usines. La masse prolétaire

¹ Markus Rediker, *À bord du négrier. Une histoire transatlantique de la traite*, Seuil, 2013, p. 27.

se forme et s'organise. Ses théoriciens pensent le capitalisme et son renversement, et la bourgeoisie, appelée comme telle, devient la cible. Des tentatives de révolutions ouvrières éclatent en France et en Europe, en 1848, en 1871 et au début du xx^e siècle. Toutefois, l'instauration de la III^e République permet au mouvement ouvrier d'utiliser des voies légales qui rendent possible à ses militants de se battre sans tomber sous la mitraille ou finir déporté en Guyane¹. Le droit de se syndiquer, celui de se rassembler est à l'origine des conquêtes sociales importantes, même si la mort est toujours au rendez-vous dans le monde du travail capitaliste : en 1906, 1 099 ouvriers succombent suite à une explosion dans les galeries de la Compagnie minière de Courrières, dans le Nord.



1 Voir aussi le dernier chapitre où ces épisodes sont racontés plus en détail.

C'est à cette époque que la bourgeoisie bâtit son empire économique et que des grandes familles, parfois encore puissantes de nos jours, se constituent : les Mulliez règnent sur l'industrie textile, les Schneider et les Wendel sur la sidérurgie, les Peugeot sur l'automobile naissante. Le thème des « deux cents familles » qui règnent sur la France se popularise. Les courants politiques liés au mouvement ouvrier, aussi divers soient-ils, s'accordent à dénoncer l'existence de la bourgeoisie, de Karl Marx à Joseph Proudhon. Ainsi, si la bourgeoisie existe dans le langage courant, du milieu du XIX^e siècle à la fin du XX^e siècle, c'est d'abord à travers la bouche des ouvriers et de leurs meneuses et meneurs qui sont en mesure de les nommer.

Au début du XX^e siècle, les grèves ouvrières et les émeutes qui s'ensuivent s'en prennent régulièrement aux maisons des patrons, alors construites non loin des usines ou des mines. Dans un livre sur le mouvement ouvrier de la Belle Époque, la sociologue Anne Steiner raconte ces scènes de saccage qui en disent long sur l'état d'esprit ouvrier de l'époque : « Des cortèges de quelques centaines de manifestants, hommes, femmes, enfants, parcourent les localités touchées par la grève. Devant ces somptueuses villas qu'ils nomment "châteaux", ils marquent un temps d'arrêt, conspuent le propriétaire [...]. Mais les grévistes vont parfois bien au-delà de cette violence symbolique. Ils forcent alors les grilles, fracassent les vitres pour s'introduire dans la demeure et traînent sur la chaussée tout ce qui symbolise le luxe bourgeois : meubles et objets de prix, piano, billard, tentures et tapis¹. »

1 Anne Steiner, *Le temps des révoltes. Une histoire en cartes postales des luttes sociales à la « Belle Époque »*, L'échappée, 2015.

Il faut attendre des décennies pour que ce genre de scènes se reproduise, car le xx^e siècle creuse l'écart entre la population et la bourgeoisie. Celle-ci vit de plus en plus isolée, dans des espaces qui sont les siens et qui se soustraient au regard du profane. Les sociologues Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon ont décrit ces « beaux quartiers » de la bourgeoisie, qui sont parfois des rues privées et hautement sécurisées, voire des quartiers tout entiers, et qui n'ont pas connu de manifestants ouvriers sous leurs fenêtres pendant près d'un siècle... jusqu'en décembre 2018.



C'est durant les années 1980 que disparaît, dans les discours politiques, médiatiques et intellectuels, la classe ouvrière, censée avoir été remplacée par les employés de bureau. Cette confiscation idéologique du vocabulaire est l'œuvre d'une nouvelle race de théologiens, qui ne sont plus soumis à l'Église catholique mais au nouveau culte de la raison... bourgeoise. Ces philosophes, historiens, sociologues et économistes ont imposé le mythe de la « classe moyenne » et enterré du même coup le terme de bourgeoisie, selon eux trop « simpliste ».

Cette victoire culturelle s'est accompagnée de victoires sociales et politiques pour la bourgeoisie : c'est ce que l'on appelle le néolibéralisme, c'est-à-dire l'imposition de l'idéologie bourgeoise dans nos vies et de l'extension du pouvoir de la classe possédante. Deux grands axes ont été mis en œuvre ces trente dernières années : le premier est la mondialisation. Parce que ses représentants politiques ont obtenu la fin progressive des barrières douanières, la bourgeoisie est désormais en mesure de développer ses entreprises dans le monde entier, en allant chercher là où elle le souhaite la main-d'œuvre la moins chère et la plus docile. Ce faisant, elle a mis en œuvre une vaste concurrence mondiale, demandant aux pays d'aligner leurs législations en sa faveur. La « mondialisation », décrite comme une sorte de processus quasi naturel, n'est que le prolongement de la colonisation et n'a donc rien d'inédit, car il ne s'agit ni plus ni moins que de la mise au diapason de l'ensemble des peuples du monde autour d'un même modèle de développement économique et de mode de vie.

Le second axe de l'extension de la mainmise bourgeoise sur la société fut et reste la financiarisation de l'économie. Le financement de l'économie est devenu un secteur en soi, qui s'est perfectionné et complexifié, et a permis aux individus de la classe bourgeoise de se déculpabiliser et, surtout, de s'invisibiliser : les bourgeois se sont ainsi mis à l'abri du reste de la population.



À partir des années 1980, il est devenu courant, dans les milieux intellectuels, universitaires ou militants, de penser que ça n'avait plus aucun sens de chercher à personnifier le capitalisme. Il y avait «les marchés financiers», organisés «à l'échelle mondiale», et qui constituaient donc une sorte d'entité floue et insaisissable. Circulez, il n'y a plus rien à voir... La France du début du XXI^e siècle ne cesse d'être décrite en termes de clivages d'une tout autre nature que celui des classes sociales : les Français contre les immigrés, les musulmans contre le reste de la population, les «progressistes» contre les «conservateurs», etc. Paradoxalement, depuis les années 2000, la bourgeoisie française et mondiale n'a jamais été aussi puissante, et pourtant, elle n'a jamais été aussi mal nommée. Et les bourgeois triomphent. Le haut fonctionnaire et grand patron Jean Peyrelevade déclarait, sans rire, en 2005 : «Le capitalisme n'est plus directement saisissable. [...] Rompre avec le capitalisme, c'est rompre avec qui ? Mettre fin à la dictature du marché, fluide, mondial et anonyme, c'est s'attaquer à quelles institutions ?» avant de conclure, taquin : «Marx est impuissant faute d'ennemi identifié¹.» Quelle ironie de la part d'un grand bourgeois qui a dirigé nombre de nos grandes entreprises (Suez, le Crédit lyonnais, Bouygues...), a été un des artisans du «tournant de la rigueur» en 1983, et fait partie du club du Siècle, ce cercle de la grande bourgeoisie qui réunit ses membres de tous

1 Jean Peyrelevade, *Le capitalisme total*, Seuil, coll. «La République des idées», 2005, p. 37 et 91.

secteurs (médias, politiques, financiers...) lors de dîners réguliers place de la Concorde à Paris!

Cette citation a été relevée par le sociologue belge Geoffrey Geuens, qui, dans un livre au titre explicite, *La finance imaginaire*¹, met en relief la façon dont le discours sur les « marchés financiers » et la « mondialisation » n'a été qu'un subterfuge de la bourgeoisie au pouvoir pour se soustraire à nos regards. Heureusement, grâce aux grands mouvements sociaux qui rythment la vie politique française, britannique ou encore espagnole et grecque, l'invisibilisation de la classe dominante par elle-même n'a pas si bien fonctionné. À l'aube des années 2020, l'idée qu'une classe dominante tire son épingle du jeu du système capitaliste n'est pas marginale. L'élection d'un président de la République à la campagne financée en partie par les dons de grands bourgeois et dont l'une des premières mesures fut la suppression de l'ISF a sans doute beaucoup contribué à cette remise au jour des écarts de richesses et de pouvoir. Pour autant, le terme de bourgeois n'est guère usité, et celui de « riches » reste celui qui est utilisé par les instituts de sondages, les journaux et les chaînes de télévision.

Le terme a voix au chapitre dans le débat public mais de façon périodique et policée. Les rapports d'ONG, comme Oxfam, disposent de leur quart d'heure d'antenne qui dévoilent des chiffres grandioses et écœurants, chaque année : « Les 1 % les plus riches possèdent désormais plus du double de

¹ Geoffrey Geuens, *La finance imaginaire. Anatomie du capitalisme : des « marchés financiers » à l'oligarchie*, Aden, 2011.

la richesse de 6,9 milliards de personnes, soit 92 % de la population mondiale», nous informe celui de janvier 2020. La France compte désormais 41 milliardaires, soit quatre fois plus qu'à la suite de la crise financière de 2008. «Les milliardaires français ne se sont jamais aussi bien portés», analyse Oxfam, et «en 2018, leur fortune a augmenté plus vite que les autres milliardaires dans le monde». On apprend également, au cas où on aurait encore la patience d'encaisser, que les sept premiers milliardaires français possédaient plus que les 30 % les plus pauvres.

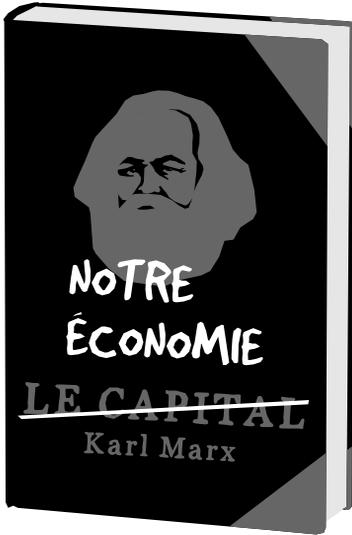
Le président des riches Macron a visibilisé, par sa politique fiscale et sociale, la présence et l'influence de la classe bourgeoise et sa grande bourgeoisie, mais pas au point qu'il soit encore aisé de la nommer comme telle, et de reconnaître l'actualité de la lutte des classes.

« Notre économie »

Les défenseurs du capitalisme – c'est-à-dire une bonne partie de notre personnel politique – prononcent rarement le mot de capitalisme. Ils préfèrent parler de « notre économie ». « Notre économie ne peut pas et ne doit pas s'arrêter », déclare par exemple Bruno Le Maire le 20 mars 2020, en pleine épidémie de coronavirus. À chaque fois, vous pouvez remplacer « notre économie » par « le capitalisme ». Les défenseurs du capitalisme cherchent à nous imposer l'idée que leur système économique est le seul possible et, à force, ils confondent les deux.

Le capitalisme est pourtant bien un système économique parmi d'autres, mais qui a besoin de la disparition et de la négation de tous

les autres pour s'épanouir. Puisqu'il fonctionne par accumulation et croissance, il a horreur du vide : tout ce qui relève du don, du service entre particuliers, fait l'objet d'appétits des partisans du capitalisme, de l'internet libre aux rencontres amoureuses.



Le dictionnaire Larousse nous dit que le capitalisme est le « statut juridique d'une société humaine caractérisée par la propriété privée des moyens de production et leur mise en œuvre par des travailleurs qui n'en sont pas propriétaires ».

Cette définition est presque suffisante : elle insiste d'abord sur le fait que la caractéristique essentielle du capitalisme, c'est la « propriété privée des moyens de production », et pas la propriété tout court. On le dit pour les gens qui imaginent que la fin du capitalisme impliquerait qu'ils partagent leur maison, leur jardin et leur collection de figurines Marvel (ça existe).

Qui dit capitalisme dit séparation entre le capital et le travail. Vous aurez beau travailler avec acharnement et connaître votre entreprise et ses enjeux sur le bout des doigts, ça restera le conseil d'administration, constitué d'actionnaires qui sont les propriétaires de l'entreprise et donc des bourgeois, qui prendra les décisions.

Invisibiliser la nature capitaliste de notre économie est une façon, pour la bourgeoisie, de s'invisibiliser elle-même aux yeux des autres, tout en les empêchant de penser un monde où son pouvoir n'existerait plus.

Ce que le mot « riches » permet à la bourgeoisie

Éviter de parler du vol du travail des autres

Gagner au Loto fait certes de vous un riche. Mais est-ce que cela fait pour autant de vous un membre de la classe bourgeoise ? Hélas pour vous, non. Le simple fait d'être riche n'est pas suffisant. Ce qui rend possible une position dominante, c'est lorsque cette richesse – sous forme de capital – permet de contrôler l'économie et par conséquent le travail d'autrui. Parler des « riches » et des « ultra-riches » permet donc de jeter un voile sur les causes, tout en déplorant les conséquences.

Une famille bourgeoise est une famille qui possède du patrimoine. Ce patrimoine peut être immobilier, qui consiste en la possession de bien en propre ou locatif, ou mobilier, c'est-à-dire en actions et en obligations, également appelé « capital ». Il se trouve, par chance, que nous vivons dans un système économique capitaliste, où la possession des moyens de production garantit les fonctions dirigeantes dans le travail. Ceux qui décident sont ceux qui possèdent et non ceux qui travaillent, contraints de suivre. Un bourgeois est ainsi nécessairement un actionnaire, grand ou petit, de notre économie capitaliste.

La possession de capital nécessite une activité économique et politique pour le faire fructifier et obtenir des profits. Il s'agit ainsi de faire les bons placements puis de mettre la pression sur les travailleuses et les travailleurs pour qu'ils dégagent le plus de revenus possible des moyens de production que la bourgeoisie possède. On imagine le



riche à chapeau haut de forme et cigare au bec qui visite une usine pleine d'engrenages et qui réclame au contremaître d'augmenter les cadences. La réalité est désormais plus complexe. La plupart des bourgeois ont leur argent géré par des intermédiaires : des gestionnaires de fortune, des fonds d'investissement ou des fonds de pension. Cependant, il y a aussi des familles bourgeoises qui gèrent directement leurs moyens de production via une entreprise familiale.

C'est pourquoi la notion de bourgeoisie se confond souvent avec celle de patronat. Le patron d'une entreprise peut être un bourgeois au sens où il est possesseur du capital. Souvent, il est un gestionnaire mandaté par des actionnaires

pour exécuter pour eux la besogne d'intensification de la production. Dans tous les cas, il est assisté par tout un groupe social et professionnel qui lui sert de courroie de transmission : celui des cadres moyens et grands, dont le pouvoir sera analysé dans le chapitre suivant.

Le fait d'être dominant dans notre société capitaliste n'est pas simplement une question d'argent, d'être ou ne pas être riche. C'est aussi, et surtout, une question de pouvoir. La richesse est la condition première du pouvoir bourgeois, mais c'est parce que cet argent permet de posséder du capital qui fructifie ensuite sur le travail d'autrui que la bourgeoisie a un pouvoir sur notre économie et, par conséquent, sur nos vies.

Faire croire qu'on peut devenir bourgeois

Plutôt que de jalouser les riches, vous n'avez qu'à le devenir à l'aide de tutos, peut-on lire dans différents magazines¹. Après tout, c'est un conseil présidentiel : tous les jeunes devraient vouloir être milliardaires, disait Macron au début de son mandat. Parler des riches permet de nous laisser croire que l'on peut y parvenir. Ce sera certes compliqué mais, après tout, « 100 % des gagnants ont tenté leur chance ! ». La réalité est tout autre : on naît bourgeois, on ne le devient pas.

La bourgeoisie est une classe sociale qui constitue son patrimoine et sa puissance à travers le temps. Elle accorde

1 « Comment devenir riche : 10 compétences à acquérir à 20 ans pour être millionnaire à 30 ans », proposait par exemple le magazine *GQ* en février 2020.

ainsi beaucoup d'importance à la transmission du capital d'une génération à l'autre. Un enfant bourgeois est dès sa naissance pris dans des schémas éducatifs très contraints et très contrôlés, de façon qu'il soit le plus conforme possible à sa fonction future de possédant. D'où l'éducation stricte qui en découle et un style de vie très spécifique : les prénoms à rallonge, les écoles privées, les cours particuliers – notamment de langue étrangère –, l'équitation, le tennis, l'opéra et les rallyes – soirées sélectes où les jeunes bourgeois rencontrent d'autres jeunes bourgeois, à des fins de reproduction sociale et patrimoniale¹. Dans certaines œuvres, ce schéma fut remis en question, comme dans le film *Titanic*. Malheureusement, l'impudent prolétaire qui avait su attirer le regard de la jeune bourgeoise héroïne a fini... au fond de l'Atlantique.

Être riche ne suffit pas à être un bourgeois car cette appartenance de classe est également culturelle et sociale. Pour les bourgeois, c'est souvent par pur pragmatisme : la sociabilité est un capital à part entière et c'est sa place dans le monde qui se joue à travers son relationnel. C'est une classe qui pratique un communautarisme décomplexé. Pour appartenir à ses cercles, il faut être coopté dans des clubs, amicales ou associations, et il ne suffit pas de payer une onéreuse cotisation pour être accepté.

En France, l'expression « nouveaux riches » désigne celles et ceux qui possèdent la richesse mais ne font pas partie de

¹ Ces logiques ne sont pas nouvelles, comme le montrent Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon dans leur *Sociologie de la bourgeoisie* (La Découverte, 2016).

la bourgeoisie, car cet argent ne leur a pas permis d'acheter l'ascendance culturelle, le comportement et la sociabilité propres à la classe dominante.

Éviter de parler de l'ensemble de la bourgeoisie

En se concentrant sur les «ultra-riches», on ne parle pas de l'ensemble de la bourgeoisie. L'enrichissement d'un Bernard Arnault, actionnaire majoritaire et président-directeur général du groupe de luxe LVMH – plus grande fortune de France et deuxième mondiale depuis 2019 – est scandaleux et très frappant. En cinq ans, il s'est enrichi de plus de 18 milliards d'euros¹ – mais c'est 10 % de la société

qui s'enrichit globalement sur le dos des autres. Or, on fait partie des 10 % les plus riches quand on gagne, avant impôt, 3 700 euros nets pour une personne seule. À ce niveau de revenu, on trouve des cadres, des fonctions dirigeantes dans le public, des ministres, des députés, des patrons... En se focalisant sur les «0,01 %», tout ce beau monde se retire



¹ « Grandes fortunes françaises : Arnault, Pinault... qui s'est le plus enrichi en 5 ans? », *Capital*, juillet 2019.

de l'équation et se raconte qu'après tout, comparé à Bernard Arnault, ils ne gagnent pas tant que ça. C'est d'ailleurs un raisonnement fréquent dans les milieux bourgeois : le bourgeois est toujours le voisin, étant donné que les écarts de revenu y sont très importants.

La frontière est évidemment difficile à tracer (elle l'a toujours été), mais il arrive un certain niveau de revenu où l'on bénéficie du capitalisme et pour lequel on en est, de fait, un ardent défenseur : c'est ce qui fait de vous un bourgeois, et cela ne commence pas au moment où vous devenez millionnaire.

Contourner la question du pouvoir bourgeois

«Riche» laisse penser qu'il s'agit là d'une caractéristique sociale comme une autre. On serait riche comme on serait homme ou femme, homo ou hétéro, de droite ou de gauche... Bourgeois en dit beaucoup plus long sur l'origine de la richesse, sur le mode de vie pour la conserver et la transmettre... et sur le pouvoir sur autrui que cela induit.

La première forme du pouvoir bourgeois est le pouvoir sur le travail, par l'exploitation. Mais il existe d'autres formes de pouvoir, qu'on n'obtient pas uniquement grâce à l'argent en tant qu'individu mais, en tant que groupe, par sa constitution en classe sociale dominante.

La bourgeoisie monopolise ainsi le pouvoir politique : pas seulement grâce aux nombreux lobbys qu'elle entretient pour assurer à ses entreprises des réglementations sociales et environnementales pas trop lourdes, mais tout simplement

parce que la majeure partie du personnel politique est profondément solidaire de la classe bourgeoise : le plus souvent, les deux groupes se confondent. Cela peut être par des liens familiaux ou tout bêtement parce que la politique est une activité de plus au quotidien d'un grand bourgeois. Le grand bourgeois Serge Dassault était ainsi à la fois patron, maire et sénateur. Il cumulait dans ses mains pouvoir économique et pouvoir politique.

Depuis plusieurs décennies, l'Assemblée nationale est majoritairement composée de députés d'ascendance bourgeoise : il n'y a actuellement plus aucun député ouvrier, contre 20 % des effectifs durant l'après-guerre.

Régulièrement, le personnel politique déconnecté par son appartenance de classe tente de jouer le « renouvellement » en ouvrant grand ses portes aux « membres de la société civile ». C'était le grand mouvement d'Emmanuel Macron qui portait cette idée aux nues. En réalité, « société civile » n'est qu'un terme désignant les personnes influentes dans la société, hors jeu politique. Et cela désigne le plus souvent des patrons, des dirigeants de grandes associations, des journalistes... issus de la même classe sociale bourgeoise.

Car l'autre grand pouvoir de la bourgeoisie est le pouvoir médiatique et symbolique, c'est-à-dire la capacité à monopoliser les principaux canaux d'expression publique : télévision, radio, littérature ou cinéma, les formes légitimes d'expression sont le plus souvent sous contrôle de personnes de la classe bourgeoise. De la journaliste Apolline de Malherbe,

héritière d'une famille aristocratique, à Léa Seydoux, actrice héritière de la dynastie Pathé, qui règne sur le cinéma français, le monde culturel et médiatique français ne brille pas par son ouverture. En conséquence, le point de vue de la classe dominante règne sur la production journalistique, cinématographique et culturelle au sens large. Ces dix dernières années, à la télévision, tous programmes confondus (des infos aux téléfilms), ce sont les classes supérieures qui occupent le temps d'antenne le plus important : entre 60 et 70 %¹.

De l'importance de bien nommer ses ennemis

Pour la première fois depuis fort longtemps, des manifestations se sont déroulées dans des quartiers parisiens bourgeois, lors du mouvement des Gilets jaunes. Mais si le thème des « riches » s'est popularisé dans le pays, le discours médiatique et politique, tous bords confondus, fait rarement les liens logiques entre pouvoir des riches et contrôle de l'économie et du travail, éducation bourgeoise et monopolisation de la richesse, entre-soi social et promotion des enfants aux postes de pouvoir. Ces fondements de la classe bourgeoise restent relativement absents du débat public, et ce n'est que sous l'angle des « inégalités de richesse », autrement appelées

1 Pour aller plus loin, lire notre enquête « Météo des neiges, télévision de riches : enquête sur le monopole des classes supérieures sur la télévision », *Frustrationmagazine.fr*, 12 mars 2017.

« inégalités sociales », que le problème du règne de la bourgeoisie sur nos vies est abordé.

De notre côté, nous avons pris l'habitude d'appeler les bourgeois... des bourgeois. Cela montre bien que l'on a affaire à une classe, c'est-à-dire un groupe social fermé sur lui-même et impénétrable, pleinement communautaire et conscient, avec ses propres codes, attitudes et lieux de sociabilité. Nous ne vivons donc pas dans une société ouverte dans laquelle un « ascenseur social » fait voyager les individus d'une classe à l'autre selon leurs efforts ou leur mérite – nous y reviendrons.

En appelant les membres de la bourgeoisie par leur nom, celui qui leur a été donné dès le début du capitalisme et qui reste le plus pertinent à utiliser pour embrasser l'ensemble des caractéristiques de ce groupe social, nous résolvons la difficulté fantôme énoncée Jean Peyrelevade, cité précédemment¹. Rompre avec le capitalisme et ses dégâts, c'est rompre avec la bourgeoisie et s'attaquer à ses institutions médiatiques, politiques et culturelles.

« Inégalités sociales »

Inégalités sociales : Terme cher aux bourgeois et qui leur permet de s'indigner périodiquement des écarts de richesses en France et dans le monde sans remettre en question leur propre position et responsabilité dans l'affaire, ni celle du système économique capitaliste dont ils bénéficient.

¹ Voir page 37.

« Avec cette crise, il y a une exacerbation des inégalités sociales », prévient l'économiste Lucas Chancel, proche de Thomas Piketty, dans *La Tribune*. « 100 ans de l'OIT : Macron veut lutter contre les inégalités dans le monde », annonce *Le Figaro*.

C'est un lieu commun médiatique, notamment à l'occasion de la sortie du rapport annuel d'Oxfam. Selon l'endroit où l'on naît, on n'a pas les mêmes chances de devenir riche. Les « ultra-riches » concentrent une immense partie des richesses nationales. Et les « pays riches » une immense partie des richesses mondiales. Cela produit d'insupportables inégalités sociales.

Les bourgeois aiment ce terme, parce que :

Cela permet d'en rester aux causes superficielles de la mauvaise répartition des richesses. Effectivement, la politique fiscale de Macron a joué un rôle important dans l'affaire, et c'est bien de le dire, mais ce qui crée le creusement des écarts de richesses en France et dans le monde c'est d'abord le fait qu'une classe sociale, la bourgeoisie, ponctionne le travail de tous les autres pour se rémunérer en gros salaires et en dividendes. L'indignation autour des « inégalités



sociales» permet d'avoir l'air de gauche sans parler de la lutte des classes. Et ça, les bourgeois adorent.

Ces chiffres interrogent souvent davantage l'inégalité des chances que le principe même de revenus différents. « Quand on est arrivé dans le bon utérus, on peut naître avec des milliards », nous dit par exemple la présidente d'Oxfam, Cécile Duflot. Est-ce que le problème n'est pas plutôt qu'on puisse avoir des milliards ? Les macronistes aiment parler quant à eux « d'inégalités de destin » ; « La vraie injustice, ce n'est pas que l'un gagne plus que l'autre mais qu'on n'ait pas la même chance de réussite dans des familles ou des lieux différents », raconte par exemple Emmanuel Macron devant les maires d'Occitanie en janvier 2019. Il faudrait donc tout faire pour que chacun ait une chance de devenir PDG milliardaire ou SDF, selon ses envies et ses ambitions, et bien entendu son « mérite » : « Le vrai sujet pour réduire ces inégalités, c'est l'école et c'est le travail », soutient le cher homme. Comme si l'école et le travail pouvaient être autre chose, tels qu'ils sont constitués et organisés, que ce qui fait tenir la hiérarchie sociale telle qu'elle est.

Rapporté au niveau mondial, le thème des inégalités permet de montrer que les classes laborieuses françaises ont bien tort de râler : elles sont nettement plus riches et leur pays concentre bien plus de richesses que la plupart des États du monde. Ainsi, la France devient un « pays riche », et notre ouvrier smicard est un prince pour nombre d'ouvriers du globe. Cette comparaison absurde fait l'impasse sur le coût de la vie dans chaque pays et la responsabilité différenciée des classes sociales : c'est la bourgeoisie française qui a été le moteur de la colonisation ayant conduit à l'asservissement politique puis « seulement » économique, de nos jours. En opposant les pays et non les classes, le thème des inégalités mondiales ne dit rien des rapports de forces qui se jouent sur notre planète.

«Classes moyennes» : nous faire croire que nous sommes toutes et tous dans le même bateau

CLASSES MOYENNES : Expression politique, médiatique et universitaire qui désigne un groupe central dans la population dont les revenus, le mode de vie, les goûts et les comportements situent ses membres «dans la moyenne». Pour le dictionnaire Larousse, est moyen ce qui «tient le milieu entre plusieurs autres, qui est éloigné des extrêmes et correspond au type le plus répandu». Parler des classes moyennes n'engage pas à grand-chose : c'est un peu tout le monde et personne à la fois. Le plus souvent, journalistes et politiques entendent par classes moyennes celles et ceux dont on pense qu'ils ne sont ni «les pauvres» ni «les riches». Une appréciation totalement subjective qui dépend généralement du propre niveau de vie du commentateur.

Cette notion particulièrement floue est devenue un classique des copies de sciences économiques et sociales (SES). Elle est encore aujourd'hui inculquée dans l'enseignement supérieur. Par exemple, l'analyse classique nous explique qu'avec les Trente Glorieuses, le niveau de vie moyen en France s'est progressivement élevé et les inégalités se sont réduites : c'est ce qu'on appelle la moyennisation. La plupart des organisations politiques disent se préoccuper des «classes moyennes» : «Il faut rendre les logements plus accessibles aux classes moyennes», souhaite ainsi le Conseil

de Paris¹, même si cela implique de mettre fin à toute régulation des loyers et donc de réserver les centres-villes aux personnes les plus riches. « Il faut avoir une fiscalité où les classes moyennes sont les grandes gagnantes² », et réduire ainsi l'impôt sur le revenu, qui est pourtant le plus juste et le plus progressif.

À la question « à quelle classe sociale appartenez-vous ? », il y a de grandes chances pour que vous répondiez : « aux classes moyennes ». En brouillant nos représentations des frontières de classes, le terme de « classes moyennes » permet aux bourgeois de pratiquer et de promouvoir leur domination de classe sans en avoir l'air.

Pourquoi avons-nous commencé à parler de « classes moyennes » ?

Après la Révolution française, les citoyens français sont devenus libres et égaux en droits. Voilà pour la propagande historique un poil hâtive, qui fait fi du fait qu'il a fallu attendre un siècle et demi pour que les femmes aient le droit de vote, et plus que cela pour que des sous-citoyens colonisés obtiennent la maîtrise – partielle – de leur destin. Mais cette idée d'une Révolution française qui nous aurait tous rendus libres se heurte également aux différences sociales énormes qu'elle n'a pas corrigées, loin de là. Dans l'histoire officielle,

1 Christine Henry, « Conseil de Paris : la Ville veut rendre les logements plus accessibles aux classes moyennes », *Le Parisien*, 29 mars 2017.

2 Paul Louis, « Les classes moyennes supérieures, grandes gagnantes en 2020 des mesures budgétaires », BFM TV/AFP, 5 février 2020.

ce grand moment qui fonde un peuple libre et uni participe grandement du mythe de la classe moyenne, avec l'idée qu'à l'opposé du régime féodal qui contraint chacun à rester à sa place, la République donne à chacun sa chance.

Rassemblons là encore nos souvenirs de collègue. Louis XVI, roi peu charismatique, passionné d'horlogerie à ce qu'il paraît, gère relativement mal une crise économique majeure qui frappe la France, que plusieurs décennies de guerre avec l'Angleterre ont privée d'une partie de son empire colonial (elle se rattrapera dans le siècle suivant, rassurez-vous). On connaît à peu près la suite des événements : le roi convoque des états généraux (depuis, l'expression s'est popularisée et l'on convoque des états généraux pour tout afin que ça ne donne rien). Il s'agit d'une sorte d'Assemblée du pays comprenant des représentants du clergé, de la noblesse et du « tiers état ». Qu'entend-on par là ? Pour toute la tradition républicaine, celle que l'on apprend à l'école, le tiers état, c'est « le peuple français », qui n'est ni du clergé ni de la noblesse. Pour Marx, il s'agit de la bourgeoisie.

La notion de tiers état est intéressante à étudier pour comprendre l'entourloupe historique que la bourgeoisie a créée et véhiculée après la Révolution française. L'historien George Dumézil nous dit que le tiers état, c'est « ceux qui travaillent », en opposition à « ceux qui prient » (le clergé) et « ceux qui font la guerre » (la noblesse, qui tire l'origine de son pouvoir par la guerre : souvenez-vous, le donjon, les douves, l'armure de chevalier, etc.). Pour autant, est-ce que

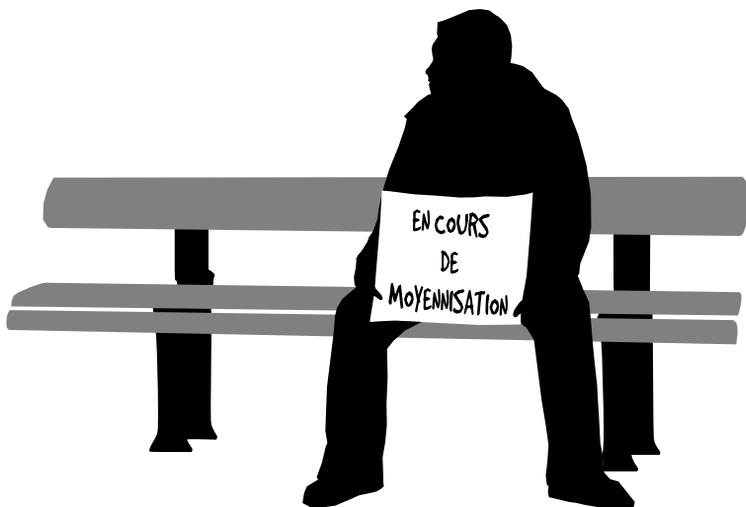
ce sont vraiment tous ceux qui travaillent qui composent le tiers état réuni en 1789 ? Clairement pas. L'Assemblée de 1789, qui se transforme progressivement en une Assemblée constituante qui participe à la fin de l'Ancien Régime, réunissait les hommes (les femmes étaient évidemment exclues) représentant des territoires ou des secteurs de la vie économique et bénéficiant d'une notabilité locale et nationale. Aussi, les métiers les mieux représentés chez les premiers députés que la France ait connus étaient ceux d'avocat, d'officier de l'administration, de médecin et du monde des affaires (marchands, négociants, etc.). L'Assemblée ne compte aucun représentant des paysans, des ouvriers, des artisans. Pourtant, ces trois groupes ont été à l'origine des révoltes qui ont conduit à cette convocation, et ce sont principalement des ouvriers et des artisans qui ont mené le célèbre assaut contre la prison de la Bastille¹.

Bref, le « tiers état », tel qu'il s'est traduit politiquement, c'était bel et bien la bourgeoisie, n'en déplaise à nos livres scolaires d'Histoire où l'on nous raconte le triomphe du « peuple » contre le méchant clergé et la méchante noblesse. Mais il est clair que le malentendu remonte bien à 1789, avec cette idée que le tiers état, « ceux qui travaillent », représente une seule et même classe. Car, en effet, la bourgeoisie travaille aussi : l'oisiveté est la qualité des nobles, pas des bourgeois qui justifient au contraire leur pouvoir par le

1 Michelle Zancarini-Fournel, *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, La Découverte, 2016.

travail. Pourtant, il existe au sein du tiers état une ligne de fracture fondamentale, qui sépare la bourgeoisie des classes laborieuses, d'ailleurs constitutives de la bourgeoisie en tant que telle. Mais nos institutions politiques, héritières de la Révolution française, ont besoin du mythe d'un « peuple uni » pour tenir. Nos députés, qui ne comptent pourtant dans leurs rangs ni ouvriers ni employés, ne sont-ils pas « représentants du peuple français » ? Pour le faire croire, il faut gommer les différences sociales.

Si la mythologie républicaine du peuple uni a beaucoup contribué à alimenter celle d'une grande classe moyenne dans laquelle nous serions tous, le succès de la notion de « moyennisation de la société » est beaucoup plus récent. C'était une idée en vogue en sociologie dans les années 1980. À cette époque, de gros efforts ont été faits pour éradiquer les théories marxistes de la société, celles qui postulaient la prééminence d'une lutte des classes en France. C'était les années Mitterrand, le « tournant de la rigueur » de 1983 ; c'est-à-dire le moment où la gauche socialiste a cessé d'être socialiste, mettant en place une politique de privatisations et de réductions des dépenses publiques, suivant en cela le mouvement global impulsé par la conversion des élites politiques au néolibéralisme, avec pour figures de proue Margaret Thatcher au Royaume-Uni et Ronald Reagan aux États-Unis. L'idée de « moyennisation » de la société apparaît dans ces années-là, notamment grâce au sociologue Henri Mendras, auteur d'un schéma qui représente la société de la fin du xx^e siècle comme



une toupie : une pointe basse pour les pauvres, une pointe haute pour les riches et un gros bourrelet central pour la grande classe moyenne.

Certes, les écarts de revenus se sont considérablement réduits après la deuxième guerre mondiale, notamment grâce aux conquêtes sociales, au rapport de forces salariat/patronat relativement favorable de l'époque et au développement industriel. Mais ils ont commencé à se creuser de nouveau dès le début des années 1990. Ce phénomène s'est amplifié après la crise financière de 2008, puis il a été confirmé par des politiques de redistribution des richesses du bas vers le haut, via des politiques fiscales et une austérité salariale considérable. Le mouvement des Gilets jaunes a mis en exergue le fait que toute une partie de la population ne s'identifiait pas à ce groupe des « classes moyennes prospères ». Au contraire, la galère du bouclage des fins de

mois était l'expérience majoritaire – donc moyenne – dans la population française.

À cela s'ajoute une autre conceptualisation de la classe moyenne qui nous vient des États-Unis, où le terme de « *middle class* » est davantage lié à une unification des modes de vie, à des aspects culturels et à une certaine perception de la normalité sociale. Dans les années 1950, on commence à évoquer dans différentes analyses l'émergence de cette classe liée aux nouveaux métiers en « col blanc » du capitalisme d'après-guerre, popularisée par de nombreux films ou séries comme *The Brady Brunch*, dans laquelle on suit les aventures d'une famille recomposée dans une maison typique, ou encore *Ma sorcière bien-aimée*, qui met en scène une femme au foyer modèle des années 1960. On y retrouve souvent des codes et schémas identiques d'un certain mode de vie matérialiste : l'obtention d'un pouvoir d'achat, un confort de vie, la petite maison de banlieue, les deux voitures, les après-midi barbecue, la télévision dans le salon...

Utilisée à tort et à travers, malgré les démentis du réel, la « classe moyenne » est devenue une expression couramment utilisée en France autant par les plus modestes que par les bourgeois, alors qu'elle n'est qu'une création statistique purement abstraite. Selon le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc), on fait partie de la classe moyenne quand on se situe entre les 30 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches et que son revenu disponible est compris entre 1 350 euros et 2 487 euros nets par mois. Il n'y a aucun

autre critère réel et disponible, pas plus le fait de posséder un barbecue que celui de regarder « Quotidien ».

Ce que l'expression « classes moyennes » permet à la bourgeoisie

Prétendre parler à tout le monde

Le terme « classes moyennes » s'est imposé comme une définition de la norme sociale, du niveau en dessous duquel on est pauvre et au-dessus duquel on est riche, indépendamment de sa définition statistique. Sa diffusion est favorisée par un usage politique et médiatique débridé et sans définition. Dès 2011, Laurent Wauquiez s'imaginait chantre de la « lutte des classes moyennes¹ ». En 2018, Marine Le Pen accusait Emmanuel Macron d'organiser « le grand déclassement des classes moyennes² ». Ce même Macron qui serait devenu, en 2020, le président qui « favorise les classes moyennes³ ». Au travers de personnalités comme Arnaud Montebourg⁴ ou Jean-Luc Mélenchon, le terme s'est imposé également à gauche de l'échiquier politique. Le président du groupe La France insoumise à l'Assemblée nationale disait, à propos de la réforme des retraites, « ne pas s'y tromper ». « La cotisation retraite à 2,8 % au-delà de 120 000 euros = obligation de cotiser

1 Laurent Wauquiez, *La lutte des classes moyennes*, Odile Jacob, 2011.

2 « Le Pen : "Macron organise le grand déclassement des classes moyennes" », *Le Point*, 11 février 2018.

3 « Budget 2020 : Emmanuel Macron change de cap et favorise les classes moyennes », *L'Opinion*, 15 octobre 2019.

4 « Pour Arnaud Montebourg, "il y a une révolte mondiale des classes moyennes" », *BFM Business*, 5 novembre 2011.

à un fonds de pension pour garder un bon revenu. La classe moyenne va payer cher sa retraite¹.» La classe moyenne, des gens qui gagnent donc plus de 10 000 euros par mois ?

Au-delà de la confusion, des abus de langage et de l'inculture sociologique, il y a un intérêt stratégique évident à parler de « classes moyennes » : la classe politique peut donner l'impression de parler à tout le monde, alors qu'elle ne parle en fait de... personne. Tout engagement pris « en faveur des classes moyennes » pourra finalement cibler qui le politique engagé le souhaite, comme en témoignent ces constructions de logements estampillés « pour les classes moyennes » qui sont en réalité des immeubles de standing.

Faire avaler les politiques néolibérales à ceux qui le subissent

L'autre objectif de long terme est de promouvoir et mettre en œuvre des politiques néolibérales, favorables à la classe bourgeoise et défavorables à la majorité des gens, tout en ayant l'air de se préoccuper de l'intérêt du plus grand nombre, ou de l'« intérêt général ». Ainsi, il est plus aisé d'affirmer que la croissance va profiter à « tous », que la baisse de la fiscalité des entreprises et des actionnaires ou la réduction du droit du travail va bénéficier à chacun, etc. Il y a nécessité d'un « nous tous » pour que chacun accepte et se résigne. Or, il ne peut y avoir de « tous » et « d'intérêt général » dans une société de classes, où le profit des uns se fait au détriment des revenus et du travail des autres. Les initiateurs, promoteurs

1 Tweet daté du 2 décembre 2019.

et exécuteurs du néolibéralisme ont eu besoin du mythe de la classe moyenne pour invisibiliser les conflits de classes au profit d'une seule aux critères suffisamment flous pour que chacun puisse, d'une façon ou d'une autre, s'y identifier.

Pourquoi s'identifie-t-on aux classes moyennes ?

Il faut admettre que, partout dans la société, ce terme est employé. Les sondages réguliers effectués sur la perception qu'ont les Français et les françaises de leur position sociale tendent à montrer qu'une majorité des gens se définissent comme membres de la classe moyenne. À noter que cette tendance est malgré tout en baisse : alors qu'en 2008, 70 % des Français affirmaient faire partie de la classe moyenne, ils ne seraient plus que 58 % en 2019¹. Dix années d'intenses politiques néolibérales faussement « favorables aux classes moyennes » et en réalité au bénéfice des bourgeois auraient-elles laissé des traces ?

On peut expliquer cette identification massive à la classe moyenne de plusieurs façons. En premier lieu, les personnes les plus aisées ont une vraie tendance à sous-estimer leur appartenance à la petite ou à la grande bourgeoisie. Une étude sociologique de 2013² montre par exemple que, parmi les gens ayant 4 500 € ou plus de revenus mensuels, 20 % se définissent comme « classe moyenne inférieure » et 60 %

¹ Odile Plichon, « Société de consommation : cette classe moyenne qui se sent exclue », *Le Parisien*, 7 octobre 2019.

² Enquête Dynegal, Paris IV-CNRS.

comme « classe moyenne supérieure » ! Or, 4 500 € mensuels vous classent nettement parmi les 10 % les plus riches. Il faut dire qu'à l'intérieur de la bourgeoisie, de grandes différences de revenus et de positions existent, d'où le sentiment généralisé d'être plus pauvre que le voisin... Par ailleurs, la bourgeoisie aime parfois se raconter qu'elle est dans la

norme, pour éviter par exemple de susciter des jalousies ou masquer une position dominante non assumée.

Dans le reste de la population, le fait de tenir à l'étiquette « classe moyenne » s'explique très différemment. La honte sociale associée au salariat, à la précarité et à la pauvreté fait qu'il est préférable pour beaucoup de s'identifier à une hypothétique classe moyenne et d'échapper ainsi à l'étiquette peu flatteuse



de « pauvres », d'autant plus que la bourgeoisie, notamment de droite, aime les pointer du doigt par de nombreuses expressions telles qu'« assistés », « feignants », etc. Ce thème de la honte sociale est très présent dans de nombreux films et séries, comme *Malcolm*, qui met en scène une famille qui revendique fièrement d'appartenir à la *middle class* américaine. Hélas, leur précarité se manifeste à plusieurs reprises et ils chercheront, en

particulier la mère de famille, à la camoufler aux yeux de leur voisinage.

« Classes moyennes » est un terme suffisamment large pour contenir à peu près tout le monde, il est plus facile de s'y identifier qu'à d'autres. On utilise cette expression, à défaut d'autre chose, car l'absence de discours de classe à la fois réaliste et valorisant se fait sentir depuis près de trente ans. La « classe ouvrière » n'est plus un terme utilisé, que cela soit par les écrivains, les sociologues ou les politiques, ou bien uniquement sur le thème du « déclin ». Il ne reste alors que l'expression « classes populaires », de plus en plus employée.

« Classes populaires » : le mépris de classe devenu mot

CLASSES POPULAIRES : Ensemble des personnes et des groupes sociaux qui ne font partie ni des « classes moyennes » ni du groupe des « riches ». Ils ont pour point commun des revenus faibles et des habitudes culturelles vulgaires. C'est un groupe indéterminé, rarement décrit dans le détail. Dans l'imaginaire des bourgeois, il désigne de façon un peu fouillis les « jeunes de banlieues » et « les beaufs de province et des zones périurbaines », dont les ouvrières et ouvriers des usines qu'ils font fermer. D'où l'usage du pluriel, pour garantir cette indétermination. Pour l'ensemble des gens qui ont droit à la parole publique en France (journalistes, intellectuels, experts divers et variés, usagers réguliers de Twitter...),

les « classes populaires » représentent l'altérité pure, une masse informe et imprévisible.

Les politiques prétendent néanmoins leur parler et se préoccuper de leur avenir, notamment en périodes électorales. Pour Ségolène Royale en janvier 2012, « il est très important de mobiliser les classes populaires, sinon elles vont être séduites par les thèses de l'extrême droite », tandis que, pour le président Macron en novembre 2018, « il faut redonner aux classes populaires et moyennes une capacité à construire le progrès ». Et pour Pierre Laurent, secrétaire général du Parti communiste, « l'une des grandes transformations va être pour nous de redevenir le grand parti des classes populaires ».

Du Parti communiste à la droite macroniste, l'usage du terme de « classes populaires » s'est donc généralisé, tout comme dans le monde médiatique ou intellectuel. Il faut dire que dans ces milieux largement monopolisés par des partisans du capitalisme, parler de « classes populaires » a permis de cesser de parler de « classe ouvrière » et d'enterrer par là même le discours sur l'existence d'une lutte des classes dans la société. Celles et ceux qui ont le monopole de la parole publique donnent ainsi constamment leur vision de celles et ceux « d'en bas », généralement avec un regard paternaliste quand ce n'est pas avec un mépris condescendant.

Comment on est passé du « vil peuple » aux « classes populaires »

Nous sommes nombreux à avoir une vision du Moyen Âge forgée par la télévision ou le cinéma, par exemple celle véhiculée par le film *Les visiteurs*, même si les historiens vous diront que c'est vraiment dommage parce que ce cliché d'une époque sombre, sale et cruelle est assez largement faux. Il n'empêche que le film joue sur les rapports de classe présents et passés, souvent utilisés dans les comédies. Évidemment, comme dans le reste du cinéma français, il s'agit de ne vexer personne : « Tout le monde en prend pour son grade », comme on dit. Certes, les pauvres sont rustres, vulgaires et moches, mais les riches sont ridicules, précieux et mesquins.

Se remémorer *Les visiteurs*, c'est se rappeler que la société aristocratique de l'Ancien Régime consacrait la domination des nobles sur les paysans, totalement exploités, infériorisés et associés à la vulgarité. Ils sont relativement absents de l'Histoire enseignée à l'école, car ils ne jouaient aucun rôle politique (à l'exception de Jeanne d'Arc, légende chrétienne).

Et c'est au Moyen Âge que sont forgées, principalement par l'Église, la plupart des expressions péjoratives pour désigner ceux d'en bas vus d'en haut. Thomas d'Aquin, homme d'Église très influent à travers toute l'Europe au XIII^e siècle et très bien introduit dans la haute société – une sorte de Bernard-Henri Lévy médiéval, si vous voulez –, a conçu des théories sociales qui ont fait date. Il est à l'origine des expressions « vil peuple » (« *vils plebs* », en version originale), de

« simple peuple », de « menu peuple », de « gens commun » ou encore de « misérable peuple »...

Le point commun de ces expressions est qu'elles définissent ces gens d'en bas par ce dont ils sont privés et dont disposent ceux d'en haut : des qualités morales et intellectuelles, de l'argent, du pouvoir... Elles contribuaient à démontrer qu'il était naturel et acceptable que ces individus soient dominés et spoliés, plutôt que de le voir comme le résultat de la monopolisation du pouvoir par la noblesse et le clergé.

Comment les membres de cette classe dominée se nommaient-ils ? Il est dur de le savoir, le « vil peuple » étant le plus souvent illettré : c'est avant tout le discours dominant qu'a retenu l'Histoire. Mais les choses changent à partir de la Renaissance.

D'abord parce que, l'écriture se propageant à cette époque, on dispose de plus de traces de cette classe dominée, mais aussi parce qu'avec le développement des villes certains métiers se structurent : les corporations apparaissent, artisans et ouvriers se forment ce qu'on appelle de nos jours une identité professionnelle, leur permettant d'obtenir une reconnaissance sociale via leur travail. Ces groupes ont d'abord émergé dans des lieux précis, comme les chantiers des cathédrales. Les tailleurs de pierre y sont progressivement devenus un groupe uni et prestigieux, dont la renommée dépasse alors les frontières. Ils développent une entraide, des formations internes, des mécanismes de solidarité... Même le très patrimonial magazine *Capital* propose, encore aujourd'hui, dans l'un

de ses dossiers : « Inspirez-vous de la méthode des tailleurs de pierre pour optimiser le travail collectif ».

Le terme « ouvrier » apparaît alors dans ce qui commence à devenir la langue française. Du latin *operarius* (dérivé de *opus* : travail, œuvre), il donne un contenu à l'identité de la classe dominée. Au contraire des termes venus d'en haut qui ne disent que le manque de quelque chose, « ouvrier » porte sur la capacité à faire : transformer des matériaux, produire des richesses, exercer une compétence, etc., ce qui est nettement plus valorisant.

Évidemment, avec le XIX^e siècle et la révolution industrielle, le terme d'« ouvrier » perd de sa connotation artisanale et prestigieuse puisque l'ensemble des artisans et paysans qui exerçaient leur art se retrouvent assujettis à de grandes chaînes de production ou d'extraction de minerai qui nient totalement leurs compétences et savoir-faire. La « condition ouvrière » devient synonyme de pauvreté mais surtout d'exploitation au travail. « Ouvrier » ne désigne alors plus seulement l'acte de travail, mais aussi le fait que ce travail soit effectué sous contrôle des possédants. La culture ouvrière qui se constitue à mesure que le mouvement ouvrier s'organise syndicalement et politiquement est une culture qui met en scène à la fois la dignité de l'ouvrière et de l'ouvrier mais aussi le préjudice qu'il subit de la part des bourgeois : son exploitation.

1 « Les bâtisseurs de cathédrales au service d'une grande œuvre », *Capital*, 11 juillet 2016

De leur côté, les bourgeois, tout au long du ^{xx}^e siècle, n'entrent jamais dans le débat sur le bien-fondé de l'exploitation qu'ils mènent, ou seulement à la marge. Il est rassurant pour eux de se raconter que les ouvriers sont des paresseux, toujours prêts à tirer au flanc et portés sur la boisson... Par conséquent, les exploiter n'est pas si mal. Mais ils consacrent beaucoup d'énergie à commenter les comportements, les goûts et le mode de vie des ouvrières et des ouvriers, avec d'autant plus d'ardeur que leur mépris de classe se double d'un sexisme fort et d'un racisme récurrent.

Les ouvrières subissent, tout au long du ^{xix}^e siècle, un harcèlement et des agressions sexuelles quasi institutionnalisées dans les usines de la part des contremaîtres, et il a fallu de grandes grèves comme à Limoges en 1905 pour que cette pratique cesse. Les ouvrières étaient à la fois associées, pour cette raison, à la femme facile, mais aussi à la femme violente, puisqu'elles participaient à tous les grands mouvements sociaux ouvriers de l'époque, notamment la Commune de Paris, grand traumatisme pour la bourgeoisie française. Elle forgea, via ses écrivains, la légende des « pétroleuses », ces



femmes communardes mettant le feu à la ville dans un grand rire hystérique, mais également, chez Zola dans *L'assommoir*, la figure de l'ouvrière alcoolique.

Avec les vagues successives d'immigration qui commencent dès les débuts de la révolution industrielle – Italiens, Espagnols, Polonais, puis Portugais, Marocains et Algériens dans les années 1960 et 1970 –, le mépris bourgeois de l'ouvrier s'est également mâtiné d'une bonne dose de racisme. L'image d'un âge d'or du mouvement ouvrier, exclusivement blanc et français, est donc un mythe sans fondements.

Ce que l'expression « classes populaires » permet à la bourgeoisie

Prétendre qu'il n'y a plus de classe ouvrière en France

La disparition de la classe ouvrière est un discours sociologique et médiatique qui a consisté à considérer que parler de classes sociales comme nous le faisons serait « faire du Zola » – autrement dit, parler d'une réalité qui n'existe plus que dans les livres d'Histoire du XIX^e siècle. Il n'y aurait plus d'usines en France, plus d'ouvrières et d'ouvriers, car notre économie se serait « tertiarisée » et le secteur des services dominerait aujourd'hui, avec des vendeurs, des marketeurs et des cadres, ainsi qu'une petite minorité de livreurs et d'auto-entrepreneurs.

La vérité est qu'il y a de nos jours en proportion et en nombre plus de travailleuses et de travailleurs salariés en position de grande subordination (hors cadres, donc) qu'au

début du xx^e siècle, l'époque où l'on situe l'âge d'or du mouvement ouvrier. Lorsque Karl Marx théorisait la puissance émancipatrice de la classe salariée, elle était largement minoritaire par rapport à la paysannerie. Désormais, la majorité des gens sont des salariés et si la proportion d'ouvriers a effectivement diminué pour arriver à 20 % de la population active, celle des employés a augmenté : 27 % de l'emploi en France en 2017, selon l'Insee. Les deux catégories n'ont pas des conditions de vie et de travail fondamentalement différentes : côté ouvriers, on trouve les chauffeurs et les cuisiniers et, côté employés, les assistantes de direction, les policières, les militaires, les pompiers, les vendeurs, les infirmières... «Ouvrier» est le résultat d'une lutte de reconnaissance, et «employé» regroupe les métiers également d'exécutantes et d'exécutants, qui ont une faible autonomie au travail, des salaires modestes, et qui ont moins été délimités, reconnus ou objets de luttes sociales. La «disparition de la classe ouvrière», thème cher à la bourgeoisie de droite (sous l'angle du progrès, de la prospérité) et à la bourgeoisie «de gauche» (sous l'angle de la déploration mélancolique d'un passé à jamais révolu) n'est bien qu'un mythe.

En éradiquant le terme de classe ouvrière, la bourgeoisie entend tirer un trait définitif sur une bannière, un mot d'ordre qui lui a causé bien des déconvenues par le passé et sur lequel pourrait s'appuyer tout un spectre de revendications contraires à ses intérêts.

Se désresponsabiliser de la situation des travailleurs dominés

Nier l'existence du quart des travailleuses et travailleurs qui sont ouvrières et ouvriers est le prix à payer pour favoriser le destin de l'expression «classes populaires». Pour les dominants, le jeu en vaut la chandelle puisque lorsqu'on entend «classes populaires», on pense à un style de vie, à des difficultés d'argent, à un type de logement... mais pas forcément à ce qui en est la cause et qui en est directement responsable. La bourgeoisie contemporaine, dont certains de ses sociologues et journalistes, est restée fidèle à une tradition qui remonte donc au moins au Moyen Âge : appeler les gens en fonction de ce qui leur manque. Ils n'ont ni argent, ni pouvoir, ni «bon goût».

Le message est clair : ce qui vous manque, c'est soit de votre faute, soit à cause des «inégalités sociales», et non à cause de la bourgeoisie et de son système capitaliste. Quand la condition ouvrière crée un lien direct entre travail aliéné et capitalisme bourgeois, l'appartenance aux «classes populaires» renvoie à d'autres éléments épars, variés et dépolitisants : les «accidents de la vie», comme disent les macronistes, la «misère», comme disent les bourgeois, ou encore «l'exclusion», comme disent les ONG. C'est de la faute à personne, c'est de la faute à tout le monde : la pensée humanitaire a remplacé, à la fin du xx^e siècle, la lutte des classes.

Diviser pour mieux régner

Des sociologues, journalistes et autres idéologues de la bourgeoisie sont donc parvenus, à la fin du xx^e siècle, à imposer,

consciemment ou non, une vision du groupe dominé particulièrement confortable pour le groupe dominant. «Les» classes populaires sont fragmentées – les sociologues aiment dire «hétérogènes» –, que ce soit au travail ou sur le territoire. Elles se divisent entre banlieue et pavillons, ouvriers syndiqués et employés précaires, CDI et intérim, «*insiders* et *outsiders*», disent Macron et ses sbires. Par conséquent, on peut jouer à les dresser les un-es contre les autres plus aisément et les empêcher de se penser comme un groupe uni.

Le «jeune de banlieue» et le «beau»

Au sein de ce qu'ils nomment désormais les «classes populaires», deux figures répulsives se sont constituées dans le discours médiatique :

La «banlieue» des grandes villes devient le lieu où vit une classe populaire «d'origine immigrée», systématiquement décrite sur le ton du reproche culturel (car ils ne veulent pas s'intégrer), ou de la compassion paternaliste (car on peut les aider à s'intégrer). Le «jeune de banlieue» devient la figure clivante du débat politique, entre une droite qui veut «passer au karcher» ses quartiers, comme Nicolas Sarkozy en 2005, alors ministre de l'Intérieur, et une gauche qui veut «promouvoir la banlieue et ses talents» et parfois, envoyer ses jeunes dans des camps de redressement militaire, comme proposait la candidate socialiste Ségolène Royal en 2007. Emmanuel Macron se pose en 2017 comme le candidat libéral qui sourit aux «jeunes de banlieue» : il propose à cette jeunesse indépendance grâce à l'emploi ubérisé et arrêt des violences policières. Elle aura droit finalement à la précarité par le faux auto-entreprenariat qui les exploite et à l'extension de la répression d'État, décuplée lors de



la période de confinement (multiplication des arrestations brutales de Noirs et d'Arabes, contrôles au faciès encore plus systématique, etc.).

La seconde figure est celle du «beauf», ce Français blanc qui vivrait dans une maison pavillonnaire, serait adepte du barbecue ou du tuning, mangerait trop gras et ne trierait pas ses déchets. Le «beauf» est devenu la figure répulsive de ces «classes populaires», qui ne seraient plus ouvrières ni syndiquées, qui n'auraient plus pour seul objectif que de consommer et de s'engueuler entre voisins. Pour la bourgeoisie

de gauche, «cultivée et ouverte d'esprit», le «beauf» est le symbole de cette France loin des centres-villes qui vote Rassemblement national. L'hebdomadaire branché *Télérama* consacra sa une à la «France moche», en février 2010, symbolisée par les zones commerciales et les banlieues pavillonnaires. Qu'importe que des millions de gens y vivent et y travaillent : ils ne sont pas le cœur de cible de ce magazine. Pour la bourgeoisie de droite et d'extrême droite, celle des Républicains et du Rassemblement national, l'ouvrier ou l'employée qui ne vit pas en banlieue, incarnée par la figure du Gilet jaune, est devenue une espèce à protéger, à chérir, sans pour autant la côtoyer, à des fins purement électoralistes.

Sous l'expression médiatique de «France périphérique», que l'on doit au géographe Christophe Guilluy, les idéologues et journalistes de droite ont pu opposer cette France-là, «qui se lève tôt», comme disait Nicolas Sarkozy, à la France des banlieues et des populations issues de l'immigration qui ne serait pas vraiment la France – même si, en réalité, elle se lève particulièrement tôt.

« Classe laborieuse », l'expression qui réaffirme la réalité du conflit de classes

C'est pour toutes ces raisons que nous préférons quant à nous parler de la classe laborieuse, au singulier : il s'agit du groupe de toutes celles et ceux qui sont contraints de travailler pour les bourgeois ou cherchent à travailler pour eux, que cela soit sous le statut de salarié, de fonctionnaire ou d'indépendant soumis à des donneurs d'ordre.

Mais il n'est pas « qu'en manque de », ce « vil peuple » que la bourgeoisie exploite. Ce sont elles et eux qui font tourner le pays et l'économie mondiale. Ce sont elles et eux qui fabriquent, accueillent, nourrissent, éduquent. Le travail ce n'est pas rien, on le voit particulièrement en période d'épidémie de coronavirus quand la satisfaction des besoins essentiels devient vitale. Parler de classe laborieuse, c'est



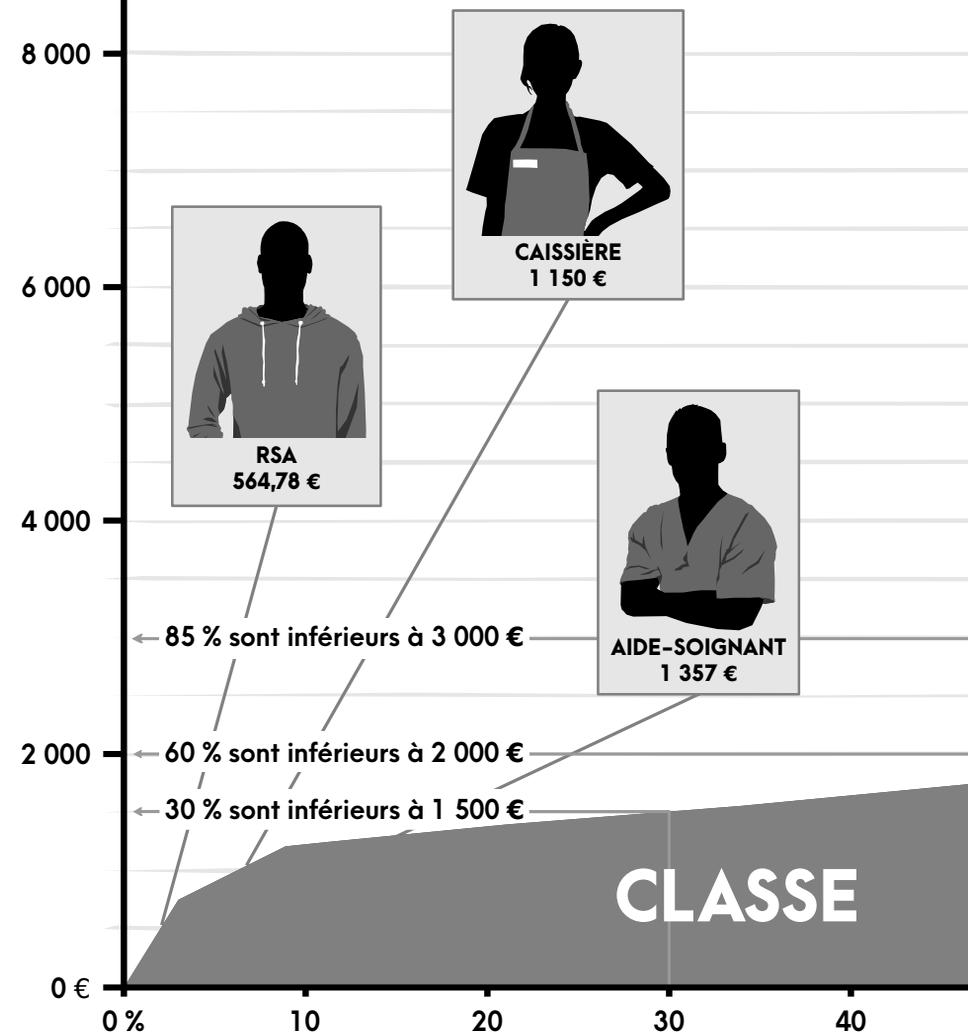
reconnaître cela et rappeler que c'est une condition où l'on n'est pas maître de son travail, car il se fait de façon subordonnée et sous la pression de la bourgeoisie. Que nous habitons en banlieue ou dans la « France périphérique », qu'on soit là depuis dix générations ou pas, qu'on soit en CDI ou en CDD, un énorme point commun nous réunit, avec toutefois un réel cumul des désavantages pour les personnes issues de l'immigration postcoloniale, les sans-papiers, les femmes voilées, les hommes et femmes qui vivent marginalisées dans les « banlieues », qui subissent discrimination à l'embauche et violence administrative et policière.

Le terme classe laborieuse inclut également les sans-papiers, les sans-domicile-fixe, les chômeurs à Pôle emploi ou au RSA car celles et ceux qui subissent le chômage sont celles et ceux à qui l'État met la pression pour reprendre n'importe quel travail, dans n'importe quelle condition, sous peine de stigmatisation.

Parler de la classe laborieuse, c'est donc rappeler que malgré la pluralité de nos expériences, on partage une condition commune qui est plus forte que nos différences de mode de vie. Si l'on ne s'identifie pas forcément comme « ouvrières et ouvriers », on subit l'exploitation au travail et la galère qui y est associée. « Classe laborieuse » permet ainsi d'établir un véritable rapport de force contre une bourgeoisie qui oppresse et révèle ainsi l'existence d'un violent conflit de classes.

RÉPARTITION DES SALAIRES

Sources : Observatoire des inégalités



RÉPARTITION DES RICHESSES

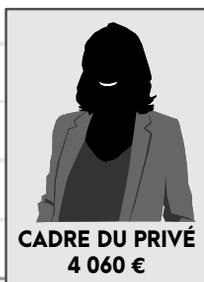
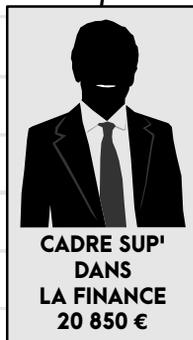


Les 70 % les plus
pauvres possèdent
24 % des richesses

70 % - 80 % :
12 % des richesses

Les 10 % les plus
riches possèdent
46 % des richesses

80 % - 90% :
17 % des richesses



LABORIEUSE

SOUS-BOURGEOISIE

GRANDE BOURGEOISIE

50

60

70

80

90

100



LÉGITIMER SON POUVOIR

*Tout le monde n'est pas fait pour l'école! Il y a de jeunes gens brillants qui sont talentueux dès la maternelle et qui sont destinés à de longues études. Et grâce à **l'égalité des chances**, il est possible de s'extraire de son milieu social d'origine : même Sciences Po ou Polytechnique comptent des diplômés issus de banlieue, c'est dire si cela peut fonctionner, et contribuer à la **diversité** dans les entreprises.*

*Qui dit grandes connaissances dit grandes responsabilités. La France est un pays de diplômés, de têtes bien faites et bien pleines, qui grossissent les rangs des hauts cadres de notre nation. Ces **CSP+** sont une ressource essentielle aux pays développés et doivent être choyées : elles font tourner notre économie, la dynamisent grâce à leur inventivité et à leur capacité à mettre en œuvre des **projets**, et saisissent la complexité de notre monde. Il est important de respecter aussi les métiers « invisibles », particulièrement en première ligne au moment de l'épidémie de coronavirus. Merci à elles et eux... mais, s'ils touchent de petits salaires, ils n'ont pas à venir se plaindre : ils n'avaient qu'à faire de longues études pour le mériter.*

Il est cependant clair que notre pays n'est pas aidé par un salariat très plan-plan, pour ne pas dire tire-au-flanc – sans parler de

*la fonction publique. Il y a des gens à qui ça ne pose pas de problème de partir du boulot à 17 heures, et puis il y a celles et ceux qui ne comptent pas leurs heures et aiment **prendre des risques** pour innover, savent **mobiliser leur réseau** pour monter des entreprises et créer de l'emploi. Ce sont des profils à valoriser!*

L'« égalité des chances » : légitimer les inégalités

ÉGALITÉ DES CHANCES : Concept politico-médiatique qui permet de justifier les inégalités sociales, car à partir du moment où une « égalité des chances » en amont permet d'affirmer que tout le monde a eu les mêmes chances, alors les dominants dominent seulement parce qu'ils ont été plus talentueux ou plus volontaires.

C'est un incontournable du discours politique actuel : « Il n'y a pas d'avenir possible pour la société si on accepte cette fracture, si on ne prend pas en compte le besoin profond d'égalité des chances et des droits » (François Bayrou, mai 2018), « Nous voulons l'égalité des chances face au chômage » (Emmanuel Macron, mai 2017), « Le président François Hollande a plaidé mardi pour l'égalité des chances et la création d'entreprises dans les quartiers "fragiles" » (AFP, octobre 2015), « J'ai souhaité rétablir une véritable égalité des chances éducatives pour les enfants de Grigny » (Najat Vallaud-Belkacem, mars 2017).

À gauche comme à droite, le concept d'«égalité des chances» vole au secours d'un mythe méritocratique français de plus en plus contesté, et très clairement illusoire, d'une réussite scolaire individuelle débarrassée de tout antécédent familial et social. L'égalité des chances est également très utile pour la bourgeoisie, dans la mesure où elle lui permet de garantir la pérennité de ses institutions, notamment les grandes écoles qui forment les élites du pays, et de se donner une bonne conscience morale dépolitisée à peu de frais.

De la «méritocratie» à «l'égalité des chances»

Sous couvert de former une «élite» compétente et juste, capable d'assurer la direction économique et politique du pays, les grandes écoles ont été pensées, dès leur origine, comme un canal de domination sociale. Fondateur de l'École libre des sciences politiques, devenue depuis Sciences Po, Émile Boutmy, un an après la Commune de Paris, donna une justification fort éclairante sur l'existence de grandes écoles : «Contraintes de subir le droit du plus nombreux, les classes qui se nomment elles-mêmes les classes élevées ne peuvent conserver leur hégémonie politique qu'en invoquant le droit du plus capable. Il faut que, derrière l'enceinte croulante de leurs prérogatives et de la tradition, le flot de la démocratie se heurte à un second rempart fait

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Liberté • Égalité • Fraternité
des chances

de mérites éclatants et utiles, de supériorités dont le prestige s'impose, de capacités dont on ne puisse pas se priver sans folie¹.»

C'était justement pour dénoncer ce «droit du plus capable» afin de conserver l'hégémonie politique que le sociologue britannique proche du Parti travailliste Michael Young a inventé le terme de «méritocratie» dans son roman *L'ascension de la méritocratie*, publié en 1958. Dans ce livre dystopique, le sociologue décortique la façon dont les élites cherchent à maintenir leur domination et leur légitimité à travers leur intelligence et leurs compétences. Elles deviennent ainsi arrogantes, dominatrices, et les masses, exaspérées par leur mépris et l'autoritarisme de la Méritocratie, se révoltent en 2033.

Ironie de l'histoire, le terme a fini par être utilisé et instrumentalisé année après année par cette même élite bourgeoise, précisément pour légitimer ses positions dominantes dans notre société. La méritocratie est devenue, à droite comme chez une partie de la gauche de gouvernement, le modèle de référence de la plupart des pays capitalistes. Elle se caractérise par le succès de l'expression «quand on veut, on peut», serinée aux individus dès le début de leur parcours scolaire.

Ceux qui veulent et réussissent sont-ils alors, par le plus grand des hasards, toutes et tous issus du même milieu social ? Il faut croire que oui : selon l'OCDE, «les adultes dont

1 Émile Boutmy et Ernest Vinet, *Quelques idées sur la création d'une faculté libre d'enseignement supérieur*, 1872, p.15

les parents sont diplômés de l'enseignement supérieur ont quatorze fois plus de chances d'être également diplômés de l'enseignement supérieur que ceux dont les parents ont un niveau d'éducation moins élevé».

Dès les classes préparatoires aux grandes écoles, ce passage obligé de conditionnement aux études prestigieuses, les catégories les moins favorisées sont quasiment absentes : on y compte 6,4 % d'enfants d'ouvriers, 10,1 % d'employés, contre près de 50 % d'enfants de cadres, affirme l'Observatoire des inégalités.

Le système scolaire français est élaboré et pensé depuis ses origines de telle sorte que la bourgeoisie s'en trouve largement avantagée : séjours linguistiques et langues étrangères valorisées, nécessité d'un cadre de travail chez soi dépourvu des difficultés familiales financières, honneur au réseau de stages (dès le fameux stage de troisième, les possibilités sont directement corrélées au milieu des parents), culture générale valorisée, enseignement relativement formaté, très scolaire et culturellement avantageux pour la bourgeoisie, au détriment de l'imagination, de l'esprit critique, de la logique ou du savoir-faire, en particulier manuel. Très vite, au cours de la scolarité française, la division entre travail dit manuel (comme s'il excluait toute capacité de réflexion) et travail intellectuel se fait sentir, et de façon violente : l'enseignement « général » (sous-entendu « normal ») est réservé aux moyens et bons élèves, tandis que l'enseignement « professionnel » (comme si le

reste ne l'était pas) est la voie proposée aux « cancre », souvent indépendamment de leur volonté réelle.

L'ensemble de ces inégalités favorise presque mécaniquement les enfants de milieux privilégiés et désavantage les autres. La « réussite » ou « l'échec » qui résultent de ce jeu de dés pipés sont expliqués a posteriori par le « mérite » qu'auraient les uns – toujours les mêmes – et pas les autres – toujours les mêmes. C'est ainsi que le mot « mérite », pendant plusieurs années, a pu peu à peu justifier le pouvoir de cette bourgeoisie dès notre arrivée en petite section de maternelle.

Depuis dix ans, l'OCDE, dans son classement issu des données Pisa, rapporte une aggravation des inégalités à l'école en France. Notre pays détient également le record, en 2015, de celui où l'origine sociale des enfants est la plus déterminante dans les résultats scolaires. Face à la multiplication de tels constats ces vingt dernières années, la bourgeoisie française a trouvé un astucieux moyen de remédier à ces remises en question et qui a pu trouver un certain écho dans différents courants, même au sein de la gauche, que l'on appelle « l'égalité des chances ».

Dans son « Message au Peuple français » du 11 octobre 1940, le « chef de l'État français » Philippe Pétain prévoit que « le régime nouveau sera une hiérarchie sociale. Il ne reposera plus sur l'idée fautive de l'égalité naturelle des hommes, mais sur l'idée nécessaire de l'égalité des chances données à tous les Français de prouver leur aptitude à servir. Seuls le travail et le talent deviendront le fondement de la hiérarchie



QUAND ON VEUT ON PEUT

française. Aucun préjugé défavorable n'atteindra un Français du fait de ses origines sociales à la seule condition qu'il s'intègre dans la France nouvelle et qu'il lui apporte un concours sans réserve. On ne peut faire disparaître la lutte des classes, fatale à la Nation, qu'en faisant disparaître les causes qui ont formé ces classes, qui les ont dressées les unes contre les autres. Ainsi renaîtront les élites véritables que le régime passé a mis des

années à détruire et qui constitueront les cadres nécessaires au développement du bien-être et de la dignité de tous». Il s'agissait, pour Pétain, de renouveler les élites d'une France nouvellement occupée à l'issue de la défaite française face à l'Allemagne nazie et de combattre le discours de lutte des classes. Les bourgeois qui utilisent ce concept ignorent bien souvent cette origine peu flatteuse.

En 2006, le concept réapparaît au sommet de l'État. Au sortir des révoltes de 2005 dans les banlieues françaises, le gouvernement de Villepin déclare l'égalité des chances «grande cause nationale». Mais depuis le début des années 2000, plusieurs grandes écoles de la reproduction sociale avaient déjà commencé à mettre concrètement en place ce genre de dispositifs «égalité des chances», inspirés

par l'*affirmative action* étatsunienne. C'est sans doute ce qui a traversé l'esprit de l'ancien directeur de Sciences Po Paris, Richard Descoings, lorsqu'il a créé les conventions d'éducation prioritaire (CEP) en 2001 afin de diversifier les profils sociologiques de ses étudiants un peu trop uniformes, c'est-à-dire un peu trop bourgeois. Désormais, ce dispositif est très courant dans la plupart des grandes écoles, comme Polytechnique et HEC, qui forment des managers, grands patrons du privé ou dirigeants d'entreprises publiques, ou l'École nationale de la magistrature, qui forme les juges et magistrats du pays.

Ces dispositifs, qui trahissent un début de prise de conscience de l'existence d'une inégalité subie par les non-bourgeois, sont souvent eux-mêmes sélectifs et permettent à une minorité de boursiers issus des classes laborieuses, dont le montant de la bourse est calculé en fonction du revenu des ou d'un parent, d'en bénéficier. C'est le cas, par exemple, de la Prépa égalité des chances de l'ESJ Lille : quatre cents dossiers, pour seulement vingt places. Les étudiants « chanceux » suivent une prépa intensive, plus ou moins à distance, et leurs frais de concours, qui peuvent atteindre plusieurs milliers d'euros (entre quatre et sept écoles à passer dans toute la France pour maximiser ses chances de réussite), sont entièrement payés. On se sent redevable de cette expérience. Toute critique serait malvenue : on « cracherait dans la soupe », alors qu'on nous tend la main pour nous aider, nous, les « prolos »... Et, de fait, l'autocensure est

la règle, pendant la classe préparatoire puis en tant que journaliste, pour ces enfants de la classe laborieuse.

Ce que le concept d'« égalité des chances » permet à la bourgeoisie

Blanchir son élitisme par une pseudo-ouverture aux pauvres

Finalement, grâce à ces dispositifs « égalité des chances », ça peut marcher... Des enfants des classes laborieuses peuvent atteindre le graal, l'ascenseur social n'est pas bloqué, champagne ! La bourgeoisie est heureuse, car la méritocratie française fonctionne en apparence et lui permet de préserver l'ensemble de ses privilèges économiques, politiques et symboliques. C'est la réussite du « transclasse », celle ou celui qui bascule d'une classe sociale à une autre au cours de sa vie, du lycée de ZEP à Sciences Po, que mettent en scène certains films comme *Le brio*. Réalisé par Yvan Attal, il raconte l'histoire de Neïla Salah (Camélia Jordana) originaire de Créteil et rêvant de devenir avocate. Inscrite à la prestigieuse université d'Assas, elle se confronte dès le premier jour à Pierre Mazard (Daniel Auteuil), professeur un peu facho qui, pour se racheter une conduite, accepte de préparer Neïla au concours d'éloquence et deviendra même son mentor.

Chaque rentrée universitaire s'accompagne de reportages pleins de bons sentiments, à la limite du paternalisme, sur telle lycéenne « de banlieue » qui entre à Sciences Po grâce à sa convention d'éducation prioritaire. Une façon de redorer chaque année le blason d'une école qui est associée – à juste



titre – à la reproduction sociale et à la revendication par les élites de leur supériorité morale – leur « mérite » – et intellectuelle. Les médias n'ont pas toujours besoin de faire ces efforts de mise en scène : les enfants de prolos le font parfois d'eux-mêmes et racontent avec fierté qu'ils ont rejoint l'élite, sans la remettre profondément en question dans ces fondements mêmes, allant jusqu'à se demander comment ouvrir davantage ces écoles à d'autres enfants de milieux défavorisés. « Ce n'est pas parce que vous avez grandi dans un quartier populaire que vous

êtes destiné à rester dans un quartier populaire », conclut la journaliste Nesrine Slaoui dans une vidéo du média *Brut*.

Ces reportages ne disent d'ailleurs pas grand-chose de la réalité : la convention n'est souvent qu'une nouvelle façon pour les enfants de bourgeois d'entrer à Sciences Po, en usant de stratégies familiales pour placer leurs enfants dans des lycées classés ZEP (environ 40 % sur l'ensemble des enfants issus de ce dispositif¹) et éviter l'écrit du concours, réputé pour être particulièrement sélectif.

1 « Sciences Po : une diversité trop homogène », *Libération*, 23 janvier 2017.

Imposer aux autres le devoir de se conformer à ses codes

Ces dispositifs sont les idiots utiles de la méritocratie. Ils nous font croire que c'est possible si tu le veux vraiment et que c'est à toi de t'adapter, grâce à un bien trop aimable petit « coup de pouce » venu d'en haut, qui est d'ailleurs le nom d'un dispositif du Centre de formation des journalistes (CFJ).

Moins basés sur « l'intelligence » et la curiosité que sur une sélection finalement très scolaire et formatée, ils récompensent souvent les plus médiocres à des fins de reproduire des schémas sociaux et valoriser leur notion de « mérite », leurs codes et leurs goûts culturels, d'une violence symbolique cruelle pour ceux qui n'en font pas partie. Par exemple : le port du costume ou un style vestimentaire sophistiqué, des qualités oratoires que l'on retrouve dans certains concours d'entrée, l'art de la conversation mondaine afin de développer un « réseau » (et multiplier des références, ou l'art du name-dropping), sortir voir le week-end des expositions, pour lesquelles il est plus important de signifier qu'on y est allé que de parler de leur contenu, rester politiquement peu revendicatif et plutôt consensuel, et, par-dessous tout, se garder d'accuser les institutions « républicaines » d'être discriminatoires (ou, encore pire, racistes...). Un sacrilège qu'a pourtant commis Camélia Jordana en déclarant le 23 mai 2020 sur le plateau d'« On n'est pas couché » que l'on pouvait avoir peur de la police, notamment lorsqu'on est d'origine maghrébine. Des propos qui suscitèrent un déferlement de rage de la part d'une grande partie de nos élites françaises, dont le ministre de l'Intérieur Christophe

LA MÉRITOCRATIE



Formations paramédicales et sociales

42 % d'enfants d'ouvriers ou d'employés.

Ensemble des établissements qui forment à une grande diversité de métiers, ayant pour point commun le fait de prendre soin des autres (éducatrice spécialisée, infirmier, auxiliaire de vie sociale...).

Étudiants célèbres : Assa Traoré, Pascal Soetens (« Pascal le grand frère ») ...



Université publique

41 % d'enfants d'ouvriers ou d'employés,

34 % d'enfants de CSP+.

Délivre les mêmes diplômes que les grandes écoles, mais subit le mépris de toute la bourgeoisie. Et pour cause : plutôt que d'y faire des soirées arrosées, de multiplier les adhésions dans des clubs sélects et d'y écouter des conférences d'anciens ministres ou PDG, on y assiste à... des cours.

Démocratisées depuis les années 1970, les universités ont attiré les enfants de la classe laborieuse et fait fuir les enfants de bourgeois.

Étudiants célèbres : Olivier Besancenot, Manuel Valls...



Écoles de journalisme (ESJ Lille, CFJ, CELSA...)

53 % d'enfants de CSP+,
15 % d'enfants d'ouvriers ou d'employés.

Forment des journalistes interchangeable adaptés au marché concurrentiel des entreprises de presse (Le Parisien, France Info, BFM...) et à des postes parfois précaires mais qui leur procurent, pour compenser, une certaine estime de soi narcissique. Une partie des étudiants se retrouvent formatés de bon cœur tandis que les autres, résignés, désirent un jour pouvoir réaliser des longs formats sur la cause migratoire ou regrettent de ne pas avoir fait un podcast de 30 min : « Vivre en troupe pendant le confinement ».

Étudiants célèbres : David Pujadas, Patrick Cohen, Aymeric Caron...



École nationale d'administration (ENA)

Une écrasante majorité d'enfants de CSP+,
6 % d'enfants d'ouvriers ou d'employés.

Forme les hauts fonctionnaires, les grands patrons du privé, les hommes politiques, les banquiers. Leur donne un

titre qui claque en soirée, énarque, et un réseau qui permet de passer du public au privé et de voguer d'indemnités de ministre en parachutes dorés...

Bonus : les étudiants de l'ENA sont payés 1 672 euros brut par mois.

Étudiants célèbres : Emmanuel Macron, Michel Pébereau (BNP), Alain Juppé, Lionel Jospin, Jacques Attali...



Écoles de commerce ou d'ingénieurs

62 % d'enfants de CSP+,
10 % d'enfants d'ouvriers ou d'employés.

HEC, Essec, Audencia, etc. ou Centrale, les Mines, les Ponts et Chaussées, etc. Privées ou publiques, on y accède soit après le bac soit en passant par une classe prépa où l'on apprend pendant 2

2 ou 3 ans que la compétition c'est la vie et que « quand on veut on peut ».

Elles forment les cadres moyens et hauts de l'économie capitaliste. On y apprend le sexisme, le mépris de classe et la haine du syndicalisme. Et un peu d'économie ou d'informatique.

Étudiants célèbres : Christophe Barbier, Rachida Dati, Jean-Jacques Goldman...

Sources : Insee, Observatoire des inégalités, ministère de l'Enseignement supérieur

À LA FRANÇAISE



Apprentissage

Une majorité d'enfants d'ouvriers ou d'employés.

Formation en alternance entre une entreprise et un centre de formation. Initialement originaires du monde de l'artisanat, les apprentis sont aujourd'hui présents dans de nombreuses filières, dans le domaine des services, de l'industrie, du commerce, dans l'artisanat et dans l'agriculture.

Étudiants célèbres : Ambroise Croizat (créateur de la Sécurité sociale)...



Brevet de technicien du supérieur (BTS)

43 % d'enfants d'ouvriers ou d'employés.

Formation en deux ans qui se déroule dans un lycée public ou privé, généralement en alternance, vers un métier ou une filière particulière. Donne des compétences techniques et théoriques pour son futur emploi. Ni soirée ni remise de diplôme pompeuse ne sont organisées par les établissements.

Étudiants célèbres : Stéphanie Le Quellec (gagnante de la saison 2 de « Top Chef »)...



Sciences Po Paris

Une majorité d'enfants de CSP+,
12 % d'enfants d'ouvriers ou d'employés.

Forme des cadres dans l'administration, des politiques, des journalistes, des cadres d'entreprises...

Signes distinctifs : balancer des noms de gens importants ou inconnus en soirée et haïr toute personne qui osera les comparer aux Instituts d'études politiques de province (composés d'étudiants un tout petit peu moins bourgeois qu'eux).

Étudiants célèbres : François Hollande, Guillaume Pepy (PDG de la SNCF), Léa Salamé...



Polytechnique

75 % d'enfants de CSP+.

Également appelée l'X, forme des ingénieurs destinés à diriger les grandes entreprises. Leur donne une confiance inébranlable dans leur supériorité et le droit de défiler sur les Champs-Élysées le 14 juillet vêtus d'un uniforme ridicule.

Bonus : les étudiants touchent un revenu mensuel de presque 900 euros.

Étudiants célèbres : Valéry Giscard d'Estaing, Bernard Arnault, Carlos Ghosn...



**DÉPENSE PUBLIQUE
ANNUELLE PAR ÉTUDIANT**

Castaner en personne, évoquant un propos « faux et injuste ». Une manière pour elle de sortir du rôle que la bourgeoisie lui avait attribué dans le film *Le brio*.

Autre exemple dans *Libération* qui fait le portrait d'un jeune auteur issu d'un milieu modeste en banlieue et qui publie son autobiographie, *Les baskets et le costume* : « Abdelilah Laloui fonde l'association "Tous curieux" qui promeut la culture pour tout un chacun, soutenue par le metteur en scène Olivier Py et Christophe Bouillon, député PS de Seine-Maritime. Après avoir un temps arpenté pour ce dernier les couloirs de l'Assemblée nationale en tant qu'assistant parlementaire, l'étudiant à Sciences Po continue de faire rayonner l'amour de la culture dans les quartiers ». « De Bach à Cheb Khaled, de Rilke à Kery James », raconte-t-il dans son livre. Comme s'il s'agissait de prouver quelque chose, inconsciemment souvent, à sa nouvelle classe sociale et sociabilité parisienne, une forme de validation culturelle par la musique classique, summum du « bon goût ». Pour autant, il ne s'agit pas de se renier totalement, et conforter le bourgeois dans la vision qu'il se fait de l'Arabe qui écoute du rap dans sa cité.

Éviter de remettre en question l'existence même des institutions de la reproduction sociale

Curieux paradoxe que celui-ci : alors que l'égalité des chances permet à une toute petite poignée de prolos de rejoindre l'élite, l'illusion de ses réels bienfaits permet

également à la reproduction sociale bourgeoise de perdurer dans le temps sans qu'elle ne soit jamais structurellement remise en question, ni ses écoles contestées pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des outils pour justifier la domination pleine et entière sur les classes laborieuses. Le débat, biaisé, continuera essentiellement de porter sur l'ouverture de ces écoles, au détriment de leur légitimité en tant que telle, permise également par une idéologie du concours bêtifiante et du classement permanent jusqu'à l'absurde, creusant les inégalités sociales et favorisant l'individualisme¹.

Le sujet connaît tout de même une certaine actualité depuis l'évocation, en avril 2019, de la suppression de l'ENA et du « système des grands corps » par Emmanuel Macron afin de calmer la braise Gilets jaunes, mouvement social symptomatique du clivage entre les classes laborieuses et une élite bourgeoise, souvent issue de ces établissements élitistes. Macron réaffirme, « en même temps », son attachement à un certain « élitisme républicain ». Un coup de com' démagogique dont personne n'est dupe : les bourgeois continueront de se reproduire, dans d'autres grandes écoles ou par d'autres moyens – financiers, réseau familial ou amical – que le sociologue Pierre Bourdieu appelle le « capital social ».

¹ Annabelle Allouch, *La société du concours. L'empire des classements scolaires*, Seuil/La République des idées, 2017.

La « diversité », l'écran de fumée

Diversité : Ensemble des personnes qui diffèrent les uns des autres par leur origine géographique, socioculturelle ou religieuse, leur âge, leur sexe ou leur orientation sexuelle. Mais, surtout, terme écran de fumée qui permet à la bourgeoisie de cacher la question sociale sous le masque de nos différences, et le désir d'égalité sous une cosmétique « promotion de la diversité ». Et ce, du Medef à la « gauche » hamoniste en passant par certaines de nos rédactions parisiennes, de manière souvent docile et consensuelle. « La semaine de la diversité sensibilise les collaborateurs de BNP Paribas aux enjeux de promotion et de respect de la diversité en entreprise, levier reconnu de performance et de croissance » ; « Avec Charles, on s'installe dans un écoquartier super, avec une grande diversité ethnique : j'a-dore. »

Ce mot est utilisé par la bourgeoisie pour justifier sa monopolisation systémique de ses différents quartiers parisiens afin d'évacuer, à jamais, des désirs refoulés d'égalité et de justice sociale et fiscale en France. Ainsi, la bourgeoisie, armée d'une baguette magique, placera plus de femmes, d'Arabes et de Noirs, dans des postes clefs de grosses boîtes (pas trop quand même, hein).

Cela permet, de fait, plusieurs choses gratifiantes pour elle :

1. Garantir son hégémonie, non sans certains penchants paternalistes, orientalistes ou néocoloniaux : en « donnant sa chance » à cette personne, le bourgeois se flattera de ne pas faire partie de cette vile catégorie que sont les « gens racistes », tout en attendant de sa part une reconnaissance et un investissement professionnel dont il ne tolérera pas la moindre faille. Sur le plan structurel, la promotion de la « diversité » est une politique totalement hypocrite puisque les réformes néolibérales qu'elle accompagne fragilisent encore plus ces catégories de populations déjà en difficulté.



2. Légitimer ces entreprises sans les remettre en question dans leurs fondements mêmes, de manière analogue à ce qui se passe avec les dispositifs d'égalité des chances dans les grandes écoles.
3. Ne pas avoir à se préoccuper des questions relatives à la diversité sociale.
4. Instrumentaliser les minorités en donnant l'apparence de combattre les discriminations sans chercher à s'attaquer aux causes systémiques des inégalités, telles que la discrimination à l'embauche pour les personnes racisées et les femmes voilées, les contrôles au faciès pour les jeunes Arabes et Noirs, ou les inégalités salariales entre les hommes et les femmes.

«CSP+» : la «compétence» et la «responsabilité» comme justifications du pouvoir

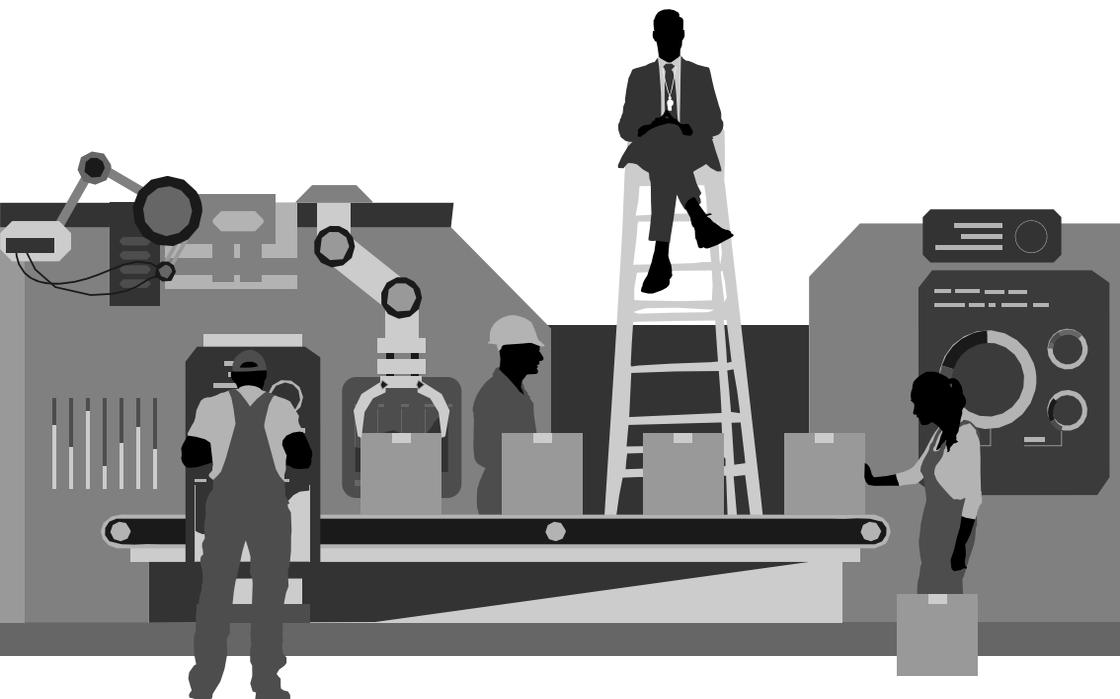
CSP+ : Terme médiatique qui trouve son origine dans une définition statistique. «Cadres et professions intellectuelles supérieures» est la catégorie créée par l'Insee pour désigner, en France, les personnes qui occupent un métier non manuel qui nécessite un niveau d'études et de responsabilité élevé et qui confère une rétribution importante ; par exemple, un cadre du privé gagne en moyenne 4 000 euros nets par mois contre moins de 1 600 euros en moyenne pour un employé. Le terme a été médiatisé par les experts du marketing et de la communication pour désigner principalement le groupe des cadres du public et du privé.

Les «CSP+» sont donc des gens qui occupent des postes situés en amont ou en surplomb de la chaîne de production capitaliste. Ils conçoivent, ils encadrent et ils dirigent les autres pour le compte de la grande bourgeoisie ou de l'État. Ils prennent des décisions (ou vérifient, valident, contrôlent, surveillent des mises en œuvre), et les autres exécutent. Ils ne produisent rien eux-mêmes, mais le font faire aux autres en leur indiquant quelle procédure suivre.

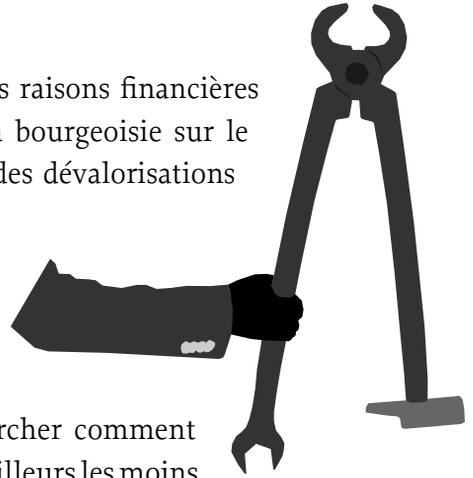
Leur prestige constitue une justification forte des différences de classes en France. Il y a ainsi des gens dont on ne peut pas se passer parce qu'ils sont compétents, cultivés, souples et ouverts sur l'avenir, nécessaires afin d'administrer le travail des autres. Ces autres, ce sont les ouvriers, les employés, les petits fonctionnaires, qui sont considérés comme bornés, routiniers et potentiellement tire-au-flanc.

Dévaloriser le « travail manuel »

L'existence même des qualités associées aux « CSP+ » repose sur l'idée que les membres de la classe laborieuse ne sont pas capables de se responsabiliser, penser, réfléchir et s'organiser par eux-mêmes. Elle serait due à l'opposition forte entre métiers manuels – exécutants – et métiers intellectuels – sachants. C'est une opposition qui n'a rien de naturel : elle a été imposée au début du capitalisme puis intensifiée dans ses périodes récentes.

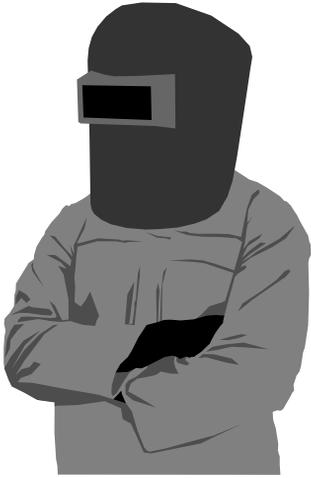


Elle l'a d'abord été pour des raisons financières et répressives. L'emprise de la bourgeoisie sur le monde ouvrier s'est faite par des dévalorisations et des déqualifications successives, à l'intérieur d'un pays puis au niveau mondial. En effet, des dizaines de milliers de consultants passent une bonne partie du temps à chercher comment faire faire telle tâche à des travailleurs les moins qualifiés et donc les moins bien payés, plutôt qu'à des salariés qui revendiquent au nom de leur savoir-faire le droit d'avoir leur mot à dire et de bien gagner leur vie.



C'est ainsi que des usines ferment en France, laissant sur le carreau des ouvrières et ouvriers expérimentés qui contestent ces décisions en mettant en avant leur art si abouti, alors que c'est précisément à cause de cela que leur maison mère souhaite se passer de leurs services. En théorie managériale, on appelle ça la «surqualité» : quand des salariés font trop bien les choses et qu'ils risquent de trop s'en prévaloir. Alors, la sous-traitance ou la délocalisation s'imposent.

À cause de cette division arbitraire entre manuel et intellectuel, exécutants et décideurs, le capitalisme et ses partisans nient au quotidien ce qu'est le travail. Car, dans les faits, personne n'est purement exécutant ni purement manuel, toute tâche nécessite une réflexion et un libre arbitre, ce qui pose de gros soucis aux «visionnaires» qui



pensent le travail robotisé comme seul horizon social. Le plus souvent, l'encadrement du travail dans les grands groupes ou les PME commet des erreurs grossières parce qu'il oublie que tout travailleur fait les choses à sa manière, et tente de résoudre par lui-même ou avec ses collègues les problèmes qu'il rencontre.

Les armées de consultants qui tentent de rendre plus «rationnelle» une organisation du travail dans une entreprise donnée ont pour politique de ne pas demander leur avis à celles et ceux qui travaillent. Cela produit une déconnexion que tout le monde a un jour ou l'autre expérimentée. Il serait bien plus «rationnel» de laisser à chacun, y compris au salarié le plus «manuel», la capacité de délibérer sur ce qu'il convient de faire et comment le faire, mais ce serait rompre avec une fiction importante du capitalisme : chacun est à sa place pour un but précis. Et c'est cette fiction qu'on demande aux CSP+ de symboliser et à laquelle ils doivent adhérer. Cette fiction a une histoire, pas si ancienne que ça...

Petite histoire des cadres

Les révolutions industrielles successives sont souvent présentées comme le résultat de découvertes technologiques comme la vapeur, la travail à la chaîne, l'automobile

ou encore internet. Mais elles sont avant tout des moments où des choix d'organisations ont été pris, dans les pays capitalistes, pour mener à bien le travail. Le XIX^e siècle a été une étape importante : d'un système féodal, majoritairement basé sur l'exploitation de la paysannerie, on est passé à un système capitaliste industriel basé sur l'exploitation du monde ouvrier. Paysans et artisans ont été mis au travail dans des lieux de production de plus en plus grands et de plus en plus profitables, avec comme rôle l'exécution de tâches les plus parcellisées possible pour réduire les coûts de la production et augmenter sa vitesse. Il s'agit d'un tableau que tout le monde visualise assez bien, immortalisé par Charlie Chaplin qui effectue le même geste toute la journée dans *Les temps modernes*. Cette évolution a mené à une division de plus en plus forte entre les « cols bleus », qui exécutent des tâches, et les « cols blancs », qui conçoivent et organisent ces tâches. Une petite hiérarchie de contremaîtres, de chefs d'ateliers et d'ingénieurs s'est alors constituée.

Ce que l'on ne nous raconte pas toujours, c'est que cette évolution du travail et cette division entre ceux qui font et ceux qui pensent sont le fruit d'un processus violent pour toutes celles et ceux qui n'avaient jamais vécu le travail d'une telle façon. Lorsque le célèbre industriel Henry Ford lança les premières usines comportant du travail à la chaîne, très peu d'ouvriers le supportèrent : le turn-over fut tellement élevé que sa méthode miracle serait tombée à l'eau s'il n'avait pas compensé l'abrutissement intellectuel qu'elle générerait par des

salaires plus importants. La hiérarchie nouvellement imposée aux « exécutants » par les directions d'usine était également l'objet de conflits sociaux. Les contremaîtres sont d'abord considérés comme les agents superviseurs du maître, à devoir gérer les conflits sociaux parfois à la place du patron ou en étroite collaboration avec celui-ci. Leur statut constitue l'objet de mécontentements ouvriers, comme lors d'une grève en novembre 1853, à la filature de lin du sieur Taylor de Wazemmes, durant laquelle ils cessent le travail pour obtenir le renvoi de leur contremaître¹. Il s'agissait d'une sévère attaque contre le système de division du travail que le patronat mettait en place. La grève fut naturellement réprimée sans qu'une telle revendication soit satisfaite. L'encadrement devait être aux ordres stricts des possédants et s'imposer aux travailleurs.

C'est à la fin du xx^e siècle que ce groupe intermédiaire des cadres s'accroît fortement. Les experts de l'époque s'empresent d'interpréter ce phénomène comme l'entrée dans une « société de la connaissance », qui donne une place de plus en plus accrue à une grande classe de cerveaux chargée de gérer la complexité de l'économie capitaliste. La véritable explication est un peu moins flatteuse : le développement des emplois d'encadrement dit « qualifiés » est principalement lié à la financiarisation de l'économie capitaliste, c'est-à-dire au processus par lequel l'ensemble de l'économie a été soumis, de

1 François Jarrige et Cécile Chalmin, « L'émergence du contremaître. L'ambivalence d'une autorité en construction dans l'industrie textile française (1800-1860) », *Le Mouvement social*, n° 224, 2008/3.

façon autoritaire, à des objectifs croissants, voire quasi inatteignables, de rentabilité pour les actionnaires. Cette évolution a touché les entreprises privées de plein fouet et a nécessité le renfort de spécialistes de la pensée gestionnaire, qui peut être résumée à une question simple : comment mettre en place le plus d'outils de suivi possible de façon à donner aux actionnaires la possibilité, même illusoire, de contrôler de manière la plus rationnelle et profitable possible la production ?

C'est ainsi que tout un secteur fait de consultants, d'auditeurs, d'évaluateurs, de contrôleurs, de responsables des ressources humaines a vu le jour à l'orée des années 1980 et s'est développé pour « faire remonter au top management » des données sur le fonctionnement de leur propre entreprise (qu'ils ne sont plus du tout en mesure d'appréhender), et « faire redescendre les décisions » au niveau des fonctions supports, puis des filiales, puis des usines, puis des sous-traitants des usines. L'objectif est bien de maximiser les profits issus du travail d'autrui : par leur réflexion financière, organisationnelle, procédurale, les cadres sont celles et ceux qui assurent aux actionnaires que tout est mis en œuvre pour leur rapporter le plus de dividendes possible. Ainsi va le quotidien des sièges de grandes entreprises en France, comme ailleurs dans le monde.

Concrètement, cela donne une sous-classe composée de cadres qui « ne comptent pas leurs heures », comme le dit la formule consacrée, qui vivent en accord avec les fuseaux horaires de tous les pays où leur multinationale (qui peut

être française) est implantée. Du coup, ils ne vivent pas vraiment mais compensent avec un nombre de congés payés supérieur à la moyenne¹ durant lesquels ils partent décompresser à l'autre bout du monde.

Une partie de ses membres aspirent à rejoindre la grande bourgeoisie au firmament, mais leur rôle est bien de faire tenir le système, de « faire monter » et, surtout, « faire redescendre ». Consolider les comptes d'un grand groupe mondial, être « *digital content manager* » (c'est-à-dire créer et animer des contenus sur internet, quelle qu'en soit l'utilité réelle), gérer la « com' interne » d'une grande entreprise en produisant des « *news* » internes que personne ne lira vraiment...

1 « Les cadres ne comptent pas leurs heures... mais comptent leurs jours », *La Tribune*, novembre 2008.



L'art de travailler en mode « projet »

Projet : Terme désignant un ensemble d'actions à venir volontairement floues et indéfinies, de ses prochaines vacances à un programme politique néolibéral qui ne dit pas son nom. « Parce que c'est notre projeeet ! » ; « Avec Charles, on a des tas de projets pour cet hiver. » ; « Désolé Martine, mais on ne peut pas te mettre dans la boucle du projet, il est un peu trop disruptant pour toi... »

Le terme de « projet » a accompagné le développement de la pensée managériale en entreprise et s'est diffusé à l'ensemble des autres aspects de la vie, personnelle comme politique.

Dans les entreprises, le terme de « projet » permet de mettre tout le temps les salariés dans une situation d'anticipation et d'amélioration continue. Plutôt que de définir le travail par son action quotidienne, on le définit par de potentielles actions futures. On ne fait plus son métier, on fait des projets.

Il y a une injonction au projet, qui s'est étendue au-delà du travail : les communautés de communes doivent faire des « projets de territoire », même quand elles ne se situent pas dans une région dynamique, les chercheurs doivent obtenir des financements « par projet », les travailleurs sociaux qui encadrent des mineurs ou des personnes en difficulté doivent leur faire adopter un « projet individualisé ». On doit faire des « projets de vacances » si l'on veut des vacances vraiment réussies. C'est important d'avoir un « projet de couple », nous dit *Psychologie magazine*, sinon on s'endort et se transforme en couette deux places. Un individu accompli est quelqu'un qui a « des tas de projets », pas quelqu'un qui fait simplement les choses bien (et qui commence par mettre à jour son « projet personnalisé d'accès à l'emploi » sur Pôle emploi, bien entendu).

Le développement de la pensée par projet a créé une grande quantité de nouveaux métiers dans le secteur tertiaire, « faire des projets » nécessitant toute une coordination et un encadrement

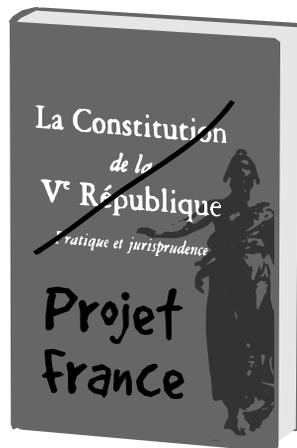
spécifique pour pousser les «divers acteurs concernés» à s'inscrire dans cette logique. Il s'agit de «coordonner», de faire des réunions avec des paperboards et du café, des rétroplannings et d'exécuter le «suivi du projet».

Pour les bourgeois, le terme de «projet» a plusieurs avantages :

Il permet de parler du futur sans exprimer le contenu de ce qui est visé. Un projet ne se dévoile réellement que quand il est concrétisé, comme le «projeet» du gentil Macron progressiste qui se concrétise en injustice fiscale, attaque de tous les secteurs et répression d'une violence inégalée depuis des décennies.

Il permet de mettre tout le monde dans une dynamique de changement perpétuel et de performance. On ne reste pas sur ses acquis, on évolue, on s'adapte, bref, on se laisse plus facilement exploiter. Même quand on est chômeur ou handicapé, on doit faire des projets pour démontrer qu'on ne se tournera pas les pouces aux frais de la société. L'injonction au projet est le garde-à-vous de la société autoritaire néolibérale. Elle donne une nouvelle légitimité et de nouveaux métiers aux cadres dirigeants de l'économie capitaliste, et une nouvelle aura : maîtrisant le langage du projet, ça sera eux qui en feront le plus tandis que vous autres, vous voulez seulement vivre ou survivre, toquards.

C'est en raison des contours flous et au caractère parfois frustrant de leurs fonctions que s'est adjoint au groupe des cadres celui des consultants en rabotage de coûts d'une part et celui des apporteurs de suppléments d'âme d'autre part.



Les premiers sont là pour vérifier que les cadres font bien leur travail, en identifiant toute source « d'efficacité » possible. Car ils restent des salariés comme les autres, soumis à des actionnaires et à leur appât du gain. Ils représentent une grosse source de dépenses et tout est mis en œuvre, dans les entreprises contemporaines, pour les faire travailler plus et coûter moins. Un exemple : le développement à outrance du télétravail a permis aux entreprises de faire des économies; moins de bureaux à entretenir par la mise en place du « *flex office* » (il n'y a plus de bureaux attitrés, chacun s'installe où il peut, et comme une partie des semaines se fait souvent en télétravail, cela fait des locaux moins grands) et étalement des heures de travail en abolissant la frontière entre chez soi et le bureau. Ces fameux consultants en rabotage de coût sont passés par là.



Pour accompagner l'intensification du travail, il a fallu adjoindre le second groupe, celui des apporteurs de supplément d'âme, chargés de donner artificiellement du sens à un travail de courroie de transmission de plus en plus ingrat. Par exemple en réalisant de «l'événementiel d'entreprise» afin d'unir les équipes et organiser des grands-messes auto-satisfaisantes. Afin de mener à bien ce genre de missions, on peut compter sur les fameux «*chief happiness manager*», professionnels chargés d'imaginer comment améliorer la vie de bureau.

Leur fonction peut aussi viser à mettre en valeur le caractère vertueux et écologique de l'activité d'une entreprise n'ayant pourtant pour seule visée que l'augmentation du taux de profit. Un rapport sur le tri des déchets dans les bureaux d'Areva, un partenariat avec des ONG pour la paix dans le monde chez Dassault, quelques slogans larmoyants pour les salles de réunions de Sanofi et le tour est joué. Les cadres parviennent ainsi à se convaincre qu'ils ne travaillent pas seulement pour dégager du profit, mais également pour des «valeurs», une «mission» ou une «vision du monde» que leur entreprise défendrait.

Mais ils n'y parviennent pas toujours : c'est à force de recevoir des témoignages de gens très «qualifiés» mais ayant le sentiment de ne rien faire d'utile que l'anthropologue britannique David Graeber a théorisé la notion de *bullshit jobs* (jobs à la con)¹. Il faut compter également les industries annexes

1 David Graeber, *Bullshit jobs*, Les liens qui libèrent, 2018.

que l'on rattache à celle-ci (les laveurs de chiens, les livreurs de pizzas disponibles toute la nuit...), qui existent car l'on passe beaucoup plus de temps au travail. Ces *bullshit jobs* ne contentent pas vraiment celles et ceux qui les occupent : ils ont un sentiment d'absurdité qui les envahit, parce qu'ils ne produisent réellement rien d'important... et pourtant sont bien payés!

Parfois convaincus d'occuper un *bullshit job*, quelques-uns des membres des CSP+ partent faire le tour du monde, prennent une année sabbatique en Inde, décident d'élever des chèvres bio dans la Creuse ou se reconvertissent en tant qu'artisans.

C'est souvent à cette occasion que la presse bourgeoise se met à décrire le bonheur et l'intérêt d'un métier manuel : lorsqu'il est occupé par un cadre reconverti. Dans un long reportage¹, le quotidien *Le Figaro* s'y est employé. Walter, ancien directeur financier de la multinationale de sidérurgie Arcelor-Mittal, raconte, ému, ses débuts dans le métier d'ébéniste : « J'ai eu le sentiment de retrouver mon âme d'enfant, lorsqu'on a encore tout à apprendre, tout à découvrir », même si « la pénibilité physique du travail m'a surpris au départ ». Ancienne cadre sup de la BNP, Juliette, désormais vitrailiste, ne regrette pas sa vie antérieure puisque, « désormais, la quasi-totalité du travail d'un banquier s'effectue devant un ordinateur ». Elle a voulu retrouver du concret grâce à la reconversion.

1 Luc Lenoir et Elena Scappaticci, « Ces cadres qui choisissent de changer de vie », *Le Figaro*, 4 août 2017.

Ni Walter ni Juliette ne s'appesantissent sur le fait que ce retour au manuel se fait dans des conditions autrement meilleures que celles des « vrais » artisans, ouvriers ou agriculteurs, qui n'ont pas eu le luxe de choisir : leur statut de « cancre » scolaire les a menés mécaniquement vers des métiers manuels, indépendamment de leurs goûts ou de leurs envies.

Ces « vraies » artisanes, ouvriers ou agricultrices ont des conditions bien moins libres d'exercice de leur métier que des CSP+, qui ont pu investir leurs indemnités de rupture conventionnelle de cadre ou leur plan épargne dans leur nouvelle vie. Sous pression de donneurs d'ordres, de banques à rembourser ou de clients tatillons, ils ne vivent pas leur métier de façon aussi enchantée. D'ailleurs, le reportage du *Figaro* ne cite que des reconversions dans des métiers artisanaux de niche, dans le secteur du luxe. Juliette fabrique des vitraux, Walter restaure des meubles anciens, Gaël cogère des boutiques « qui importent et préparent le jambon haut de gamme ». Quant à Édouard, 27 ans au moment du reportage, « il lui a suffi de deux ans en finance à Londres pour comprendre qu'il aurait plus d'impact, et de gratification, en restaurant des voitures anciennes ». Bizarrement, aucun cadre ne se reconvertit dans des chaînes de production ouvrière. Walter n'a pas rejoint les ouvriers



de son groupe sidérurgique, Gaël ne bosse pas aux abattoirs qui fournissent Fleury Michon, Édouard n'est pas devenu intérimaire chez PSA.

Si, paradoxalement, ce sont bien souvent des CSP+ qui font la promotion médiatique des métiers manuels dans certains médias, ils ne mentionnent pas de quelle manière ces métiers ont pu être dévalorisés au sein du système capitaliste comme « dominés », parce qu'eux-mêmes ne le subissent pas.

« Revaloriser les métiers dévalorisés »... en déqualifiant encore plus les enseignements

Le grand confinement du printemps 2020 a mis en lumière, pour toutes celles et ceux qui l'ignoraient (c'est-à-dire la classe bourgeoise) que ce qui faisait tenir un pays se trouvait davantage dans l'action des professions dites « non qualifiées » plutôt que celle des CSP+ encensées en temps normal. Caissières, infirmières, éboueurs, brancardiers... ces gens dits « en première ligne » ont tout d'un coup bénéficié de la compassion médiatique et bourgeoise. « Revaloriser » ces métiers est devenu un lieu commun du débat public pendant plusieurs semaines... Jusqu'à ce que les sirènes de la « crise économique » retentissent et qu'il soit avant tout question de baisses de salaires et de licenciements.

« Revaloriser » les métiers dits non qualifiés, sans parler de tous les autres, et en particulier des métiers « CSP+ », relève de l'hypocrisie et de l'inconséquence la plus totale. C'est en effet l'ensemble des équations réalisées par les consultants en

rabotage de coûts qui ont fait en sorte que le « petit personnel » soit de plus en plus mal payé, externalisé, mis sous pression d'objectifs et de règles limitant de plus en plus leur autonomie. Ces actions concrètes s'accompagnent d'un discours dominant et de politiques qui valorisent les études supérieures et appauvrissent de plus en plus l'enseignement professionnel et l'apprentissage. Les lois se succèdent pour rogner sur les droits des apprentis et les moyens des lycées professionnels ou agricoles. On y enseigne de moins en moins des savoirs généraux pour faire se concentrer les étudiants sur des tâches précises et des compétences strictement délimitées. « On élimine ce qui donnait de la valeur à l'enseignement agricole : l'attention à l'humain et une pédagogie qui méritait son nom, déplore ainsi une enseignante en lycée agricole, on répond à l'industrialisation de l'agriculture : on fabrique des producteurs et des productrices comme on fabrique certains camemberts¹... »

C'est également le sens de la dernière « réforme » de l'apprentissage, qui permet aux employeurs d'apprentis de les faire travailler plus longtemps et dans de moins bonnes conditions qu'auparavant. L'idée n'est pas d'apprendre à bien faire un travail mais de se soumettre à son employeur, bien loin de la philosophie initiale de l'apprentissage incarnée par exemple par l'Association ouvrière des compagnons du devoir et du tour de France, institution ancestrale qui

¹ Michèle Roux, « L'enseignement agricole perd son âme », *Campagnes solidaires* (mensuel de la Confédération paysanne), septembre 2019.

valorise le travail manuel et en dispense une formation exigeante et conséquente.

L'objectif des gouvernements successifs est de favoriser « l'employabilité » des jeunes gens de classes laborieuses qui rejoignent l'apprentissage et l'enseignement professionnel et technique, et pas du tout d'en faire des travailleurs émancipés et autonomes. Une fois en emploi, infirmières, préparateurs de commandes, magasiniers ou éboueurs font l'expérience de l'empilement des strates hiérarchiques au-dessus d'eux et d'un contrôle drastique conçu par des CSP+ chargés de s'assurer de la plus forte rentabilité de leurs activités, et donc de penser à leur place.

Il est donc vraiment ironique que des membres de cette catégorie professionnelle se reconvertissent et s'enthousiasment du parfum d'un travail manuel émancipé qui n'existe que pour eux, alors que tout le prestige et l'argent réservé aux CSP+ ne sont là que pour confirmer aux autres leur infériorité et pour s'en assurer, au quotidien, dans les entreprises et les administrations. Cette sous-bourgeoisie, à qui la classe réellement dominante confère prestige et argent, n'a donc qu'une place secondaire dans la hiérarchie sociale. Ses membres en jouissent souvent, en souffrent parfois... mais c'est en les déboulonnant de leur piédestal qu'on permet à celles et ceux d'en bas de retrouver leur dignité perdue.

« Prendre des risques » : ce sont ceux qui en prennent le moins qui en parlent le plus

PRENDRE DES RISQUES : Action que l'on peut définir comme la démarche consciente de l'exposition au risque, selon Wikipédia. Cette expression est très en vogue dans le milieu patronal français. Il s'agit en effet de la principale justification du pouvoir des actionnaires et des chefs d'entreprise sur celles et ceux qui travaillent pour eux. Par extension, c'est la légitimation du niveau de richesses de quelques-uns par rapport aux autres. Les bourgeois monopolisent une partie des richesses et font travailler les autres, certes, mais ils ont « pris des risques » pour ça ! Tandis que nous autres, salariés, fonctionnaires ou, pire, chômeurs, nous nous complaisons dans notre petite routine misérable et lâche. Voilà ce qui traverse l'esprit de bien des membres de la classe dominante et qui innerve le discours médiatique.

Comme souvent, c'est à Emmanuel Macron que l'on doit l'usage le plus pur de ce mythe justificateur bourgeois. En 2016, alors ministre de l'Économie, il déclare sur la chaîne BFM TV : « La vie d'un entrepreneur, elle est bien souvent plus dure que celle d'un salarié. Il ne faut jamais l'oublier [...]. Il peut tout perdre, lui, et il a moins de garanties. » Quelques semaines plus tard, une cheffe d'entreprise prend la plume dans *Le Point* pour aller dans le sens du futur président : « Le monde de l'entrepreneuriat, qui valorise le risque, est en parfaite opposition idéologique avec le monde du salariat, qui valorise la sécurité. »

Il s'agit de Pauline Laigneau, cofondatrice, avec son mari, d'une joaillerie en ligne. Dans les multiples interviews accordées à ce couple de « preneurs de risques », ils racontent que, tout juste sortis d'HEC, ils cherchaient la bague de fiançailles parfaite. Puis, ils se sont dit « tiens, si on créait une boutique en ligne qui réalise la bague personnalisée parfaite ? », et ils l'ont fait. C'est dans un restaurant italien du 6^e arrondissement de Paris qu'ils ont proposé ce projet si ambitieux à celle qui est par la suite devenue leur directrice de création. Elle raconte elle aussi son parcours particulièrement destroy : « J'ai commencé par un parcours très classique, hypokhâgne et khâgne dans un grand lycée parisien. J'ai fini par me rebeller contre cette cage dorée et ultra-cérébrale, et je suis partie voyager en Inde. » Pauline Laigneau nous prévient cependant : « Les risques que j'ai pris en créant mon entreprise sont plus élevés que ceux que j'aurais pris en étant employée de banque ou fonctionnaire. »

La « prise de risque » entrepreneuriale est une croyance bourgeoise aux effets aussi miraculeux que la méritocratie. Ce mythe permet à des gens qui ont pour seul mérite d'être nés au bon endroit de se présenter comme des héros des temps modernes, sans peur et sans reproche, qui se distinguent de ceux qu'ils dirigent seulement par leur goût immodéré pour la « prise de risque », et non grâce à la quantité d'avantages sociaux dont ils ont bénéficié ainsi que les risques et le savoir-faire de leurs salariés.

La « prise de risque » du point de vue bourgeois

La littérature, le cinéma et internet regorgent de biographies qui louent l'audace de tel ou tel chef d'entreprise qui aurait su saisir la bonne opportunité, s'adapter aux tendances du marché et proposer en un temps record, depuis son bureau installé dans son salon, LE produit/concept/service qui lui a ensuite valu fortune et prestige. On connaît l'histoire de Bill Gates qui a conçu Microsoft depuis son garage, de Mark Zuckerberg, élaborant Facebook depuis sa chambre de fac, ou encore de Gérard Mulliez, constructeur du premier hypermarché Auchan sur un terrain vague dans la banlieue de Roubaix. Des « visionnaires » qui ont su être à l'écoute de leur époque et avoir le « courage », pour ne pas dire « l'audace », de lancer leur produit en risquant leur temps et surtout, leur argent !

C'est à un économiste autrichien, qui fut aussi ministre des Finances et directeur d'une banque (qu'il mit en faillite), que l'on doit la théorisation de ce mythe entrepreneurial. Joseph Schumpeter considérait en effet que le capitalisme se développait grâce à un cycle d'innovations porté par de véritables « aventuriers » des temps modernes. Il n'est cependant pas allé regarder qui ils étaient. Or, ce que l'on constate, c'est qu'il s'agit, dans leur écrasante majorité, de personnes qui étaient déjà en position financière très confortable. Mais cette réalité est dérangeante pour les rejetons de la bourgeoisie qui ont besoin de se constituer leur propre récit, leur propre histoire d'accumulation de richesses pour ne pas être uniquement des héritiers. La « prise de risque » en constitue le principal ressort dramatique, en complément du « mérite ».

RISQUE



Gérard Mulliez, patriarche de la famille Mulliez et fondateur d'Auchan, prend-il des risques lors de la fondation de son premier hypermarché? «J'avais repéré le terrain. Mon père m'avait laissé un carnet de chèques et quand il est rentré de vacances, un mois après, tout était signé», raconte-t-il à *La Voix du Nord* en juin 2016. Il faut dire que son père était à la tête d'un fleuron du textile, l'entreprise Phildar, leader français

à l'international du fil tissé et ce depuis les années 1950. La belle affaire était rendue possible par la fortune du grand-père, Louis, fondateur des filatures de Saint-Liévin qui ont constitué le trésor de guerre de la famille. Dans un article consacré à son histoire¹, le quotidien économique *Les Échos* conclut pourtant : « Leur ascension, les Mulliez ne la doivent qu'à eux-mêmes. »

Mobiliser son « réseau », un art bourgeois

Dans le monde des start-ups, dernière génération du récit entrepreneurial, les nouveaux « acteurs de financement » ne sont pas plus démocratiques que les précédents. Le financement participatif, avec des entreprises comme Kiss Kiss Bank Bank (« Lancez votre projet et faites-le financer ! ») ou Ulule (« Vous avez un projet ? Nous vous accompagnons »), ne pose pas l'apport de fonds propres comme préalable, mais se repose entièrement sur une autre ressource, particulièrement inégalitaire : le « réseau ». Dans leur assistance aux « lanceurs de projet », ces plateformes sont très claires : il faut d'abord se tourner vers sa famille et vers ses amis, ainsi que ses camarades de promo (d'école de commerce, au hasard...). Le « réseau », ou capital social, est donc primordial. Or, c'est une ressource que monopolise et maîtrise particulièrement bien la bourgeoisie. Les grandes écoles, et en particulier les écoles de commerce, ainsi que leurs lieux où l'entre-soi règne servent justement à ça.

Par conséquent, si, pour le magazine économique *L'Usine digitale*, le profil type du start-upper est « un *next door boy* qui veut changer le monde² », il s'agit bien d'une « *next door* » des beaux

1 Tristan Gaston-Breton, « Les Mulliez », *Les Échos*, 6 août 2019.

2 Christophe Bys, « Le start-upper : un *next door boy* qui veut changer le monde », *L'Usine digitale*, février 2016.



quartiers de Paris : «Côté diplôme, le mythe de l'autodidacte qui bidouille dans son garage ou de la nouvelle économie faisant émerger de nouveaux profils en prend un coup. 45 % sont issus d'une grande école, les écoles de commerce et d'ingénieurs étant également représentées», confesse le magazine. On apprend selon la même étude que 81 % d'entre eux sont des hommes. Peu de différences entre les «preneurs de risque» et la bourgeoisie traditionnellement aux commandes du capitalisme, puisque les uns sont simplement les fils des autres.

Faire prendre des risques... aux autres

Revenons à notre famille Mulliez. Le patriarche, Gérard, n'a donc pas «pris de risque» en montant le premier hypermarché Auchan. Il n'a pas failli «tout perdre», sauf peut-être le chèque donné par son père. Sans doute échaudé par cette période complètement déglingo, il s'est arrangé pour mettre toute sa famille à l'abri : faire partie du clan Mulliez, par le sang ou par alliance, c'est la garantie de diriger un jour ou l'autre l'une des entreprises familiales, soit une bonne partie des enseignes de distribution en France, de Cultura à Norauto, ou de disposer du capital pour lancer son propre business. La «prise de risque» n'est donc plus tout à fait à l'honneur chez les Mulliez. Pauline Laigneau, notre

joaillière en ligne experte en prise de risque, les verrait-elle comme une navrante clique de fonctionnaires territoriaux ?

Pourtant, il y a toujours des gens qui prennent des risques au sein de l'empire Mulliez, mais ce ne sont pas celles et ceux dont la presse économique parle. L'entreprise ancestrale Phildar, par exemple, a fait travailler des milliers d'ouvriers et d'ouvrières qui se sont succédé dans la filature avec des conditions de travail très dégradées, notamment en raison de l'exposition à des substances toxiques encore utilisées. En 1992, Phildar ferme sa principale usine à Roubaix et les ouvrières qui y travaillaient se retrouvent sur le carreau. Il faut dire que, comme la plupart des grandes entreprises françaises, les entités appartenant à Mulliez choisissent de produire à l'étranger, dans des pays où le « coût du travail » est plus faible mais où il est surtout plus aisé de faire « prendre des risques » à ses salariés.

C'est ainsi que le groupe Auchan, comme la plupart de ses concurrents, s'est mis à produire sa gamme de textile bon marché – la marque In Extenso notamment – auprès d'entreprises sous-traitantes au Bangladesh. Le 24 avril 2013, l'immeuble d'atelier de confection textile Rana Plaza s'effondrait à Dacca, au Bangladesh. Bilan : mille cent trente-cinq morts parmi les cinq mille ouvrières et ouvriers qui travaillaient sur les lieux. Cinq mille travailleuses et travailleurs répartis sur un immeuble de huit étages, à confectionner des T-shirts et des sous-vêtements pour Primark, Benetton, Mango, Carrefour et Auchan, et qui s'étaient rendus ce matin-là sur place. La



veille, des fissures avaient pourtant été remarquées et des inspecteurs avaient préconisé la fermeture du site, en vain. Les dirigeants du site avaient préféré ne pas faire prendre de risques financiers aux entreprises donneuses d'ordre et à leurs propriétaires. Le risque a été transféré aux salariés.

L'épidémie de coronavirus qui s'est déroulée en 2020 l'illustre également très bien. Des cadres dirigeants en télétravail et des possédants dans de bonnes conditions de confinement (le président du MEDEF, Geoffroy Roux de Bézieux, était confiné dans son manoir au Croisic) se sont battus pour que leurs salariés poursuivent la production de biens et de services afin de maintenir le taux de croissance de leurs activités. Dans les hypermarchés Auchan, les salariés en première ligne se sont organisés à plusieurs reprises pour obtenir des compensations du risque d'être contaminé. En Seine-et-Marne, les salariés d'un hypermarché en grève ont ainsi obtenu une « prime de risque » de 650 € nets à l'année¹... pas de quoi faire courir un risque financier au groupe.

1 Sophie Bordier, « Coronavirus en Seine-et-Marne : des salariés d'Auchan en grève obtiennent une meilleure prime de risque », *Le Parisien*, avril 2020.

Le risque au cœur du conflit de classe

La prise de risque entendue donc comme prise en charge des conséquences, négatives ou positives, d'un risque ou d'un aléa au sein d'une organisation fait l'objet d'un partage pour le moins inéquitable au sein d'une firme capitaliste.

Sur le plan financier, la faillite d'une entreprise se traduit pour le patron et ses investisseurs par la disparition de leur fonds initial. Le bourgeois se retrouve donc amputé de la somme qu'il avait placée, mais qui ne lui servait donc ni pour vivre ni pour survivre. Pour les salariés, la faillite se traduit par le licenciement pour motif économique et la perte de revenu, compensée en France par une allocation de retour à l'emploi qui se tarira en cas de non-recrutement rapide. Du bourgeois au salarié, les conséquences négatives sont sans commune mesure.

Qu'en est-il de la répartition des conséquences sanitaires et humaines du risque entrepreneurial? Elle a fait l'objet d'une intense lutte tout au long du xx^e siècle. Avant la loi du 9 avril 1898, qui a instauré la notion d'accident du travail, une ouvrière ou un ouvrier qui se blessait sur sa chaîne de production était seul responsable de ce qu'il subissait. La reconnaissance des accidents professionnels a constitué la reconnaissance d'un risque professionnel, dont l'employeur est responsable. Une branche de la Sécurité sociale spécifique a été créée à cette fin (elle s'appelle désormais l'assurance maladie «risques professionnels») et seuls les employeurs y cotisent. Elle indemnise les victimes d'accident du travail et,

grâce à cette conquête sociale majeure, le patronat prend en charge une partie du risque qu'il fait courir à ses salariés. Une partie seulement, car le combat porte désormais sur l'élargissement de la reconnaissance des victimes de l'amiante à celles de l'épuisement professionnel. Ce qu'on appelle plus couramment le burn-out est un état dépressif fort directement lié au travail mais qui n'est pour l'instant pas reconnu comme tel. On l'associe alors aux qualités émotionnelles de la personne, à sa capacité individuelle à « faire face au stress » ou « surmonter la pression », mais jamais au contexte organisationnel et hiérarchique qui l'a mise dans cette situation. Or, l'intensification du travail dans les entreprises françaises ces dix dernières années a un lien direct avec l'explosion du nombre de cas d'épuisement professionnel.

Pire, le *xxi*^e siècle que nous vivons se caractérise de plus en plus par une négation de ses risques : le développement de l'auto-entrepreneuriat, en lieu et place du salariat, redonne aux travailleurs l'entière responsabilité de leurs accidents et maladies. Le développement de « plateformes » comme Uber ou les diverses marques de livraison de repas à domicile a permis d'effacer un siècle de combat pour le partage des risques au travail. Ce sont bien les entreprises qui empochent les bénéfices, mais ce sont les « auto-entrepreneurs », qui leur sont soumis, qui doivent prendre en charge tous les risques qu'ils prennent : accident, maladie, chômage... C'est à eux de s'organiser, la « plateforme » ne leur doit rien.

Tandis que la suppression par Emmanuel Macron des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), ces représentants élus par les salariés pour repérer les risques et promouvoir leur prise en charge par le patronat, a considérablement réduit les contre-pouvoirs salariaux en la matière.



Le fondateur de la Sécurité sociale, le syndicaliste et ministre communiste Ambroise Croizat, n'était pas vraiment un partisan de la « prise de risque » comme qualité humaine, au contraire. En concevant un système d'assurance collective face aux risques de la vie, il souhaitait les réduire pour permettre aux personnes de vivre pleinement. Pour lui, la Sécurité sociale permettrait d'agir contre « ce complexe d'infériorité que crée chez le travailleur le sentiment de son insécurité, l'incertitude du lendemain qui pèse sur tous ceux qui vivent de leur travail ». « Faire disparaître cette insécurité » implique « de garantir à tous les éléments de la population qu'en toute circonstance ils jouiront de revenus suffisants pour assurer leur subsistance familiale. C'est ainsi seulement, en libérant les travailleurs de l'obsession permanente de la misère, qu'on permettra à tous les hommes et à toutes les femmes de développer pleinement leurs possibilités, leur personnalité ».

Là où Pauline Laigneau et les autres hérauts de la prise de risque bourgeoise conçoivent celle-ci comme un moteur de la vie humaine, Ambroise Croizat, dont le parcours de vie est bien différent (ouvrier dès son adolescence et résistant communiste pendant la guerre), pose au contraire la Sécurité sociale comme condition pour vivre pleinement. Une sécurité qui caractérise finalement tout à fait la vie bourgeoise : grandir dans une famille riche qui garantit la santé, la sûreté et le confort. Le rapport bourgeois à la scolarité est celui de la réussite, sans risque d'échec, car des mauvais

résultats conduiront à l'inscription dans une école privée, un « bachelor » bien monnayé ou un voyage linguistique pour se remettre les idées en place. Le réseau familial garantit l'obtention d'un emploi et le patrimoine transmis, la richesse et un « matelas » de sécurité. C'est ainsi que les bourgeois peuvent pleinement tenter le diable en risquant un plan épargne ou un chèque parental en création d'entreprise... dont l'échec pèsera, d'abord, sur leurs salariés. Une fois licenciés, ils risqueraient la faim et la perte d'un toit sans les structures de protection sociale obtenues par le mouvement ouvrier. Hélas, de plus en plus fragiles et répressives, celles-ci engendrent parfois le basculement dans la misère. Cette fragilisation et ce durcissement se sont faits sous pression de la bourgeoisie : la réforme de l'assurance chômage menée par Macron et applaudie par le patronat vise ainsi à réduire la durée d'indemnisation pour « faciliter » le retour rapide à un emploi... quel qu'il soit.

L'épidémie de coronavirus a marqué une étape supplémentaire vers le partage inéquitable des risques entre la bourgeoisie et la classe laborieuse. Ceux qui possèdent souhaitent que ceux qui travaillent le fassent et le président du Medef n'hésite pas à dire que ce sera aux travailleurs de payer les pots cassés sur le plan budgétaire. Afin que la bourgeoisie française ne risque pas de perdre ses bénéfices attribués aux actionnaires (les dividendes), la classe laborieuse va devoir sacrifier ses congés.

« Prendre des risques » en tant que journaliste, un privilège de classe ?

Le statut de pigiste, consistant à n'avoir de poste fixe dans aucune rédaction et à vendre des sujets selon ses goûts et ses envies à différentes rédactions, n'est souvent permis à des journalistes que par la jouissance d'un filet de sécurité financier fourni par leurs parents ou par la possession d'un logement à Paris ou en région.

Tandis que leurs anciens camarades d'école sont contraints d'enchaîner des CDD peu exaltants dans des chaînes d'information en continu, eux peuvent ainsi aisément « prendre des risques », travailler pour des médias plus engagés et indépendants par exemple, se constituer un réseau plus large, s'aventurer sur des sujets plus longs, complexes et intéressants, même en n'étant pas sûrs de réussir à les vendre. Indépendamment de la précarité objective de la pige en elle-même, il sera plus aisé pour eux de parler de sujets engagés, sociaux et de différentes formes de luttes, souvent plus difficiles à évoquer dans certains médias nationaux, et ainsi obtenir rapidement une plus grande reconnaissance de leurs pairs¹.

¹ Mélanie Mendelewitsch, « Comment les pigistes survivent-ils? », *Vice*, 11 janvier 2016.





NOUS RABAISSEZ POUR MIEUX NOUS DOMINER

*Nous qui avons fait de prestigieuses études, nous ne nous laissons pas avoir par les élucubrations **complotistes** : comme si des personnes agissaient dans notre dos afin de nuire aux intérêts du peuple. Foutaises! Nous connaissons bien l'histoire. D'ailleurs, nos moyens d'information et de communication aujourd'hui sont tels que nous pouvons faire totalement confiance en nos institutions et en nos médias, qui sont libres et impartiaux, et en nos chers dirigeants, toujours prompts à faire la preuve de leur immaculée **transparence**.*

*Malheureusement, les gens des classes populaires, étant moins éduqués, tombent plus facilement dans le panneau des fake news et sont capables de croire tout et n'importe quoi. Leur défiance et leur ignorance sont telles qu'il nous faut faire preuve de **pédagogie** envers eux, en particulier lors de la mise en place par le gouvernement de courageuses **réformes**, indispensables pour nous maintenir dans la compétition économique internationale, ce qu'ils ont du mal à comprendre, rivés sur leurs petites problématiques quotidiennes et leur compréhension du monde datée.*

*Ils ne comprennent pas que notre système est bon pour eux. Par facilité et par lâcheté, ils préfèrent croire que leurs malheurs sont de la faute de notre économie, de leur patron ou de l'État qui ne les aide soi-disant pas assez, alors que c'est bien évidemment de leur faute. Nous devons donc leur apprendre la **résilience**. Ils se plaignent du dérèglement climatique mais ne font rien pour l'empêcher. Tandis que, de notre côté, nous le combattons au quotidien : tutos recyclage, vélo, achats bio-équitable... Tous ces **petits gestes écolos** qui font la différence.*

« Complotiste » : nous empêcher de questionner l'ordre social

COMLOTISTE : Selon le Petit Larousse, « se dit de quelqu'un qui récusé la version communément admise d'un événement et cherche à démontrer que celui-ci résulte d'un complot fomenté par une minorité active ». Quant à « conspirationniste », son dérivé, il « se dit de quelqu'un qui se persuade et veut persuader autrui que les détenteurs du pouvoir (politique ou autre) pratiquent la conspiration du silence pour cacher des vérités ou contrôler les consciences ».

Ces concepts politico-médiatiques permettent de décrédibiliser toute tentative de remettre en question le pouvoir économique et politique de nos élites. Car coller l'étiquette de complotistes sur ses opposants est monnaie courante : c'est dépolitiser leurs interrogations et les prendre pour des imbéciles qui agissent contre la démocratie, alors qu'ils

interrogent légitimement la fiabilité de nos autorités ou de nos institutions capitalistes.

Complotisme et anti-complotisme

Aux États-Unis, pendant la guerre froide, les théories du complot s'installent avec l'anticommunisme, notamment dans un discours du sénateur Joseph McCarthy prononcé devant le Congrès le 14 juin 1951. L'historien étatsunien Richard Hofstadter montre que l'une des premières manifestations conspirationnistes d'envergure aux États-Unis fut le maccarthysme, motivé par une obsession paranoïaque du complot communiste. On pourrait le comparer aujourd'hui aux affirmations qui considèrent, malgré l'absence de preuve concrète, que la Russie s'ingère dans différents événements politiques : du Brexit à l'élection de Donald Trump, en passant par le référendum catalan. Des événements historiques majeurs, comme l'assassinat de Kennedy en 1963, au sujet desquels la culture contemporaine regorge encore de théories et d'œuvres, ont également participé à leur développement¹.

Les fantasmes complotistes prospèrent dans les années 1970 avec la création d'une nouvelle société proche du groupe Bilderberg : la Commission trilatérale. Bilderberg et la Trilatérale, groupes de réflexion privés réunissant dirigeants et personnalités politiques, sont accusés de choisir les chefs

¹ On peut citer Vincent Quivy, auteur de *Qui n'a pas tué John Kennedy ?*, mais également Bernard Nicolas, coréalisateur avec William Reymond de *JFK, autopsie d'un complot*.

d'État et de gouvernement, dont le nouveau président étatsunien Jimmy Carter et le Premier ministre français Raymond Barre, entre autres. En 1987, l'historien Henry Rousso crée le terme « négationnisme » pour désigner la contestation de la réalité du génocide mis en œuvre contre les Juifs par l'Allemagne nazie pendant la deuxième guerre mondiale, c'est-à-dire la négation de la Shoah, qui s'apparente à la croyance antisémite en un complot juif mondial.

Dans les années 1990, de nombreux films mettent en scène une théorie du complot. C'est par exemple la matrice que l'on nous cache derrière notre monde bercé d'illusions, visible grâce à une pilule rouge que le personnage Neo décide d'avalier dans le film *Matrix*, ou Bill Harford dans *Eyes Wide Shut*, incarné par Tom Cruise, qui découvre l'existence d'une société secrète. Mais c'est surtout la série américaine *X-Files* qui popularise cette fascination du complot dans l'imaginaire fictionnel et qui enregistre des records d'audience en France et aux États-Unis. Pendant plusieurs années à partir de 1994, la chaîne M6 a diffusé cette série dont le principal ressort est la volonté perpétuelle du gouvernement étatsunien et du secteur militaro-industriel d'effacer les traces de ses actions pour s'emparer d'une technologie extraterrestre, manipuler des populations, laver le cerveau de pilotes d'essai, etc. Les deux charismatiques héros de la série mènent leur enquête dans cette atmosphère paranoïaque où la vérité est toujours « *out there* », c'est-à-dire au-delà de la version officielle. Déjà à l'époque, politiques et intellectuels faisaient du succès de la

série le symptôme d'un mal profond qui gangrène nos sociétés démocratiques : la défiance envers les institutions.

Cette défiance n'a cessé d'augmenter dans la population française, incarnée par deux préjugés populaires simples : les politiques travaillent pour d'autres intérêts que les nôtres (le « tous pourris ») et la version officielle des faits n'est toujours qu'une partie de la vérité, voire un mensonge (« on ne nous dit pas tout »). De nombreuses affaires sont venues étayer ces sentiments. Par exemple, les révélations du lanceur d'alerte Edward Snowden en 2013, la National Security Agency (NSA) qui écoute le monde entier à notre insu, ou encore les mensonges des gouvernements pour justifier telle ou telle intervention militaire, comme la présence finalement fautive « d'armes de destruction massive » en Irak pour justifier l'invasion étatsunienne du pays en 2003. Ces dérives bien réelles se sont accompagnées de théories plus ou moins farfelues sur les actions cachées de nos dirigeants, l'une des plus extrêmes étant celle qui a attribué (selon diverses modalités) l'attentat contre le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington au gouvernement étatsunien lui-même. Ces théories relatives au 11 septembre 2001 ont connu une grande audience dans les années qui ont suivi, notamment grâce à la viralité de vidéos « documentaires » dans un internet en plein boom.

Au cours des quinze années suivantes, tout un secteur de recherche s'est constitué en France pour répondre scientifiquement à cette vague de théories du complot. Désormais,

on trouve deux observatoires du net (Conspiracy Watch et Hoax Buster – sites français comme leur nom ne l'indique pas), deux sociologues spécialistes du complotisme publiant régulièrement des ouvrages sur la question (Gérald Bronner et Pierre-André Taguieff) et une flopée de journalistes qui s'en font les promoteurs. Conspiracy Watch, dont le nom revient régulièrement dans la presse généraliste, est un site d'analyse du conspirationnisme, défini comme une disposition d'esprit « consistant à remettre en cause abusivement l'explication communément admise de certains phénomènes sociaux ou événements marquants au profit d'un récit explicatif alternatif qui postule l'existence d'une conspiration et dénonce les individus ou les groupes qui y auraient pris part. » Le caractère abusif consiste à s'affranchir des règles de l'analyse scientifique (l'examen de preuves, l'acceptation de la contradiction, etc.), nous précise l'Observatoire, dont la méthode postule par ailleurs que les auteurs ne parviennent jamais à démontrer l'existence de la conspiration. Conspiracy Watch, tenu par un certain Rudy Reichstadt, n'est pas un site participatif. Diplômé d'un Institut d'études politiques et autoproclamé spécialiste du conspirationnisme, son fondateur est également membre du Cercle de l'Oratoire, un groupe de réflexion néoconservateur fondé après les attentats du 11 septembre avec comme objectif de « lutter contre la montée de l'anti-américanisme en France ». Rudy Reichstadt travaille aussi pour la fondation Jean-Jaurès, un think tank du Parti socialiste. Ces « spécialistes » des théories

du complot sont donc juges et parties : ils sont à la fois pourfendeurs de toutes les théories qui critiquent les élites politiques, économiques et scientifiques et proches de ces élites ! À leur corps défendant, ils sont en fait une des nombreuses preuves que décrire le fonctionnement des élites de manière complotiste est tout à fait rationnel.

Ce que l'accusation de « complotisme » permet à la bourgeoisie

Tout mélanger pour mieux disqualifier toute tentative de critique de l'ordre établi

Vous les avez sûrement déjà vus, lus ou entendus. Des reptiliens aux ovnis, qui seraient aux commandes de notre planète, en passant par la croyance en la Terre plate, de nombreuses théories du complot pullulent sur internet. Souvent grossières et caricaturales, elles sont étiquetées par les journalistes et les intellectuels spécialistes de la chasse au conspirationnisme de la même manière que des complots bien réels. Par exemple, la Central Intelligence Agency (CIA) a effectivement contribué à renverser des régimes démocratiques pour servir les intérêts étatsuniens : les archives déclassifiées ont montré sa participation indirecte dans le coup d'État contre Salvador Allende et son soutien à la dictature d'Augusto Pinochet.

Les affaires de conflits d'intérêts alimentent la défiance envers les responsables politiques et les dirigeants des grandes entreprises, et pour cause. Ces situations, dans



J'ai vérifié,
c'est vrai !

lesquelles les intérêts personnels d'un agent public influent sur les décisions qu'il prend dans le cadre de ses fonctions officielles – qui sont bien entendu illégales et donc menées secrètement –, secouent régulièrement l'actualité : rien qu'en France, on peut citer les affaires Woerth-Bettencourt, Cahuzac, Médiateur, Clearstream...

Chaque année, l'observatoire du conspirationnisme, créé en 2007 par Conspiracy Watch, nous

délivre un sondage pour démontrer à quel point les Français sont complotistes. En 2019, à leur « enquête » mensuelle s'ajoute le constat que les pauvres ainsi que les jeunes seraient les plus touchés par le conspirationnisme. Nous sommes en plein mouvement des Gilets jaunes, souvent accusés de tomber dans le complotisme. Mais serait-ce du complotisme de contextualiser ?

« Les seniors sont moins concernés. Mais tout ça est corrélé au niveau de diplôme (les diplômés du supérieur sont moins poreux que ceux qui n'ont pas ou que le bac), au niveau de vie (plus on fait partie des défavorisés, plus on adhère à ce type de contenus) », explique ainsi Rudy

Reichstadt sur France Inter¹. Il ressort également de cette étude une résistance au complotisme chez les Français qui ont voté Emmanuel Macron à la présidentielle de 2017, tandis que l'électorat de Jean-Luc Mélenchon, de Marine Le Pen ou de Nicolas Dupont-Aignan serait davantage sensible aux théories conspirationnistes.

S'il y a bien un naïf pour se laisser bernier par ce type de sondage, c'est le journaliste. Par un mimétisme navrant, beaucoup se sont engouffrés dans la brèche, à rabâcher bêtement les conclusions de l'étude : « Le fléau du complotisme en France : une menace pour notre démocratie », titre le quotidien régional *La Dépêche*; « Sondage sur le complotisme : 4 enseignements à tirer », s'inquiète *Le Journal du dimanche*. Pourtant, il leur fallait seulement cinq petites minutes afin de questionner par téléphone Rudy Reichstag sur sa méthodologie douteuse. En effet, certaines de ces théories n'étaient pas toujours connues des sondés avant l'enquête, les sondés ne se sont pas vu proposer de réponse « je ne me prononce pas », le jugement sur la « compromission des médias » était jugé tout aussi complotiste qu'une enquête sur les traînées blanches des avions, empêchant toute critique structurelle des médias... Certains journalistes n'hésitent pas à conclure, comme sur France Inter : « Une enquête qui montre une nouvelle fois que les Français sont de plus en plus perméables aux théories complotistes et notamment les jeunes adultes. »

1 « 10 % des Français pensent que l'attentat de Strasbourg est un complot de l'État », Xavier Demagny, France Inter, février 2019.



À force de tout mélanger, les journalistes eux-mêmes ont souvent peur d'être taxés de complotisme. Cela se double d'une confiance mimétique et aveugle envers nos institutions. Plus empressés d'apporter les lumières de la raison (d'État) aux «imbéciles¹» que d'enquêter et d'analyser, ils sont souvent passés à côté de véritables mensonges d'État.

C'est précisément ce qui s'est passé lors de la crise sanitaire du

coronavirus. Des journalistes chevaliers blancs se sont lancés dans de vastes campagnes de chasse anti-«*fake news*», sur la base d'interrogations parfois légitimes du vil peuple, mais également d'obscurités vidéos internet méconnues qui gagnaient, par conséquent, en publicité gratuite. Exemples, sur France Info : «Ces théories du complot qui connectent la 5G et le coronavirus» le 11 mai 2020, ou encore «Info ou intox : quand des complotistes doutent de l'existence du Covid-19», sur France 24, le 22 avril 2020. Or, oui, le gouvernement nous a bel et bien menti lors de la crise du coronavirus. Notamment au sujet des tests, comme l'affirme sur France 3 début mai, soit

1 *L'opium des imbéciles* (Grasset, 2019) est le titre d'un livre récent de Rudy Reichstadt.

deux mois après le début du confinement, le professeur Philippe Froguel : « Dans l'histoire des tests, tout le monde ment. Des directeurs d'hôpitaux à Emmanuel Macron en passant par la direction générale de la Santé ou Olivier Véran. On nous dit qu'on fait actuellement 250 000 tests par semaine alors qu'on sait que c'est plutôt 120 000 à 140 000. On nous dit qu'on va en faire 700 000 à partir du 11 mai alors que c'est impossible¹. » Quant aux masques, déconseillés au prétexte de leur prétendue inefficacité, ils se sont retrouvés recommandés, voire obligatoires dans certains lieux, quelques semaines plus tard : la manœuvre, qui relève également du grossier mensonge d'État, visait à dissimuler l'incompétence d'un gouvernement pris en défaut : jusqu'aux débuts de l'épidémie, il continuait à détruire ses stocks de masques²...

Faire passer des « décryptages » et des experts libéraux pour neutres

Dans la plupart des médias généralistes, rester « objectif » ou, pour les plus malins qui ont compris que l'objectivité n'existe définitivement pas, le plus « neutre » possible est une règle d'or. Alors, on transforme son opinion en fait objectif et son idéologie en présupposé technique.

1 À lire également : « Comment la France se prive de 150 000 à 300 000 tests par semaine », *Le Point*, 3 avril 2020.

2 Gérard Davet et Fabrice Lhomme, « 2017-2020 : comment la France a continué à détruire son stock de masques après le début de l'épidémie », *Le Monde*, 7 mai 2020.

Dans de nombreux articles de presse, on note la présence « d'experts » qui délivrent un « décryptage » économique aux journalistes, ignorant toutes les spécificités idéologiques du monde qui les entoure à force de le « factualiser » à outrance. Le vocabulaire présenté comme « neutre » est en fait celui du patronat, au détriment des salariés ou des syndicats : « assouplir » les 35 heures, baisser les « charges sociales », « permettre » aux salariés de travailler plus longtemps...

L'Institut Montaigne, groupe de réflexion libéral, proposait en ce sens, dans une étude publiée quelques jours avant le début du déconfinement du 11 mai, de supprimer en partie les congés payés des salariés pour relancer l'économie. Accueilli en très grande pompe dans de nombreux médias généralistes, de BFM TV à la presse régionale (*Le Midi libre*), l'institut n'était jamais présenté clairement. Dans le meilleur des cas, sa tendance libérale était évoquée mais, d'une manière générale, sa composition, où l'on constate une présence patronale forte en son sein, absente. Cet institut est pourtant dirigé depuis 2015 par Henri de Castries, ex-patron d'Axa et soutien de la campagne de François Fillon en 2017. Serait-ce « complotiste » de le préciser ?





Faire passer les institutions comme les seules sources légitimes

De la même façon, nombreux étaient les journalistes de médias généralistes à ne pas croire aux violences policières, et notamment qu'elles puissent être le souhait de l'État lui-même, en témoignent les importantes commandes de lanceurs de balles de défense (le «LBD», dont l'Europe et l'ONU condamnent l'usage) qui auront blessé bien des Gilets jaunes au

visage. Par exemple, on apprenait le 26 décembre 2019 par *Le Canard enchaîné* que le ministère de l'Intérieur avait commandé plus de mille deux cents nouveaux LBD. Les violences policières, dans les banlieues ou en manifestations, sont longtemps restées cantonnées dans les médias généralistes à la rubrique «faits divers», qui, par définition, dépolitise les faits. Ce n'est que depuis que cette violence a dépassé le cadre des banlieues pour s'afficher de plus en plus impunément dans les manifestations, notamment de Gilets jaunes et contre des journalistes, que les médias ont timidement modifié leur traitement journalistique. Avant, ils auraient eu bien trop peur de passer pour des complotistes... ou peut-être qu'ils ne voyaient tout simplement pas ces violences.

Le 1^{er} mai 2019, des manifestants se sont retrouvés dans l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, soi-disant pour le saccager et perturber le travail des soignants, selon le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. Les médias lui ont emboîté le pas : sur France Info, seuls les propos de la directrice de l'hôpital étaient pris au sérieux, et on reçoit le directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris Martin Hirsch seul, alors qu'il n'était même pas présent sur les lieux. La boucle est ainsi bouclée : on légitime des personnes qui cautionnent et provoquent la casse sociale de l'hôpital public et qui inventent une casse physique afin de décrédibiliser un mouvement social en cours. Dès le lendemain, les faits ont été contestés par le personnel hospitalier lui-même, face à des micros-télé de chaînes d'information en continu interchangeables. Le discours est le suivant : les manifestants se sont réfugiés dans l'hôpital pour fuir la violence en roue libre des CRS et n'ont absolument pas provoqué le moindre débordement au sein de l'hôpital.

Ce journalisme de préfecture renforce chez la plupart des gens un sentiment de « défiance » : seulement trois personnes sur dix interrogées dans le cadre d'une enquête Sciences Po-Cevipof annuelle début 2020 déclarent avoir confiance dans les médias. Un sentiment qu'ils n'auront de cesse de blâmer à longueur de reportages, d'analyses et de cours d'éducation aux médias¹, sans jamais interroger leur

1 Sophie Eustache, « Quand les médias rééduquent les lycéens », *Le Monde diplomatique*, février 2020.

rapport aux sources institutionnelles, leurs biais cognitifs et sociologiques, ainsi que les structures médiatiques contraignant l'exercice de leur profession (manque de temps, course à l'audience, milieu concurrentiel, précarisation croissante d'une partie de la profession, etc.).

En toute «transparence», nos dirigeants nous informeront bien de ce qu'ils voudront

Transparence : Terme bourgeois d'usage politique, médiatique et institutionnel visant à démontrer la volonté, de la part des détenteurs du pouvoir, de communiquer au public toutes les informations nécessaires au contrôle du bien-fondé de leur action. Ce terme a une fonction performative : dire qu'on est transparent, c'est déjà être transparent.

«L'allocution du président sera un "moment de pédagogie et de transparence pour rassurer et anticiper les prochaines étapes de la crise", selon son entourage. Le choix du gouvernement, c'est d'être transparent dans l'information et déterminé dans l'action», a affirmé le ministre de la Santé¹.

Les éditorialistes aiment nous raconter que la «transparence» est une vertu des démocraties occidentales. C'est ce qui nous distingue des méchants Chinois communistes mangeurs de pangolins, qui persécutent des opposants tandis qu'en bons démocrates nous nous contentons de les ébrogner.

À quoi sert la transparence ? à vaincre la vilaine défiance des citoyens, ce «cancer» des démocraties modernes. Un soupçon de corruption ? Vite !

¹ «Coronavirus : Macron réunit une équipe de chercheurs spécialisés», *Le Point/AFP*, 5 mars 2020.



de la transparence ! En clair, la transparence est à la démocratie ce que l'homéopathie est à la médecine.

La transparence est ainsi devenue un poncif de la langue de bois politique et institutionnelle, le genre de banalité qu'on sort lors d'une cérémonie de vœux ou d'ouverture d'un congrès pharmaceutique. Transparence, résilience, participatif, engagement, développement durable... on mélange les cartes et on recommence¹.

Faire œuvre de transparence n'engage à rien car, « en toute transparence », ils feront bien ce qu'ils voudront. Tant que la transparence sera seulement un exercice consistant à dire les choses en ayant l'air le plus sincère possible, à remplir une déclaration sans vérification ou à construire un monument à sa propre vertu, elle restera le privilège bourgeois de diffuser les informations qu'elle voudra bien donner. Nous autres, on ne nous demande pas d'être « transparents », on nous demande de remplir notre déclaration d'impôt de façon rigoureuse et sous peine d'amende. Au travail, on ne nous demande pas d'être « transparents » sur nos heures de travail, mais de passer notre badge dans la badguese.

Sans contre-pouvoir, pas de véritable transparence. Quand il y avait 20 % de députés ouvriers à l'Assemblée nationale en 1945, on ne nous vendait pas la transparence mais le rapport de force. Quand les syndicats étaient forts et offensifs dans des industries, le patronat ne promettait pas la sincérité budgétaire mais des augmentations de salaire.

Plus nos « démocraties » et nos entreprises se disent « transparentes », plus leurs maîtres règnent sans partage.

1 Voir l'extrait de la conférence de Franck Lepage : « La langue de bois décryptée avec humour ! », en accès libre sur YouTube.

Cacher le fonctionnement complotiste de l'exercice du pouvoir par les dominants

Dans toute la masse des « enquêtes » et autres « dossiers » journalistiques qui traitent, sur le mode de la déploration alarmiste, de la prolifération complotiste, jamais un mot n'est écrit sur le conspirationnisme des dominants, qui crient au complot lorsque le moindre de leurs intérêts se retrouve menacé. Les banlieues se révoltent ? Les élites convoquent le complot de la « cinquième colonne musulmane », qui menacerait les quartiers populaires (désignés comme « sensibles », également durant l'Algérie coloniale) et leur intégrité. Les Gilets jaunes risquent de nuire à leurs intérêts matériels, à force de manifester leur colère ? Elles laissent entendre que c'est la Russie qui tire les ficelles pour qu'ils déstabilisent notre pays : de faux comptes Twitter, destinés à amplifier la contestation des Gilets jaunes, auraient été créés par le Kremlin. Cette allégation, avancée par le *Times* et l'agence Bloomberg, a été reprise en chœur par certains médias et Emmanuel Macron lui-même.

Dans notre imaginaire collectif, le groupe de Bilderberg évoque l'idée de complot, tout comme, en France, les fameux dîners du Siècle. Le Siècle est une association loi de 1901 fondée en 1944 par d'anciens résistants autour d'un journaliste, Georges Bérard-Quélin. L'objectif ? Faire se rencontrer les « élites » pour mieux se connaître, au-delà du clivage gauche-droite, au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Le club regroupe des dirigeants politiques, économiques, culturels

et médiatiques français encore aujourd'hui. Le conseil est composé de quinze ou seize personnes choisies par cooptation et la cotisation annuelle de membre est de 160 euros. Ce dîner a lieu dix fois par an et le dernier s'est déroulé le 26 février 2020 au cercle de l'Union interalliée, au 33, rue du Faubourg-Saint-Honoré, dans le 8^e arrondissement de Paris.

Dans ces dîners du Siècle, organisés par groupe de huit avec un chef de table, on peut croiser des universitaires comme l'économiste libéral Élie Cohen, habitué du plateau de «C dans l'air», des hauts fonctionnaires tels que Jean-Pierre Jouyet, des personnalités politiques, Martine Aubry, Jean-Pierre Chevènement, Emmanuel Macron, Alain Juppé, ou encore Guillaume Pepy, ex-PDG de la SNCF, Philippe Wahl, PDG de La Poste, beaucoup d'inspecteurs des finances, des journalistes comme Patrick Poivre d'Arvor ou Anne Sinclair...

Le Siècle est relativement connu même si assez peu documenté. Rien de vraiment secret, de caché, en somme, si ce n'est la liste officielle à récupérer, ou encore les objets précis de certaines discussions, en interne. Ainsi, lorsque l'on questionne l'existence de cette réunion, des journalistes bondissent de leur siège : «C'est du complotisme!», parfois avant même de critiquer un mélange des genres problématique d'un point de vue déontologique. Dans un article d'avril 2018 intitulé «Laurent Joffrin se rend-il toujours au dîner du Siècle?» sur le site CheckNews de *Libération*, le directeur de publication du quotidien confirme ne plus s'y

rendre mais tente de justifier ses présences passées : « Parce que je pensais, à l'époque, que ce n'était pas inintéressant de croiser des hommes politiques, des écrivains, des patrons. » Mais alors, pourquoi avoir arrêté de s'y rendre ? « J'en avais épuisé le charme »... discret de la bourgeoisie.

Ne pas renoncer à dénoncer le pouvoir bourgeois

Dans la mesure où rien de précis ne filtre de ces dîners, on peut supposer que des choses doivent s'y dire, voire s'y décider. Ça complotte ? Peut-être. Mais la marche capitaliste néolibérale et la domination bourgeoise existeraient avec ou sans le Siècle. Il n'est finalement qu'un symptôme relativement grossier, une démonstration de leur puissance, de leur pouvoir en réseaux, au mieux, et de leur hégémonie écrasante, de leur sentiment d'appartenir à une caste-classe, au pire. C'est ici, entre autres, que des liens se tissent ou se renforcent, à l'instar des rallyes bourgeois. Communautarisme ? Nous y sommes bel et bien.

Mais cela n'a rien de nouveau : nos élites complotent et elles l'ont toujours fait dans l'Histoire, pour conserver leur pouvoir, et n'hésitent pas à mentir allégrement pour dissimuler des erreurs. Il est



essentiel de le dire car, à force de prendre des précautions, on laisse aux racistes de tout poil et autres paranoïaques déliants le monopole de la description de l'oppression politique, économique et sociale, d'Alain Soral à Dieudonné en passant par Thierry Meyssan. Si l'on retire aux gens la possibilité de critiquer des dominants qui méritent perpétuellement de l'être, alors on les obligera à aller chercher cette critique ailleurs, sur ces sites qui évoquent reptiliens, *chemtrails* et ovnis, et qui résumant grossièrement la domination des puissants à un seul grand dessein plutôt qu'à la multiplicité de leurs gros profits.

La « pédagogie » : l'art de nous infantiliser

PÉDAGOGIE : Terme qui désigne « l'ensemble des méthodes utilisées pour éduquer les enfants et les adolescents », selon le dictionnaire Larousse. Par extension, l'adjectif « pédagogue » qualifie positivement celle ou celui qui procure l'enseignement. Ce mot a progressivement dépassé la sphère éducative pour atteindre le monde médiatique, politique et managérial. Il désigne alors l'ensemble des méthodes utilisées pour éduquer les citoyens et les salariés à comprendre que l'on souhaite leur bien... même quand on leur fait du mal.

Pour la classe bourgeoise, le « manque de pédagogie » est devenu l'un des facteurs explicatifs majeurs de la survenue de mouvements sociaux de plus en plus virulents, à mesure que les lois sapent des pans majeurs des conquêtes sociales du xx^e siècle – droit du travail, Sécurité sociale, services publics.

Le discours sur la « pédagogie » est utilisé pour nous expliquer que ces choix ne sont pas dictés par l'intérêt d'une classe dominante, mais par de véritables nécessités techniques profitant, à terme, à toutes et tous.

Le discours sur la « pédagogie » a, comme la « transparence », une fonction performative : dire qu'on fait de la pédagogie, c'est déjà faire de la pédagogie. L'important, dans ce discours, n'est pas de bien expliquer des choses, mais de signifier qu'en face, on s'adresse à des personnes stupides et bornées : « La réforme des retraites est nécessaire mais manque de pédagogie », concédait ainsi Jacques Attali face aux grandes grèves de l'hiver 2019, alors qu'elle avait pour principale caractéristique d'aligner l'ensemble des régimes existant vers un seul système incertain et clairement défavorable à la plupart des professions. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation, n'y allait pas par quatre chemins : « Certains sont en grève parce qu'ils ne comprennent pas tout, donc c'est notre travail d'expliquer. »

L'économie, une réalité à décrypter et non une politique à débattre

Comme souvent, ce terme politique et médiatique de « pédagogie » trouve son origine dans le monde de l'entreprise privée et des manuels de management. Qu'est-ce que manager ? Il existe autant de réponses que de sites internet de consultants « leaders » dans le domaine du conseil en management. Leur point commun ? Un bon dirigeant doit

être capable « d'expliquer » ses décisions. On n'est plus dans l'entreprise coercitive de papa : de nos jours, on travaille entre « collaborateurs » et il faut bien que chacun se voie expliquer les changements. C'est à cette fin qu'ont été créés, dans de nombreuses entreprises, des postes de « managers de transition », des sortes de super-pédagogues chargés de faire avaler la soupe de la « restructuration » prévue aux salariés récalcitrants.

Cette mode de gestion politique et managériale est en vigueur en France depuis au moins une vingtaine d'années et elle a pour rôle principal d'être le supplément d'âme du néolibéralisme et de la financiarisation de l'économie. Elle contribue à l'infériorisation intellectuelle et morale des grands enfants que nous autres, non-bourgeois, serions. De fait, dans notre société, beaucoup de gens s'estiment incompetents sur le plan politique et encore plus quant aux questions économiques et sociales.

« La gestion de l'économie n'est ni de gauche ni de droite : elle est bonne ou mauvaise. » Cette citation est de Tony Blair, Premier ministre britannique entre 1997 et 2007. À l'origine, Tony Blair est membre du Parti travailliste, fondé au début du xx^e siècle par des syndicats pour défendre le « socialisme » et la « nationalisation des moyens de production » au Parlement du Royaume-Uni. Il est fils d'avocat conservateur, devenu leader puis Premier ministre d'un parti de gauche... pour mener une politique de droite sur le plan économique. Dans les domaines de la santé, de l'éducation

et des services publics en général, il s'est placé dans la continuité des gouvernements précédents par des privatisations, en privilégiant le financement privé du secteur public, la réduction du droit du travail et un bilan économique très favorable aux plus aisés. Était-ce une « bonne » ou une « mauvaise » gestion de l'économie ? Tout dépend pour qui...

Invité à discourir devant l'Assemblée nationale française, où

une nouvelle majorité PS avait pris ses quartiers, il prononça cette formule restée célèbre, symbole de la « troisième voie », entre étatisme et libéralisme, dont se réclament depuis la plupart des hommes politiques, jusqu'à Emmanuel Macron. Dans ce même discours, il donnait sa conception du rôle de « pédagogue » d'un gouvernement « moderne » : « Dans ce monde surtout, l'homme de la rue voit le changement arriver à une allure et dans des proportions qui lui font peur. Il veut la sécurité dans la tourmente. Il essaie de maîtriser sa vie, alors même qu'il est ballotté de tous côtés. La mission d'un gouvernement moderne consiste à l'y aider. »

Le message de Tony Blair était clair : il n'y a plus de débat d'idées à avoir sur les choix économiques d'un pays ou d'une



La redistribution
des richesses n'est
ni de droite ni
de gauche.

C'est juste
une connerie !

collectivité, mais c'est une affaire de bonne technique et d'efficacité.

La diffusion de ce discours coïncide avec la conversion rapide et définitive du Parti socialiste à la doctrine économique néolibérale : privilégier le secteur privé dès qu'on le peut, «flexibiliser» le droit du travail et laisser libre cours aux «marchés» pour la gestion des richesses et de leur distribution. C'est au jeune et prometteur ministre de l'Économie de François Hollande Emmanuel Macron qu'on doit la plus pure expression de la doctrine de Tony Blair, avec son lancement d'un «mouvement ni de droite ni de gauche», une politique «sans idéologie».

Puisqu'il n'y a plus d'idéologie, il n'y a plus de débat possible, seulement une gestion économique à «expliquer» aux Français. La plupart des grands médias se sont adaptés à cette nouvelle donne. La chaîne publique France 2 s'est faite experte en la matière, avec son économiste de plateau François Lenglet. L'homme, reconnaissable à son crâne rasé et à sa voix rassurante («la voix d'Étienne Daho», selon le journal en ligne *20 Minutes*¹), est intervenu très régulièrement entre 2010 et nos jours pour nous expliquer la mondialisation, l'attractivité ou encore la flexibilité du travail. Dans la bande-annonce de son émission phare, «L'Angle éco», on nous annonce la couleur : «De la pédagogie sans idéologie».

1 «François Lenglet : "Oui, je suis libéral sur certains sujets économiques"», *20 minutes*, 26 octobre 2014.

Dans un article dithyrambique vantant les mérites de cette émission, le magazine *Huffington Post* nous pose efficacement des éléments de contexte : « Le climat est particulier. Le gouvernement a annoncé un pacte de responsabilité afin de stimuler la croissance. Une mécanique complexe qui va offrir 40 milliards d'euros d'allègements de charges aux entreprises. Du coup, les Français réclament des clefs pour décoder l'actualité : 86 % d'entre eux jugent leur niveau de connaissance en économie "de faible à moyen"¹. »

Nous sommes en 2014 et le gouvernement « socialiste » vient tout juste de prendre son plus gros virage néolibéral : il exonère massivement les entreprises privées de leurs cotisations sociales (et non pas « charges », comme le disent de nombreux médias) et met en place un crédit d'impôt annuel en leur faveur, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), dont les Gilets jaunes réclameront quatre ans plus tard l'abrogation. Cette « mécanique complexe » ne l'était pas tant que ça. Il s'agissait surtout de transférer de l'argent public des contribuables vers les entreprises et leurs actionnaires, et d'exonérer ces derniers de leurs devoirs de financement de la Sécurité sociale. Cela s'appelle une redistribution vers le haut des richesses produites et c'est une politique menée par la grande bourgeoisie, dès que le rapport de forces lui est favorable.

¹ Grégory Raymond, « "L'Angle éco" sur France 2 : comment s'est imposé le traitement de l'économie "à la François Lenglet" », *Le Huffington Post*, 27 octobre 2014.

La vision à long terme, qualité des dominants

Dans la mesure où notre monde politico-médiatique fonctionne sans classes sociales, sans rapports de forces et que les décisions économiques ne découlent pas de choix idéologiques, la traduction que nous venons de faire du CICE est bien entendu d'un autre âge. De nos jours, on sait bien qu'il n'y a plus de débat économique puisque la lutte de classes n'existe plus.

Désormais, tout n'est donc plus qu'affaire de technique et surtout d'anticipation, à base de courbes et de prévisions budgétaires. Or, les citoyens sont bornés à leur horizon immédiat, alors que les élites responsables voient les choses « sur le long terme ». Dans un « décryptage économique », lors de la première journée de manifestation contestant les ordonnances contre le Code du travail, *Le Monde* expliquait doctement :

« Il faudra attendre plusieurs années pour voir les effets de la réforme du Code du travail », reprenant mot pour mot la rhétorique de la ministre du Travail Muriel Pénicaud qui affirmait, dans *Le Journal du dimanche*, posséder « la culture du résultat opérationnel » grâce à son expérience comme DRH de Danone. Contrairement aux manifestants, journalistes



et politiques savent attendre des résultats avant de juger comme il se doit une réforme.

Cette « culture du résultat opérationnel » évoquée par Muriel Pénicaud est bien un discours de DRH. Ces gens qui, en entreprise, cherchent à obtenir l'adhésion de leur public (ces « ressources humaines ») et les préparent à constater les fruits du management au-delà de leurs petites inquiétudes ponctuelles. Des salaires qui stagnent ? C'est pour booster la compétitivité, à long terme. Une réorganisation violente ? C'est pour aller vers du mieux. Des licenciements ? C'est pour devenir leader du secteur, en réduisant les coûts. Pour Destination Leadership, site internet d'un consultant en management, ce qui distingue le simple manager du « leader », c'est que celui-ci « construit sur le long terme. Ambitieux, il désire faire évoluer et transformer. Et son objectif peut tout à fait s'étendre sur une ou plusieurs décennies ». Le manager de base, lui, « se concentre sur le court terme », le gros bêta. Alors, imaginez le salarié lambda...

Cette vision de long terme aura ainsi guidé l'octroi de 20 milliards d'euros par an aux entreprises privées avec le CICE entre 2013 et 2018, sans contrepartie d'aucune sorte pour l'État et le contribuable. La théorie économique (garantie « sans idéologie ») était la suivante : en réduisant le « coût du travail », on augmente la capacité des entreprises à embaucher et l'on réduit le chômage. C'est mathématique, pour les dominants. Or, cette équation miracle a été totalement contredite par les faits. Les différents rapports d'évaluation



ont conclu à un faible effet sur l'emploi, voire à un effet négatif en raison du coût pour les finances publiques... qui a conduit à des suppressions de poste dans les administrations et les collectivités territoriales¹. Des résultats qui ne sont jamais commentés. Il en a été de même avec les différentes lois de «flexibilisation» (c'est-à-dire de réduction) du droit du travail. Des ordonnances tra-

vail prises en 2017, il ne reste deux ans plus tard qu'un bilan amer, au vu des différents rapports d'évaluation, comme le soulignait *Le Figaro* en décembre 2019 : «Deux ans après, les ordonnances travail peinent à produire leurs effets», traitait-il. Le mal étant fait, il n'y avait plus grand monde pour commenter ces déconvenues.

L'intérêt principal de la traduction de choix économiques en questions techniques de long terme est de retirer de l'équation l'avis du plus grand nombre, en leur faisant sentir qu'ils n'y connaissent rien, voire que cela ne les concerne aucunement. En remplaçant la question de la justice immédiate par celle de «l'efficacité» à long terme, les dirigeants

¹ Rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le budget 2014.

ringardisent la parole populaire et n'ont plus de comptes à rendre.

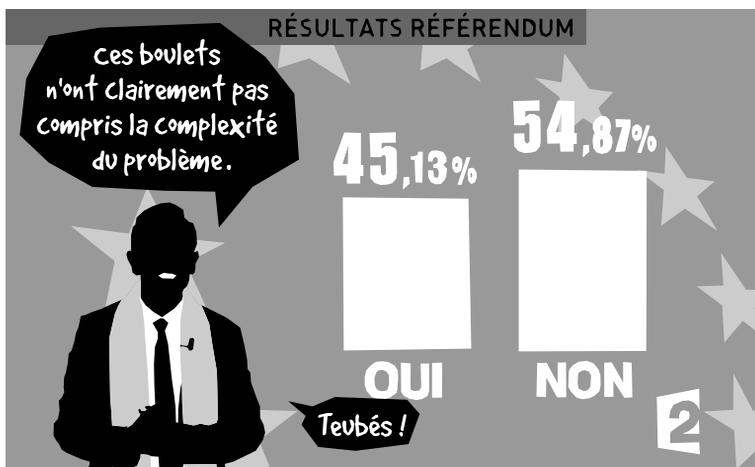
Un monde devenu si « complexe »

La classe dirigeante et médiatique ne cesse de nous répéter que nous vivons dans un monde « de plus en plus complexe », un monde mondialisé et qui obéit à une multitude de mécanismes difficiles à appréhender pour le commun des mortels. Ce refrain est globalement rabâché depuis une vingtaine d'années, dans les entreprises comme dans le discours politique et médiatique. Cette réalité d'un monde « complexe » implique une mise à l'écart du plus grand nombre : « Il n'est plus possible de se forger une représentation simple du monde. Nous vivons maintenant dans un espace tellement multidimensionnel que nous ne pouvons plus espérer l'appréhender, et encore moins prévoir ses mouvements, au moins pour l'instant. » C'est ainsi que le journaliste économique Jean-Marc Vittori, éditorialiste aux *Échos*, décrivait notre rapport au monde en janvier 2020. Quelles sont ses raisons de renoncer à appréhender le monde ? Le développement d'internet, l'émergence de puissances régionales qui mettent fin à la bipolarité du monde et la mondialisation des échanges. « Nos capacités de raisonnement progressent moins vite que l'entremêlement de la planète », conclut-il.

Dans ces conditions, demander l'avis des citoyens est devenu un exercice bien casse-gueule et, en fait, une perte de temps inutile. Toujours dans *Les Échos*, deux consultants,

spécialistes en « analyse de l'opinion » et membres de la fondation Jean-Jaurès, un « laboratoire d'idée » proche du PS puis de LREM que nous avons déjà évoqué sur le complottisme, déclarent : « Un des leurre de la démocratie consiste à croire que nous serions tous à même d'émettre un jugement rationnel et pertinent. Or il apparaît, au terme de notre étude, que l'économie est une faille majeure dans notre débat démocratique. »

« Complexe » est un mot qui revêt plusieurs sens. C'est à la fois, selon le dictionnaire Larousse, « ce qui comprend plusieurs éléments ayant de nombreux rapports entre eux », mais aussi « ce qui est difficile à appréhender, à analyser » et dont on a du mal à « saisir le sens ». Mais le mot « complexe » désigne également un « sentiment d'infériorité, de timidité, de manque de confiance en soi ». Ce que beaucoup de gens ressentent effectivement si on leur demande de participer



à un débat sur les politiques économiques menées en France et en Europe.

L'argument de la complexité est toujours un processus d'enfumage. Prenons la mondialisation des échanges. C'est le fait invoqué, généralement sans explication, pour dire que le monde est « de plus en plus » complexe. Le plus souvent, c'est le terme anglais, « globalisation », qui est choisi : « Nous vivons dans un monde globalisé. » Il apparaît ainsi comme un phénomène quasi naturel, sans causalité et qui obéit à sa propre logique, pour ainsi dire sacralisée. Tantôt ce sont les « méfaits » de la globalisation qui sont dénoncés, tantôt ses « bienfaits », toujours pour les décrire comme « nouveaux » et difficilement contrôlables.

Le mythe de la « complexité » tient beaucoup au caractère mystérieux des phénomènes décrits. La « globalisation » est ainsi décrite par des « experts » similaires à François Lenglet comme ce monstre qui nous pousserait à plus de compétitivité pour faire face à la concurrence internationale. Or, une fois qu'on identifie les causes, les institutions et les personnes derrière cette évolution, elle apparaît tout de suite beaucoup plus limpide. La mondialisation permet à la grande bourgeoisie d'échapper à ses obligations fiscales, sociales et judiciaires. Ce qui est illégal ici est légal ailleurs. Entasser des ouvrières dans un immeuble en voie d'écroulement ? Impossible en France, possible au Bangladesh, comme nous vous le racontions dans le chapitre précédent.

Et c'est valable pour tous les autres « processus économiques » qu'on nous décrit comme des entités abstraites – « les marchés », « la finance », « la mondialisation », la « désindustrialisation » : en mettant des noms, des adresses et des intérêts derrière elles, leur prétendue « complexité » s'évanouit comme par magie.

Nous considérer comme irresponsables pour délégitimer nos contestations

« Il faut arrêter de dire que le peuple a toujours raison ! » Ce cri du cœur est celui de l'eurodéputé écologiste Daniel Cohn-Bendit. Quelques jours après le vote des citoyens britanniques en faveur d'une sortie de l'Union européenne, il trépigait, sur une matinale de France Inter endeuillée.

Depuis le « non » au référendum en 2005, une partie de la classe politique et médiatique française, qui avait activement milité en faveur du « oui », n'a jamais souhaité nous demander notre avis une seconde fois. Historiquement, notre régime politique a été bâti sur l'idée qu'il fallait tempérer les ardeurs du peuple et faire en sorte que des représentants décident pour lui. Nos dirigeants ont attendu 1944 pour donner le droit de vote aux femmes, sous prétexte qu'elles étaient trop influençables. Au XIX^e siècle, ils n'ont accordé, dans un premier temps, le droit de vote qu'aux plus riches, appelé le suffrage censitaire, car les pauvres étaient trop incultes. La République française reste encore un système de démocratie très « représentative », où le peuple mandate des dirigeants

pour prendre les décisions à sa place, après leur avoir accordé sa confiance sur une vague direction que ceux-ci ne sont en aucun cas obligés de respecter. On élit des représentants sur la base de leur programme, mais la Constitution ne leur impose en rien de le suivre. François Hollande, élu sur un programme « de gauche », a mené une politique globalement favorable aux actionnaires et au patronat.

« Oui, mais rendez-vous compte, quand un peuple vote pour l'extrême droite, quand un peuple vote pour le nazisme, il n'a pas raison, même si c'est le peuple », explique Cohn-Bendit, lors de la même intervention radiophonique. Voilà qui met le doute... alors qu'il s'agit d'un pur mensonge historique, que des fact-checkeurs ne s'empressent d'ailleurs pas de fact-checker. Car si Adolf Hitler est devenu chancelier d'Allemagne en 1933, ce n'est pas parce que « le peuple » allemand a voté pour lui. Au contraire, quelques mois avant son accession à la tête du pays, son parti a connu une baisse significative dans un scrutin législatif de novembre 1932 : il rassemble à peine un tiers des votants, malgré la propagande décomplexée de ses militants. S'il est arrivé au pouvoir, c'est grâce au soutien des partis de la droite bourgeoise qui représentent le patronat allemand et qui ont choisi de faire une coalition avec le parti nazi pour empêcher le mouvement ouvrier et les communistes d'accéder au pouvoir. Ce n'est donc pas « le peuple » qui a choisi Hitler, mais une grande partie de l'élite allemande. Elle y a vu la possibilité de relancer l'industrie et de maintenir ses profits.

Ces faits historiques ont été effacés de la mémoire dominante. Comme l'explique l'historien Jacques Rancière dans son essai *La haine de la démocratie*¹, dans l'esprit de la classe dirigeante, l'idée qu'il est nécessaire de protéger les citoyens contre eux-mêmes de leurs propres pulsions fascistes et de leur absence de vision à long terme d'un monde qui serait de plus en plus complexe est particulièrement ancrée.

Au lendemain de l'accident de l'usine classée Seveso – c'est-à-dire considérée comme présentant des risques d'accident majeur – Lubrizol à Rouen, les autorités promettent, dès leurs premières prises de parole, la plus totale « transparence » (on sait désormais à quoi s'en tenir). Elles demandent aux habitants de Rouen de faire preuve de « patience » et de « confiance », en appellent à leur « responsabilité », comme s'ils s'adressaient à des enfants. Or, elles tiennent des discours qui tendent globalement à minimiser la gravité de l'accident. « Tout est sous contrôle », auront tendance à répéter en boucle les autorités préfectorales, alors même que la situation leur échappe très largement. Naturellement, elles ont tendance à afficher une posture de maîtrise et d'omniscience, qui est parfois très en décalage avec la réalité, et qu'il faudrait s'en remettre entièrement à elle pour ce qui concerne nos décisions. Certes, se tenir informé des déclarations officielles peut être utile. Mais ruminer en boucle les mêmes communiqués et les mêmes éléments de langage

1 *La Fabrique*, 2005.

qui se répètent à l'infini pendant plusieurs jours est aussi un important facteur d'angoisse et d'incapacitation.

Les semaines qui ont suivi le confinement ont particulièrement fait résonner ce petit air d'infantilisation de nos élites dirigeantes. « Attention au relâchement », « il faudra faire des efforts », pouvions-nous entendre en boucle à longueur d'éditoriaux, de reportages ou de discours politiques. « Les vacances vont dépendre des efforts des Français », nous tançait ainsi Jean-Baptiste Lemoine, secrétaire d'État au tourisme, début mai. Nommé en 2017, personne n'a entendu parler de lui en trois ans, mais il vient tout de même s'adresser à nous comme si nous n'avions pas plus de neuf ans et demi. Il maîtrise d'ailleurs tellement bien son sujet qu'il semble ignorer qu'environ la moitié des Français ne partent pas en vacances en temps normal¹, notamment à cause de tous les « efforts » salariaux qu'ils ont dû fournir depuis la crise de 2008. Nous infantiliser permet de mieux nous dominer, de nous imposer des « efforts » et de payer leurs pots cassés,

¹ Observatoire des inégalités, « Qui va partir en vacances? », 12 juillet 2018.



suite aux scandales à répétition survenus pendant cette crise sanitaire. C'est ainsi que le ministre de l'Économie Bruno Le Maire prévenait : des « efforts seront attendus ».

Le rêve bourgeois d'un gouvernement « technique »

De plus en plus « issue de la société civile », c'est-à-dire cadres du privé, du public ou membres du patronat, la classe politique tente de réaliser à l'échelle de la vie démocratique tout entière l'idéal d'une gouvernance techniciste et autoritaire que la bourgeoisie est d'ores et déjà parvenue à mettre en place dans les entreprises. À savoir créer un pilote automatique de la bonne gestion « ni de gauche ni de droite »,

qui a pour seul objectif de remplir des objectifs budgétaires annuels et de soutenir un certain taux de croissance. Qu'importe que ce gouvernement technique ruine les hôpitaux et accroisse la pauvreté. Il ne fonctionne pas d'après des indicateurs de bien-être humain, mais bien d'augmentation du taux de profit de la bourgeoisie.

Même des épisodes aussi radicaux que l'épidémie de coronavirus ne viennent pas troubler le calibrage du pilote automatique : la trajectoire budgétaire est aussitôt « corrigée », des milliards sont injectés dans des entreprises et tous

 *directeur général*
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
d'administration
CONSEIL DES MINISTRES 
générale des actionnaires
ASSEMBLÉE NATIONALE

les sacrifices sont faits pour renouer avec la croissance¹. À partir du moment où l'objectif n'est plus discutable, alors les façons de l'atteindre ne sont qu'affaire de technique. Est-ce efficace de subventionner les entreprises ou faut-il les laisser se débrouiller ? Faut-il faire une politique de l'offre ou une politique de la demande ? Faut-il flexibiliser le droit du travail ou augmenter le salaire minimum ? Des économistes « pédagogues » vous répondent.

En revanche, allez questionner les fins poursuivies et non plus les moyens mis en œuvre pour les atteindre, on vous accusera de faire de « l'idéologie ». C'est extrémiste, radical ! Et c'est effectivement ce que c'est : être radical, c'est prendre un problème à la racine et le rendre compréhensible à des personnes considérées comme responsables et douées de raison. Être pédagogue, c'est justifier le réel tel qu'il est imposé et l'inculquer comme horizon indépassable à des « citoyens » infantilisés.

« Réforme »

Réforme : Terme bourgeois et médiatique utilisé pour désigner une loi ou un décret, ou tout ensemble de mesures politiques modifiant une partie du modèle social, du fonctionnement des services publics ou des rapports de pouvoir au travail en faveur des entreprises privées et de leurs actionnaires. « Il faut avoir le courage politique de réformer le pays », « la réforme des retraites est indispensable, on a trop attendu pour la faire ».

1 « 20 milliards d'euros aux grandes entreprises privées : argent magique pour dividendes merveilleux », *Frustrationmagazine.fr*, 21 avril 2020.

Attention, petit piège : selon le Larousse, la définition de réforme est « changement de caractère profond, radical apporté à quelque chose, en particulier à une institution, et visant à améliorer son fonctionnement » – le terme bourgeois « réforme » désigne au contraire une dégradation du fonctionnement, du moins en termes de justice sociale.

Une réforme est systématiquement « nécessaire » : le politique bourgeois ne la souhaite pas par plaisir – au contraire, il est généralement d'accord pour dire que la réforme sera douloureuse et qu'elle suscitera des craintes légitimes – mais bien par nécessité : telle évolution de courbe montre qu'on n'a plus le choix, qu'il faut par exemple « réformer l'assurance chômage en réduisant l'indemnisation et en incitant au retour à l'emploi » (comprendre : foutre la pression sur les glandus) pour « sauver l'assurance chômage de ses déficits ».

Bien entendu, pour que la réforme soit « nécessaire » aux yeux de tous, dont les journalistes, il faut que l'institution visée soit dans un sale état : un service public laissé à l'abandon, par exemple le réseau ferré mal entretenu de la SNCF, donnera plus facilement envie de le privatiser. Les Anglo-Saxons appellent cette stratégie « *starving the beast* » (« affamer la bête »).

On peut aussi créer de la dette pour placer l'institution en déficit et s'en alarmer : par exemple en ne luttant pas contre la fraude aux cotisations patronales pour laisser l'assurance chômage dans la mouise... Fraude estimée tout de même entre 6 et 20 milliards par an selon la Cour des comptes.

La réforme est par nature « impopulaire » bien que nécessaire : elle risque de provoquer manifestations, pétitions et grèves, c'est dans sa nature. C'est d'ailleurs pourquoi le politique qui a « le courage » de réformer ne se laissera pas intimider par la plèbe.

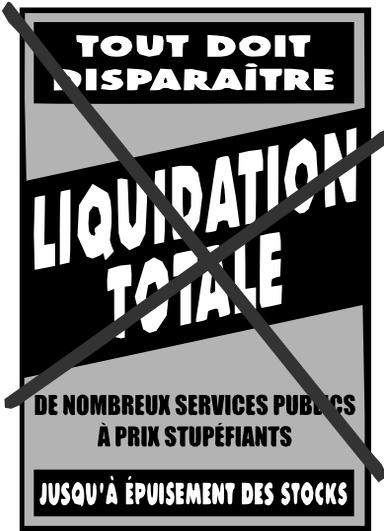
La réforme est toujours « urgente » et « on a trop attendu pour la mener » : cela fait trente ans que les gouvernements successifs font des « réformes », et pourtant c'est toujours comme s'il n'y en

avait jamais eu, comme si le gouvernement d'avant s'était couché face aux forces sombres et puissantes du conservatisme. Pourtant, ce n'est pas arrivé depuis... 2006, quand le mouvement social contre le CPE, «réforme» de précarisation du droit du travail, a fait reculer le gouvernement de Dominique de Villepin.

Recette pour «faire passer une réforme» :

1. «Organiser une grande consultation» : votre réforme est déjà dans les tuyaux mais ça coûte quoi d'organiser un grand raout avec «les partenaires sociaux» et «la société civile»? Bonus : vous pouvez déjà diviser les opposants entre «ouverts au dialogue» (la CFDT) ou «arc-boutés sur leurs acquis» (la CGT).
2. Gérer les opposants en les traitant d'archaïques, de conservateurs et de résistants au changement. D'ailleurs, «ce n'est pas la rue qui décide» et «la violence est inadmissible» (et non, augmenter la misère des gens ce n'est pas violent enfin).

3. Après avoir réprimé à coups de LBD et de lacrymo, reconnaissez en prime time que «la méthode n'était peut-être pas adéquate». Dites que vous auriez dû «davantage expliquer» et qu'à l'avenir il faudra «faire preuve de pédagogie». Après avoir traité la foule comme du bétail, traitez-la comme un gosse.



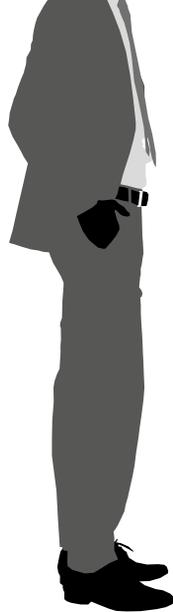
Réformes

La « résilience » : prendre sur soi sans contester la domination qui broie

RÉSILIENCE : Capacité d'un individu ou d'un groupe à prendre acte d'un traumatisme et à se reconstruire de façon socialement acceptable – du point de vue des bourgeois. Concept qui a été théorisé en psychologie et qui a pris une grande place dans les entreprises privées contemporaines, ainsi que dans la rhétorique politique néolibérale. Face à la violence des choix politiques et managériaux, salariés et citoyens sont sommés, individuellement, de se blinder, de prendre sur eux, de réguler leurs émotions pour ne pas emmerder le monde (bourgeois) et remettre en cause ce qui leur arrive.

Dans un article du *Figaro* daté du 12 mars 2020¹, un chef d'entreprise espère qu'une « résilience économique » permette de surmonter la crise du coronavirus. Il en profite pour tirer à boulets rouges sur l'infâme secrétaire général de la CGT, coupable d'appeler à la grève les salariés forcés par leurs employeurs à retourner travailler en pleine épidémie de coronavirus. Pour notre optimiste entrepreneur, il n'y a pas matière à s'énerver. « Notre économie » serait en train de vivre « un accident de la vie », et comme tout accident, cela se surmonte si chacun fait preuve de résilience. Les salariés, en allant travailler malgré le virus et en n'utilisant pas leur droit

1 « Coronavirus : le coup de gueule d'un petit patron contre l'appel à la grève de Philippe Martinez ».



Allez allez
debout !

Résilience
voyons...



de retrait, les banques, en se montrant modérées sur les agios. Donnant-donnant dans une résilience commune, en somme. Toujours à la pointe des expressions managériales du moment, le président de la République a d'ailleurs donné le nom de Résilience à l'opération militaire lancée au début de la crise du coronavirus.

C'est ainsi que l'on peut se sortir d'une crise collective. Mais c'est aussi une solution pour se tirer d'un mauvais pas individuel...

Pour «rebondir après un licenciement», un magazine de psychologie donne le conseil suivant : «Dressez votre propre liste, le plus honnêtement possible. Vos atouts en matière d'expérience : les épreuves que vous avez traversées – vous prendrez ainsi en compte votre aptitude à la résilience.»

Culpabiliser les individus, déresponsabiliser les structures

La popularisation du concept de résilience est largement le fait de Boris Cyrulnik, psychanalyste médiatique et bien introduit dans les milieux bourgeois. Membre un temps de la fameuse commission Attali « pour la libération de la croissance » en 2008, il a été nommé ensuite par Macron à la tête d'une commission d'experts sur la petite enfance. Avec des

livres qui se vendent très bien, il a largement contribué à la diffusion sous tous azimuts de la notion de « résilience » dès le début des années 2000. Cette notion miracle est progressivement devenue un thème littéraire en soi, qui peuple les têtes de gondole des centres culturels Leclerc et des Fnac : *Comment j'ai survécu à mon cancer et en suis sorti plus fort*, *Comment mon licenciement m'a forcé à monter ma propre start-up de solutions résilientes clefs en main...* Au moment des vagues d'attentats de 2015 notamment, on a beaucoup parlé de « résilience », à toutes les sauces, avec cette interrogation en suspens : comment se reconstruire quand on a perdu des proches ou été victime de terrorisme ?

On entend souvent dire que « l'individualisme » serait le trait saillant de notre société, et qu'il se serait traduit par la « fin des idéologies » collectives, le recul de l'engagement politique et la baisse du taux de syndicalisation en France. L'idée que la solution à nos problèmes serait notre propre travail, notre caractère ou nos ressources, et non celles du groupe, n'est pas un trait naturel de l'humanité. C'est une invention relativement récente qui, dans sa forme actuelle, date des années 1970, et l'évolution du monde du travail y est pour beaucoup.

Après le traumatisme des grèves de 1968, le patronat s'est organisé pour en finir avec le mouvement ouvrier. La tendance à la financiarisation de l'économie mais également l'intensification de la mondialisation par le développement à outrance du libre-échange ont permis de mettre sous

pression l'ensemble des entreprises. Le chômage de masse qui se développe à partir du choc pétrolier de 1973 affaiblit les salariés face à leurs employeurs. Chacun doit désormais savoir « se vendre » et faire face à des objectifs qui deviennent individuels : ce n'est plus la production d'une administration ou d'une usine que les directions évaluent, c'est la « performance » de chaque individu qui y travaille. Désormais, en 2020, il n'existe que peu d'entreprises privées où des dispositifs d'évaluation ne sont pas mis en place, avec au moins un « entretien annuel d'évaluation » où le salarié doit expliquer ce qu'il a fait de bien et ce qu'il pourrait faire de mieux. Dans certaines entreprises, l'évaluation est même devenue comportementale : sa capacité à échanger des points de vue sans élever la voix, à être poli et à se rendre au pot mensuel organisé par le directeur régional est prise en compte.

Dans un tel contexte, correctement travailler ne suffit plus : il faut le faire avec le sourire et mieux que les autres. Ce qu'on appelle la « mise en concurrence généralisée » de façon un peu abstraite dans les tracts syndicaux, c'est bien une peur du chômage, doublée d'une peur de l'évaluation.

C'est pour répondre à ce nouveau besoin – individualiste – d'affronter la dureté du monde du travail que des théories psychologiques ont essaimé au cours de la deuxième moitié du xx^e siècle. À partir des années 1980, elles sont arrivées en France, sous la forme de séminaires, formations et coachings. Le premier article qui prône le coaching au travail date de 1988, dans le magazine *Challenges*. Intitulé « Les managers

ont besoin d'un coach!», il s'adressait d'abord aux équipes de direction, pour une pratique encore très marginale. Il s'agissait concrètement de l'arrivée en entreprise de professionnels formés d'un mélange de théories psychologiques new age, comme le mouvement du potentiel humain ou la psychologie de la forme, les deux ayant pour point commun de prôner la libération des facultés de l'individu et non du collectif. Ces « professionnels » forment ainsi les directions et à partir des années 2000, leurs méthodes se popularisent considérablement, en entreprise comme dans le reste de la société.

L'ensemble des salariés rebaptisés depuis « collaborateurs » est désormais la cible du coaching bienveillant. La mode de ces dix dernières années est celle des « réorganisations » permanentes, un savant mélange de suppressions de poste et de modification régulière du fonctionnement de l'entreprise pour atteindre de sacro-saints objectifs de compétitivité et de réduction des coûts. Il a donc fallu s'entourer de consultants en « conduite du changement » susceptibles d'apporter un supplément d'âme à ces processus brutaux et souvent incompréhensibles pour les salariés. Une partie d'un service licenciée ? Vite, proposons-leur des formations pour « faire preuve de résilience » et « affronter les courbes du deuil ». Un certain nombre de cabinets proposant ce genre de prestations pullulent en France et sont mandatés par les directions d'entreprise quand elles sabrent leurs effectifs ou lorsque du « mal-être » est détecté dans leur masse

salariale à cause de leurs propres politiques d'intensification du travail. « Il faut devenir responsable de nos émotions », conseille le cabinet Ithaque Coaching, comme la plupart de ses homologues qui « accompagnent les collaborateurs dans la survenue du changement ».

La résilience en entreprise ne dit autre chose que ceci : ce n'est pas ce que l'on vous fait, le problème, mais la façon dont vous le vivez. « Vos choix d'action sont peut-être limités, mais vos choix de pensée ne le sont pas », proclame un autre cabinet d'accompagnement RH sur la page d'accueil de son site web, citant Abraham-Hicks, un couple d'auteurs nord-américains à succès qui se sont fait connaître avec un best-seller intitulé *La loi de l'attraction. Les clefs du secret pour obtenir ce que vous désirez* (sans commentaire). Ces théories quasi mystiques semblent prendre le relais du christianisme d'antan en matière de maintien de l'ordre social : restez tranquille, les pauvres, lisez des bouquins de développement personnel et vous connaîtrez peut-être le salut éternel.

Quand le Code du travail fait de l'employeur le responsable de la santé physique et mentale de ses salariés, la « résilience » en entreprise fait des « collaborateurs » leurs propres responsables, éventuellement assistés d'un coach, souvent un ex-DRH reconverti, que l'employeur leur a généreusement payé. Ainsi, les salariés y vont pour se reconstruire « de façon socialement acceptable », c'est-à-dire sans grève, sans droit de retrait, sans pétage de câble, et puis sans prud'hommes, tant qu'à faire...

L'injonction à «surmonter» ses propres limites ne se borne pas au monde des grandes entreprises privées. C'est devenu une façon commune de «gérer» les difficultés de la vie, de toute nature. En 2004, M6 lance l'émission «Nouveau look pour une nouvelle vie». De charismatiques coachs en mode et beauté conseillent des participants pour qu'ils réforment complètement leur apparence et leur vie. Si l'émission brille depuis par ses astuces pour assortir des couleurs ou choisir la monture de lunettes adaptée à la forme de son visage, c'est l'habillement psychologique qui en fait le charme. Les participantes et participants ne se contentent pas de changer de coupe de cheveux (et d'acheter des centaines



d'euros de vêtements, centaines d'euros tombés du ciel), ils changent leur regard sur eux-mêmes et ça, ça n'a pas de prix.

Le même cocktail a fait le succès de « Cauchemar en cuisine », toujours sur la même chaîne. Dans ce programme de télé-réalité, le chef Philippe Etchebest débarque dans un restaurant au bord de la faillite et tente de sauver la situation. Comme le précise le générique, lancer un restaurant est le rêve de milliers de Français, mais qui peut vite tourner au cauchemar. Etchebest joue le client mystère, commande le plat du jour et, après force grimaces ponctuées d'expressions de dégoût, fait irruption dans la cuisine pour mettre le chef, l'apprenti et la serveuse face au « travail de merde » qu'ils font. On crie, on s'excuse, on pleure... La première partie de l'émission met en scène le laisser-aller, l'échec, le désespoir. La seconde partie est celle de la réhabilitation. Après avoir bien pleuré, on se reprend en main ! Philippe Etchebest refait la déco ringarde du restaurant, donne quelques recettes simples et sûres et, surtout, édifie psychologiquement chacun des membres du restaurant. Escalade de falaise pour surmonter sa peur, nage avec les dauphins pour retrouver sa bonté naturelle, thérapie de couple pour mieux affronter la tempête... La scène finale montre un restaurant et ses tenanciers transformés. Ils ont surmonté leurs échecs, appris de leurs erreurs et savent désormais qui ils sont.

Si ces programmes sont si réjouissants à regarder, c'est qu'ils ne vont jamais au fond de la question, puisqu'ils n'abordent en fait jamais les paramètres qui ne dépendent pas

entièrement des protagonistes que l'émission doit changer. On parle très à la marge et avec beaucoup de retenue d'hygiène de vie, de dépression ou de chômage dans «Nouveau look pour une nouvelle vie», de façon pudique de trésorerie et d'endettement dans «Cauchemar en cuisine», et jamais du salaire et des conditions de travail des salariés à qui Philippe Etchebest apprend aussi à se donner un peu plus. La phase de résilience, celle où l'on surmonte ses erreurs et où chacun agit avec détermination (juste après avoir pleuré sur fond de pop anglaise larmoyante), ne prend en compte que des paramètres individuels, mais jamais le contexte collectif ou structurel. S'il est bien normal qu'une télé-réalité grand public ne vienne pas nous plomber avec l'hypothèque d'une restauratrice fauchée (encore qu'apprendre à renégocier un crédit est certainement plus utile que les leçons psy d'un chef cuisinier), il est plus inquiétant que les récits de résilience soient devenus un thème médiatique à proprement parler, au-delà de la fiction en elle-même.

Dans un numéro spécial intitulé «La résilience, comment trouver la force en vous» et illustré par une photo du chanteur Grand Corps Malade, *Psychologie Magazine* nous donnait, en mai 2018, toutes les «clefs» pour surmonter un accident. Le chanteur, victime d'un grave accident qui l'a rendu handicapé, est interrogé par le magazine : «Équipé de sa béquille et d'une volonté de fer, Grand Corps Malade avance confiant, solide et émouvant. Rencontre avec un grand cœur résilient», nous annonce un sommaire alléchant.

Pour votre burn-out, je
vous prescris *Le pianiste* en DVD
et le dernier album de *Grand Corps
Malade*, deux fois par jour.

Et n'oubliez pas :
résilience !

Domage, le numéro ne parlera pas des structures collectives et institutionnelles qui sont censées permettre la « résilience » des victimes de handicap. Le magazine ne parle pas du retard de la France en termes d'adaptation des services publics (éducation, santé, transport, etc.) au handicap, un retard pointé par les Nations unies en 2017, et des personnes précaires et handicapées souvent isolées. La résilience n'a rien de politique, et c'est là tout le problème. En ne s'intéressant qu'à « l'attitude » et à la « force de caractère » des victimes d'un traumatisme ou d'un accident, la mode résiliente ne traite que de la partie immergée de l'iceberg. Celle qui ne dépend que de nous, et de rien d'autre.

L'injonction à la résilience n'est pas seulement inutile, elle est parfois très nocive. Le documentaire intitulé *Un monde obèse* diffusé sur Arte en avril 2020 montre comment les industries agroalimentaires du monde entier se réfugient derrière l'injonction faite aux personnes en surpoids de faire de l'exercice physique et de trouver en elles-mêmes la force de volonté pour se tirer de ce mauvais pas. La honte sociale qui pèse sur les personnes en surpoids et qui fait d'elles les seules responsables de leur état protège des industriels qui ont fait de l'ajout de sucre dans tous leurs produits une politique de réduction de coûts, leur apportant prospérité et profits. Alors que le surpoids est corrélé à de faibles revenus et à un métier pénible sur le plan horaire (travailler de nuit ou en horaires décalés favorise l'obésité), on fait comme si, à grand renfort de clips étatiques sur le thème « Manger-bouger », c'était le résultat d'un laisser-aller individuel.

Au mérite entrepreneurial ou scolaire s'est donc ajouté, ces dernières années, le mérite psychologique : regardez comme je suis fort, comme j'ai tenu le choc, comme j'ai été résilient après une épreuve. Au spectacle, diffusé dans la presse écrite, à la télévision ou sur internet, du « beau et poignant témoignage » de personnes qui auront « réussi » cet exploit, la grande majorité des gens se sentira coupable de son échec, déchargeant du même coup de leurs responsabilités l'État, les industriels et les entreprises, alliées pour perpétuer un régime capitalisme isolant les souffrances des membres de la classe laborieuse pour mieux l'écraser.

Les « petits gestes écolos », une tartuferie bourgeoise de plus

Un lien de causalité direct existe entre réchauffement climatique et développement de la mondialisation capitaliste, notamment dans sa phase financiarisée. Pourtant, depuis plusieurs années, la tendance des petits gestes écolos, individualistes et narcissiques, remplace la critique des structures et des grandes entreprises polluantes. Cette doctrine petitsgestiste consiste à dire que, si chacun y met du sien dans son coin, on peut venir à bout de tous les problèmes. Vision dépolitisée et inconséquente de la lutte pour la préservation de notre environnement, elle postule donc que l'addition de choix individuels suffirait, rendant inutiles d'autres méthodes, comme – au hasard – nationaliser des entreprises ou renverser le capitalisme.

Selon cette doctrine, c'est l'humain, en général, qui serait responsable de « l'anthropocène » et de la catastrophe écologique. Il faudrait donc demander au paysan bosniaque qui cultive son modeste champ sans engrais, possède un petit téléviseur et ne part pas en vacances de « faire des efforts pour sauver la Terre ».

En réalité, ce sont bien les classes bourgeoises de l'ensemble de la planète qui ont un mode de vie dispendieux, avec leurs voyages en avion (l'hiver dans les Alpes, l'été à Mykonos, l'automne à Bali), leurs résidences secondaires... Et, surtout, ce sont elles qui ont mis en place, dirigent et promeuvent, directement ou non, le système capitaliste, seul véritable responsable de la catastrophe écologique.

Le bourgeois petitsgestiste a donc beau jeu de se dire écolo puisqu'il ne se donne en vérité que de petits objectifs qui ne l'affecteront qu'à la marge : pratiquer le zéro-déchet mais être cadre dans le marketing, manger bio mais voyager aux quatre coins du monde pour se « ressourcer » dans des paysages luxuriants – et exploser son

empreinte carbone au passage¹ –, etc. Mais leur réussite lui apportera une satisfaction morale narcissique dont il saura bien sût se prévaloir... voire tirer une raison de plus de mépriser ces « beaux » de Gilets jaunes qui manifestent pour pouvoir continuer à rouler au diesel.

C'est bien la preuve que, pour le bourgeois – aisé ou non –, l'écologie petitsgestiste est un loisir de distinction sociale comme un autre et un point de capital symbolique en plus.

Nous séparer pour détruire notre puissance collective

En 1895, un anthropologue du nom de Gustave Le Bon, très bien introduit au sein de la petite société parisienne, publie un essai qui deviendra un classique de la pensée bourgeoise, au point de figurer parmi les « 20 livres qui ont changé le monde » dans le classement du journal *Le Monde* et des éditions Flammarion en 2010 : *Psychologie des foules*.

Quelques années après la révolution avortée de 1871 et alors que les grèves ouvrières insurrectionnelles se multiplient dans tout le pays, Gustave Le Bon enseigne à l'élite intellectuelle et politique du pays que le comportement d'individus réunis n'est pas du tout le même que celui d'un individu isolé. Si ce dernier peut être rationnel, responsable et faire face à ses émotions, une foule forme une entité amonale, pulsionnelle et hystérique. Par conséquent, ses menées sont forcément dangereuses mais heureusement, selon Le Bon, aisément manipulables.

¹ Aurélien Bigo, « Prendre l'avion pollue encore plus qu'on ne l'imagine », *Slate*, 9 mai 2019.

Depuis, chaque mouvement collectif est sévèrement scruté de la part de la classe dirigeante et médiatique, et assimilé non pas à l'expression rationnelle d'individus se rassemblant pour se révolter face à une injustice mais à une masse émotive qu'il s'agit simplement de disperser à coups de bombes lacrymogènes et de tirs de LBD. On attribue aux ministres de l'Éducation Jack Lang puis Luc Ferry l'expression suivante, au sujet des manifestations de lycéens : « Les lycéens, c'est comme le dentifrice : quand ils sont sortis du tube, on ne peut plus les faire rentrer. » Un siècle plus tôt, Gustave Le Bon comparait la foule ouvrière à une bête ; désormais, une foule lycéenne est amalgamée à une pâte.

Depuis l'époque de Le Bon, la bourgeoisie se méfie donc des foules comme du lait sur le feu, car celles-ci seraient incapables de gérer leurs émotions... au contraire d'un individu « résilient ». D'où les stratégies développées pour étouffer les contestations sociales, consistant à séparer les individus¹.

La colère des ouvriers lors des fermetures d'usines qui se sont succédé depuis la crise financière de 2008 a par exemple subi un tel traitement : aux piquets de grève a été opposé un reclassement « au cas par cas » et individuel, pour permettre à chacun de se reconstruire ailleurs, sans aller questionner la responsabilité de ce qui leur arrivait. La logique de la résilience, promue par le patronat et le gouvernement, s'oppose directement à celle de la rébellion, prônée par les

¹ Voir aussi à ce sujet la section « "Dialogue social" : imposer le monologue bourgeois » dans le chapitre suivant.

syndicalistes les plus radicaux. D'un côté, il s'agit d'accepter l'événement et de se mobiliser individuellement pour y faire face – atelier d'écriture de CV, formation à de nouveaux métiers, reconversion professionnelle – et, de l'autre, de remettre en cause le bien-fondé des licenciements et lutter collectivement pour obtenir le maintien de l'emploi, voire de reprendre en main l'outil de production à la place de ceux qui tentent de le liquider.

Dans cette logique, l'exploit des salariés de l'usine Fralib à Gémenos, à côté de Marseille, est à l'opposé de la résilience promue par la bourgeoisie. Plutôt que d'accepter des chèques individuels et un hypothétique reclassement au sein du groupe Unilever, propriétaire de cette usine de thé, les salariés ont occupé le site pendant plusieurs années et se sont battus pour obtenir la reprise en coopérative de leur entreprise. « La lutte se termine ici, à Fralib, mais elle va se poursuivre puisqu'il va falloir pérenniser notre activité, déclarait le délégué syndical CGT de Fralib à la suite de leur victoire. Nous avons peut-être ouvert une brèche et apporté une lueur d'espoir sur la défense de l'emploi et le potentiel industriel en France. Il n'y a pas de fatalité face à une multinationale. »

RÉQUISITION



reclassement
individuel



ПРОЕКТ ФРАНЦ

VERROUILLER L'ORDRE SOCIAL

NOUS VIVONS EN DEMOCRATIE. Les citoyens sont libres et égaux en droits et souverains dans la cité via leurs représentants qu'ils élisent grâce à leur droit de vote. Non, le gouvernement n'agit pas comme dans une dictature : il n'a de cesse de consulter les partenaires sociaux, de communiquer avec pédagogie. Lorsqu'un problème sociétal émerge, le gouvernement organise une grande consultation, qui réunit des membres de la société civile et les organisations patronales et syndicales et qui débouche sur des mesures concrètes et efficaces satisfaisant toutes les parties prenantes.

*Dans les entreprises, les employeurs se battent pour préserver l'emploi malgré les charges sociales qui les écrasent. Le gouvernement et le patronat promeuvent à raison le **dialogue social** pour surmonter les difficultés : chacun sera écouté s'il souhaite s'exprimer, mais toujours dans le cadre d'une discussion franche et sincère entre **collaborateurs**.*

Le conflit social, les grèves, les manifestations sont toujours une défaite du dialogue, généralement causée par certains syndicats extrémistes, l'incompétence économique des manifestants ou la propension

typiquement française à avoir peur du changement. Malheureusement, une **grogne sociale** épisodique prend souvent en otage la majorité des citoyens, qui souhaitent qu'on les laisse travailler en paix, et le gouvernement a raison de ne pas céder au chantage de la rue. D'ailleurs, la **violence** est inacceptable mais les casseurs, black blocs et autres ultras l'attisent lors des manifestations. Ils n'hésitent même pas à agresser la police républicaine et l'obligent à répondre, ce qu'elle fait toujours de manière proportionnée et légitime.

Et puis, en démocratie, si l'on n'est pas content, on vote ! De la droite à la **gauche** : il y a le choix. Mais les classes populaires, qui peuvent parfois être attendrissantes lorsqu'elles ne sont pas en train de se plaindre (elles ne se rendent pas compte qu'elles ont bien de la chance de vivre dans un pays aussi protecteur que la France), ne comprennent rien à la politique : la preuve, elles votent pour l'extrême droite ou s'abstiennent. Heureusement, au second tour des présidentielles, la majorité entend toujours raison, faisant massivement barrage au Rassemblement national.

« Dialogue social » : imposer le monologue bourgeois

DIALOGUE SOCIAL : Ensemble des démarches menées à l'échelle de l'État, des collectivités ou des entreprises visant à mettre en scène une discussion ouverte et permanente entre secteurs de la société, y compris entre les personnes qui ont des intérêts divergents. Ce faisant, les artifices du dialogue social renvoient le conflit à quelque chose de négatif

et de répréhensible, tandis que le « dialogue » est valorisé, même s'il est inégalitaire, inefficace et vain.

Les gouvernements néolibéraux et les entreprises les plus socialement régressives se sont faites les chantres du « dialogue social », pour aboutir au paradoxe suivant : plus on dialogue, plus ils décident. Il n'empêche que le dialogue social est l'alibi ultime de l'ordre dominant, celui qui permet à ses partisans d'affirmer que tout reste ouvert, tout est sujet à consultations et à grands débats, et qu'il n'y a donc pas matière à s'énerver.

« Muriel Pénicaud, le dialogue social pour méthode » : avec un titre enthousiaste, *Le Journal du dimanche* nous présentait la nouvelle ministre du Travail, en mai 2017, sous son meilleur jour. « Le parcours de la ministre du Travail Muriel Pénicaud est constitué d'allers-retours entre le public et le privé. Avec un leitmotiv : le dialogue social », nous prévenait l'introduction de l'article. On apprend dans ce « portrait » qu'elle est issue de la « société civile » parce qu'elle n'a pas fait que de la politique mais qu'elle a aussi été directrice des ressources humaines. « C'est chez Danone que Muriel Pénicaud assoit sa réputation de femme ouverte au dialogue social », nous indique l'article.

Ouverte au dialogue social... ou au plan social ? Quelques années plus tôt, en 2013, Muriel Pénicaud avait réalisé une belle plus-value de 1,3 millions d'euros sur ses stocks options, après avoir orchestré le départ de 900 personnes. En effet, comme tous les hauts cadres récompensés pour leur fidélité

aux actionnaires, elle disposait de stock-options qui prirent de la valeur grâce à ce dégraissage en règle, lui rapportant plus d'un million d'euros. Cette vilaine polémique n'est pas parvenue à ternir l'image médiatique de la ministre DRH fan du « dialogue social ».

Pas plus que ses ordonnances réformant le Code du travail, qui ont réduit d'un tiers le nombre de représentants du personnel en France. Il peut sembler contradictoire de réduire les capacités de négocier des salariés face à leur employeur tout en prônant le dialogue social. C'est pourtant tout à fait cohérent.

Muriel Pénicaud, reine du dialogue social, a su pousser cet art bourgeois à son apogée. Elle a inspiré le reste du gouvernement, qui n'a de cesse d'organiser des grandes consultations, des grands débats, tout en maniant la matraque et l'état d'urgence avec fermeté. Le dialogue social est le simulacre de démocratie qui donne son supplément d'âme à l'autoritarisme bourgeois, la comédie qu'il nous rejoue à intervalles réguliers pour éviter le conflit. Cette comédie a des acteurs, un script, une chute (toujours la même) et des coulisses.

Les acteurs : des syndicats jaunes aux « membres de la société civile »

Les débuts du capitalisme n'eurent pas besoin de faire semblant de parler avec les travailleuses et les travailleurs : ordre répressif contre le mouvement ouvrier, absence de droit du travail, élections qui ne donnaient voix au chapitre qu'à une minorité de la population (les personnes modestes et les femmes en étaient exclues)...

La monarchie constitutionnelle, régime parlementaire bourgeois mis en place à l'issue de la Révolution de 1789, fait passer une loi très explicite pour empêcher l'action collective des travailleurs : connue sous le nom de loi Le Chapelier, elle précise dans son article 8 que « tous attroupements composés d'artisans, ouvriers, compagnons, journaliers, ou excités par eux contre le libre exercice de l'industrie et du travail [...] seront dissipés par les dépositaires de la force publique, sur les réquisitions légales qui leur en seront faites, et punis selon toute la rigueur des lois sur les auteurs ».

Tout au long du XIX^e siècle, le combat contre les monarchies et les empires rassemble les partisans de la république bourgeoise, celle qui protège les affaires et le commerce contre l'arbitraire des rois et les guerres des empereurs, et la république sociale, celle qui libère la classe ouvrière du joug qu'elle subit dans la rue comme dans les usines en s'en prenant aux propriétaires de moyens de production. Ce front éclate en 1848, et les débuts de la République française telle qu'on la connaît continuent de bafouer les droits des ouvriers pendant plusieurs décennies. Par conséquent, en l'absence de possibilité de s'exprimer sur la scène publique, les représentants du mouvement ouvrier s'organisent dans la clandestinité, et le rapport de force vis-à-vis des possédants s'exerce par la grève d'un côté et par la répression de l'autre.

Les choses changent en 1884, quand la loi instaure la liberté syndicale. Il est désormais possible de se rassembler et de mener des combats collectifs sur son lieu de travail. La loi

de 1901 qui consacre la liberté d'association constitue aussi un grand progrès dans notre histoire sociale. Mais aussi une nouvelle donne à laquelle le patronat doit s'adapter. En 1899, après une longue et dure grève au Creusot, dans les usines Schneider, le gouvernement accorde ainsi aux employeurs le droit de former leurs propres syndicats.

C'est l'industriel Eugène Schneider qui est le premier à s'en saisir, en créant un syndicat que le préfet de Saône-et-Loire de l'époque décrit comme « composé d'ouvriers favorables au patron et n'[ayant] d'autre but que d'entraver l'action du premier syndicat, organisé après la première grève dans un but d'émancipation ouvrière ». L'appellation de syndicat « jaune » en opposition aux syndicats « rouges » se diffuse au début du xx^e siècle, et devient rapidement une insulte désignant par extension les salariés qui refusent de rejoindre une grève lorsqu'elle est déclenchée.

La pratique du syndicalisme jaune est toujours très répandue dans les entreprises françaises. Dans une enquête sur les stages de formation de DRH, le sociologue Baptiste Giraud rapporte les propos d'une responsable des ressources humaines étant parvenue à « affaiblir un délégué syndical avec qui elle entretient des relations très conflictuelles, en créant de toutes pièces une liste concurrente (sous le sigle de la CFTC) composée de salariés recrutés par ses soins en échange d'une promesse de promotion professionnelle, et dont elle a su faciliter la victoire aux élections professionnelles¹ ».

1 Baptiste Giraud, « Derrière la vitrine du "dialogue social" : les techniques managériales de domestication des conflits du travail », *Agone*, n° 50, 2013, p. 33-63.

Le script : consulter, dialoguer, diviser et bien faire ce que l'on veut

Que cela soit au plan national comme local ou dans les entreprises, des mécanismes bien rodés de gestion de la colère sociale ont été mis au point pour faire avaler la financiarisation de l'économie et les brutales « réformes » liées à la logique néolibérale. De telle sorte qu'il est possible de distinguer un scénario préconçu, une tactique de liquidation du débat tout en lui donnant une apparence démocratique, qui se répète systématiquement.

Face à la colère et à la défiance, « nos portes sont grandes ouvertes », ne cessent de répéter gouvernements et directions d'entreprise. Parler, échanger, dialoguer : tout est possible. Ainsi, il n'est pas une loi néolibérale qui ne passe pas par un intense processus de concertation des « partenaires sociaux ». Ce terme désormais consacré dans le discours managérial et la politique est lui-même porteur de négation des divergences d'intérêt entre salariés d'un côté et patronat et actionnaires de l'autre. « Partenaires » de fait, ils n'ont a priori pas intérêt au conflit, puisqu'ils veulent la même chose : la réussite de l'entreprise.

Cette vision de l'entreprise comme un lieu de concorde n'a rien de novateur. Elle a connu son heure de gloire sous le gouvernement du maréchal Pétain, qui avait instauré le 1^{er} mai, journée de commémoration importante du mouvement ouvrier, hommage à des ouvriers tués par la police aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle, comme « fête du Travail et de la Concorde sociale ». L'idée forte portée par Pétain et

ses sbires était d'affirmer, contre le mouvement ouvrier, que l'entreprise était un lieu d'intérêts convergents, où la hiérarchie devait être acceptée et valorisée.

Le « dialogue social » est la version contemporaine de cette « concorde sociale ». Pour le ministre du Travail « socialiste » François Rebsamen, concepteur de la loi du même nom qui a développé les marges de manœuvre des employeurs en matière de négociation en entreprise (en dérogation au Code du travail), « le contrat de travail n'impose pas toujours un rapport de subordination entre employeur et salarié : il est signé par deux personnes libres qui s'engagent mutuellement ». Dans cette déclaration faite au Sénat en mars 2015, il consacrait la vision patronale du travail, contre laquelle précisément le Code du travail avait été édifié, prenant acte d'une inégalité de fait entre l'employeur et le salarié : chacun vient librement, et accepte librement un lien libre de subordination. Par conséquent, pourquoi s'énerver ?

Hélas, il y en a toujours qui s'énervent. Ceux-là, on les appelle les syndicats radicaux ou extrémistes. C'est la CGT, Solidaires, et tous les gens qui ne sont pas « ouverts au dialogue » et aiment manifester pour un oui ou pour un non. Mais heureusement, à côté d'eux, il y a les syndicats « réformistes », qui sont « pragmatiques », « prêts à discuter » et toujours de bonne volonté pour « dialoguer ». C'est le cas de la CFDT, de la CFTC et de l'UNSA.

La CFDT est un cas très intéressant parce que, depuis 1995, ses dirigeants signent et applaudissent les réformes



néolibérales, y compris quand elles réduisent les droits des travailleurs. Dans les années 1970, ce syndicat était pourtant à la pointe d'une alternative au capitalisme qui s'appelait l'autogestion. Donner le pouvoir aux salariés sur leur entreprise. Et puis, petit à petit, s'accommodant de tout et accompagnant les gouvernements « socialistes » successifs dans leur recul, la CFDT a liquidé sa pensée originelle.

« L'autogestion? Je le dis : je me sens un héritier de ce courant-là, qui est encore très vivace », expliquait Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, à Jean-Michel Dumay, journaliste au *Monde diplomatique*¹. Puis, à la réflexion : « En fait, on ne le dirait plus comme cela. Moi, je crois à la codécision et à la coconstruction. » Quelqu'un comme lui pense en effet qu'il y a une possibilité de « codécider » dans des entreprises gérées comme des machines à cash pour les actionnaires. Ce qui fait de lui un « bon élève », en symbiose avec les directions patronales qui pensent tout pareil.

Au niveau des entreprises, cet art est un peu plus subtil, comme le raconte Baptiste Giraud dans son immersion en

¹ Jean-Michel Dumay, « CFDT, un syndicalisme pour l'ère Macron », *Le Monde diplomatique*, juin 2017.

stage de management : « La division étant ce qui fonctionne le mieux, les consultants expliquent, face à un parterre de DRH : “Les plénières, ce n’est que du théâtre, parce qu’on est face à des syndicats qui sont en interaction les uns avec les autres. En bilatérales, les types se livrent plus facilement et vous disent jusqu’où ils peuvent aller, quels sont les enjeux pour eux de la négociation. C’est très utile surtout pour celles avec qui vous voyez qu’un accord est possible, car ça vous permet de leur dire aussi jusqu’où vous irez au terme de la négociation, de trouver un terrain d’entente. [...] Bon, moi, par exemple, je laissais toujours entendre à la CFDT que je lâcherais deux ou trois trucs. Ils le savaient, ce qui permettait quand même de savoir où on allait dans la négociation, même si chacun jouait son rôle¹. » »

Leur leçon de paix sociale ne s’arrête pas là, et le truc suivant a cours dans moult entreprises : « Lorsque c’est possible, il faut toujours chercher à traiter individuellement le cas des meneurs », enseigne un consultant. Un exemple est donné par son collègue : « [Les “meneurs” étaient] des jeunes, peu diplômés et sans perspective d’évolution professionnelle. Eh bien, après une grève, le DRH leur a proposé à chacun de partir dans d’autres entreprises du groupe, avec la perspective de voyager à travers le monde pendant plusieurs années, de se qualifier et d’avoir des possibilités d’évolution². » Malin.

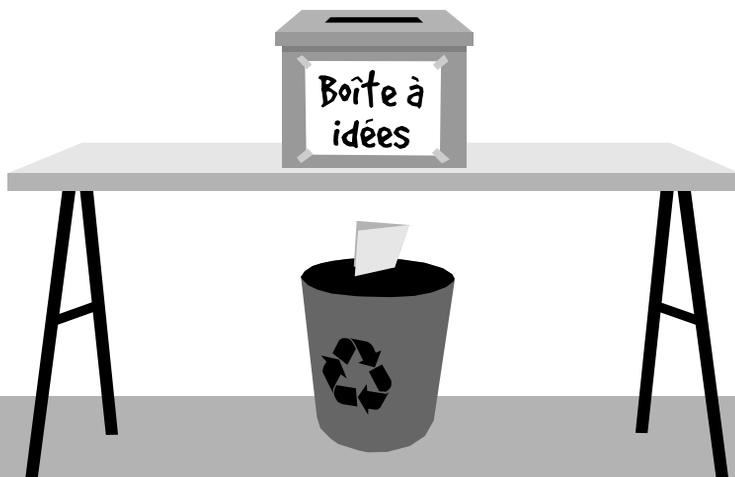
L’art managérial de gérer le conflit est résumé en une phrase au cours de la même formation : « Un bon délégué

1 Baptiste Giraud, « Derrière la vitrine... », *art. cit.*

2 *Ibid.*

du personnel, il va chercher à faire du collectif à partir d'un problème individuel. Un bon DRH, ça fait l'inverse! »

Les gouvernements successifs, et en particulier ceux de l'ère Macron, ont fait leur cette devise. Plutôt que de discuter avec des collectifs, ils cherchent de plus en plus à s'adresser aux individus. Chaque loi est désormais précédée d'une « grande phase de consultation » qui se réalise sur une plateforme, où chaque citoyen se voit invité – en tant que citoyen (et non en tant que salarié, que syndicaliste...) – à venir déposer ses petites doléances personnelles. Pour la réforme des retraites, une plateforme a été mise en ligne, et l'on y trouve désormais le message suivant : « Vous avez été nombreux à nous faire part de vos idées, de vos questions sur la plateforme en ligne et lors des débats citoyens – soyez-en remerciés. » En gros, c'est « merci pour ce moment », puisqu'il n'y a pas eu de réelle suite à cette consultation. Chacun a pu donner son avis en ligne, sans savoir comment il allait être traité ou intégré. Et le gouvernement a choisi d'en diffuser ce qui l'arrangeait, c'est-à-dire pas grand-chose. C'est sur une vague



page web qui n'a pas fait l'objet d'une mise en avant de sa part qu'on trouve quelques résultats, notamment le fait que les citoyens consultés étaient majoritairement défavorables à ce que la valeur du fameux « point », qui structurait le projet de régime universel des retraites, puisse baisser. Ce qui a ensuite été tout de même défendu par le gouvernement, à coups de gaz lacrymogène et de tirs de flashball dans la rue.

Car le dialogue social, y compris dans ses versions les plus individualisées, n'est bien qu'une grande farce, dont ceux qui dominant le rapport de forces feront ce qu'ils veulent, et que les dominés peuvent difficilement refuser sous peine de se voir taxés de colériques fermés au dialogue.

En rupture avec cette routine rassurante, le mouvement des Gilets jaunes fut une période traumatisante pour la bourgeoisie française parce qu'elle se trouvait pour la première fois depuis des décennies face à une force anonyme, incontrôlable et surtout rétive à négocier – le moindre de ses leaders qui se rendait à des réunions de « dialogue social » à Matignon était conspué sur les réseaux sociaux. Les tentatives pour y parvenir se sont heurtées aux désirs des représentants Gilets jaunes de filmer en direct leurs échanges, totalement à rebours des pratiques managériales de discussion opaques et bilatérales « entre partenaires sociaux ».

Il a donc fallu déployer d'intenses moyens de propagande pour mettre en œuvre le « Grand Débat national », sorte d'ultime tentative pour calmer le pays à coups de « dialogue social ». Il s'est agi en réalité de shows qui n'auraient pas déplu à des nostalgiques des régimes soviétiques. Le simulacre de

débat poussé à son paroxysme n'a pas choqué la presse qui a salué le caractère courageux et innovant du procédé. Une cinquantaine d'intellectuels, chercheurs, économistes, se sont prêtés au jeu et sont venus « débattre » avec le président, deux minutes chacun pour poser une question, des heures pour écouter le grand dialogueur leur répondre.

Pour un résultat... inexistant. Déçue, France Télévision constate, un an plus tard, qu'il n'y eut aucune synthèse des milliers de contributions émanant des débats : « En Corrèze, à Tulle, ils sont conservés dans des cartons nichés au 3^e étage, sur une étagère. Et c'est pareil pour les 16 337 cahiers : pour en avoir une vue d'ensemble, il faudrait donc faire le Tour de France¹ ! » Oui mais dans le monde capitaliste, il y a un temps pour le dialogue qui ne mène à rien et un autre pour générer le profit.

1 « Grand débat national : un an après, le contenu introuvable des cahiers de doléances », « L'Œil du 20h », France 2, 14 janvier 2020.



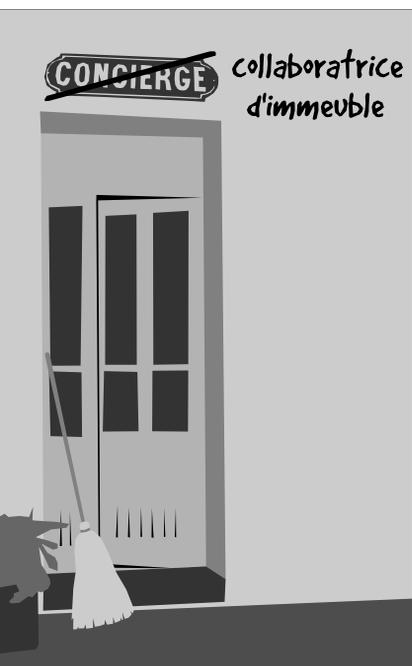
TRES CHERS BOURGEOIS
DESOLE DE VOUS DERANGER
POURRIONS-NOUS TOUTE.S
VIVRE DIGNEMENT SVP ?

« Collaborateur » : quand le bourgeois dit faire de vous son égal pour mieux vous mettre à genoux

Collaborateur/collaboratrice : Mode de désignation des salariés, employés et subordonnés dans la plupart des entreprises contemporaines, ainsi que dans le discours médiatique et politique. Notons que ce mot a connu un retournement historique stupéfiant. Durant la deuxième guerre mondiale, il désignait les partisans d'une collaboration avec l'envahisseur nazi avec, en option, l'assistance à la déportation de Juifs. Désormais, il désigne les personnes qui signent un contrat de travail pour collaborer à la croissance des profits d'une entreprise privée. Notre langue est décidément pleine de surprises !

« Nos collaborateurs : l'énergie qui fait avancer notre groupe », annonce fièrement Total sur son site web. À la suite d'une acquisition juteuse, le PDG du laboratoire pharmaceutique Abbvie explique au magazine *L'Usine nouvelle* début mai 2020 : « C'est un grand moment pour l'entreprise et tous nos collaborateurs. Nous sommes en train de créer le quatrième plus grand laboratoire mondial, c'est donc un nouveau chapitre stratégique. » N'est-ce pas surtout un grand moment pour les actionnaires ?

On doit cette évolution langagière dans le monde du travail à une mode managériale relativement récente, diffusée sous le concept d'« expérience collaborateur ». L'expérience collaborateur consisterait à s'inspirer de la notion commerciale « d'expérience client » pour traiter ses salariés. En gros, leur faire passer un bon moment dans l'entreprise. *L'Expérience collabo-*



rateur. Faites de vos employés les premiers fans de l'entreprise! est le titre enthousiaste d'un livre à succès publié en 2017.

L'idée est de prendre soin de ses salariés en leur faisant sentir qu'ils sont autre chose que des employés soumis. C'est que le dictionnaire *Le Petit Robert* le définit lui-même comme « personne qui travaille avec une ou plusieurs autres personnes à une œuvre commune ». C'est beau. Paradoxalement, ce terme flatteur s'est popularisé à mesure que le droit du travail se réduisait, sous le coup des lois El Khomri et Pénicaud, et que la souffrance au travail augmentait, à en croire les enquêtes récentes en la matière.

L'épidémie de coronavirus a d'ailleurs nettement mis en évidence que certains étaient plus collaborateurs que d'autres. Ainsi, il y a le collaborateur ouvrier ou employé, contraint de se rendre sur son lieu de travail et de s'entasser dans les transports en commun, et le collaborateur cadre ou patron, qui peut télétravailler.

Car derrière la sympathique volonté « inclusive » de vous traiter comme si vous étiez l'égal du patron et de l'actionnaire, « l'œuvre commune » reste le monopole des possédants. Aucun effort significatif n'accompagne donc votre transformation de « salarié » en « collaborateur » de la part de votre employeur. Par contre, on en attend beaucoup plus de votre part : vous n'êtes plus un simple subordonné mais bien quelqu'un qui collabore et dont on attend souplesse, bonne volonté et, surtout, « engagement ».

Un salarié peut vouloir faire respecter à la lettre son contrat de travail mais un « collaborateur » ne doit pas être aussi tatillon, car il doit être en empathie avec les objectifs de l'entreprise ! L'inverse n'est pas vrai : votre vie, on s'en tape, merci de laisser vos problèmes perso à la porte de la boîte. Mais, par contre, votre engagement est primordial !

En faisant comme si nous étions leurs égaux, les actionnaires et le patronat nient le rapport de domination qu'ils exercent sur nous via

un contrat de travail, pour mieux nous priver des contreparties qu'il comporte : temps de travail prédéfini, salaire fixe, mission claire.

Un bon collaborateur sera donc un salarié qui fait plus que ce que prévoit son contrat de travail. Il « s'implique », « s'engage », « ne compte pas ses heures » et embrasse ainsi des intérêts qui sont contraires aux siens, puisqu'il ne bénéficiera pas de l'augmentation du profit qu'il génère. Comme un Français solidaire des Allemands en 39-45, en somme.

Le dialogue social... entre-soi

Il serait faux de dire pour autant que les gouvernements, les directions de grandes entreprises bancaires ou industrielles ne débattent pas. Le dialogue y est au contraire une valeur primordiale... mais entre-soi.

Muriel Pénicaud a le dialogue social tellement en elle qu'elle s'est entourée, dans son cabinet, d'un cadre du Medef. Ce qui lui permet de dialoguer plus facilement avec le patronat. Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État à l'Écologie, était lobbyiste en chef pour le groupe Danone. L'agroalimentaire faisant partie des secteurs les plus polluants, il est tout naturel que cette industrie y envoie un représentant au ministère de l'Écologie. On imagine que le dialogue est fluide.

Un parcours comme celui d'Emmanuel Macron n'est qu'une histoire de dialogue social réussi – au sein de la classe bourgeoise. Il a le parcours type de l'homme politique français : après l'ENA, il intègre l'Inspection générale des finances qui est un véritable « État dans l'État », promise aux mieux classés et qui permet de se construire un réseau pour réus-

sir en politique ou dans une grande entreprise française, et débarque ensuite à la banque d'affaires Rothschild.

Si les inspecteurs des finances sont des recrues particulièrement recherchées des banques d'affaires, c'est parce que leur réseau et leur connaissance intime des rouages de l'État sont utiles aux négociations entre entreprises que ces banques mènent, mais aussi pour tirer parti le mieux possible du bien public.

Le reste de sa carrière n'est qu'une suite de dialogues fluides et constructifs : pour lever les fonds nécessaires à sa campagne « hors partis », son équipe organise des dîners et des déjeuners avec des patrons exilés à Londres (pour échapper aux contraintes du droit du travail français) ou à Bruxelles (pour échapper à l'ISF)¹. Contrairement au grand débat national, les résultats de ces échanges se font vite sentir : quelques mois après son arrivée au pouvoir, il accélère la liquidation du droit du travail français et supprime l'ISF.

Alors, qui a dit qu'on ne pouvait pas discuter ?

« Violence » : délégitimer la nôtre pour masquer la leur

VIOLENCE : Terme politique et médiatique pour désigner un syndicaliste qui parle trop fort, une gilet jaune qui casse la vitrine d'une boutique de luxe lors d'une manifestation ou une grève des transports – tellement violente qu'elle en

1 « Enquête : Les puissants donateurs qui ont propulsé Macron... et leurs récompenses », *Frustrationmagazine.fr*, mai 2018.

devient une « prise d'otage ». Ce terme ne s'applique pas au fait, pour un policier, de viser l'œil d'un manifestant avec son flashball (préférez le terme de « bavure policière », ou bien de « maladresse »), à la façon dont les chômeurs et les allocataires des minima sociaux sont traités sur un plateau télé, ou encore aux conditions de travail dégradées de nombre de salariés (appelez ça plutôt la « recherche de compétitivité »).

« Je récuse le terme de violences policières, la violence est d'abord dans la société », déclarait Emmanuel Macron, le 30 janvier 2020. Les victimes de tir de flashball et de clef d'étranglement apprécieront. Si la question de savoir si ce sont les policiers qui sont violents où la société qui crée la violence (un peu comme les jeux vidéo finalement) semble constituer un débat sans fin dans les milieux médiatiques et politiques, les bris d'objets et de vitrines lors de manifestations ne font pas l'objet d'une telle discussion conceptuelle.

La bourgeoisie est passée maître dans l'art d'accuser de « violence » tout ce qui lui porte préjudice : manifestations « violentes » contre ses intérêts, « casse » matérielle (pas sociale, cela va de soi), propos contre tel membre du gouvernement ou tel éditorialiste de cour... Or, dans l'Histoire jusqu'à aujourd'hui, la « violence » des classes laborieuses est le fruit de frustrations économiques fortes, d'injustices sociales particulièrement criantes et de répressions brutales de la part de la police (ou de l'armée) au service d'un ordre social capitaliste et inégalitaire, sans même parler des pro-

pos méprisants qui sont tenus quotidiennement à leur égard dans des médias monopolisés par les classes dominantes.

Histoire de la violence bourgeoise

C'est un lieu commun que d'entendre que la guerre est le résultat de la « folie humaine ». Aussi est-il utile de rappeler que la bourgeoisie utilise les classes laborieuses pour ses basses œuvres dans des guerres d'une rare violence.



Ces guerres se justifient bien souvent plus par la défense d'intérêts politiques, économiques ou géopolitiques que par celle d'un peuple ou d'une nation en danger face à une menace extérieure. La première guerre mondiale de 1914 à 1918 en est ainsi la plus flagrante illustration.

« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels », disait l'écrivain Anatole France. Dès 1891, l'Internationale socialiste invite « tous les travailleurs à protester, par une agitation incessante, contre toutes les tentatives de guerre ». Mais au déclenchement de la guerre, les chefs syndicalistes et socialistes vont renoncer à leurs positions révolutionnaires pour s'engager dans la défense du pays au sein de l'Union sacrée.

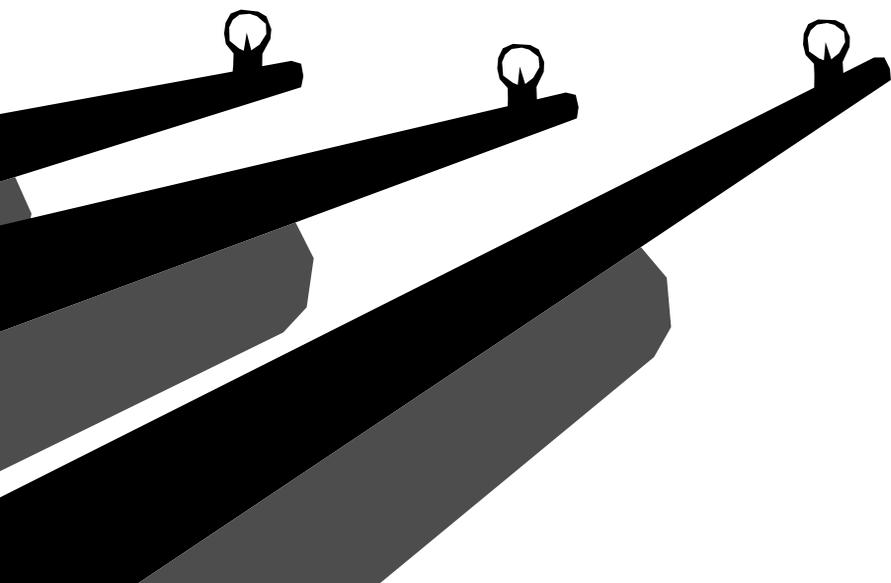
Cette guerre opposa en réalité, d'un côté, les grands bourgeois des affaires et des banques, le clergé et une presse belliqueuse (qui l'est tout autant de nos jours) à, de l'autre, une génération de jeunes paysans, ouvriers, employés, prolétaires promis au massacre. L'occasion pour les premiers de reprendre en main les seconds, depuis longtemps tentés par le socialisme et la révolution. Les grandes puissances mondiales voulaient de longue date cette guerre pour s'approprier colonies et autres richesses de leurs rivales et écraser les idées révolutionnaires qui gagnaient de plus en plus l'Europe. Résultat, ce sont les classes laborieuses de tous les pays qui sont envoyées au front, qui deviendra une véritable boucherie : dix millions de victimes, dont les soldats indigènes venus des colonies (Ouest-Africains, Algériens...).

La rhétorique guerrière est un moyen de propagande utilisé encore aujourd'hui par les classes dominantes. Lors de la crise du coronavirus, le 16 mars, Emmanuel Macron prononce à six reprises, d'un ton grave, « nous sommes en guerre » (après avoir parlé « d'union sacrée » dans un premier discours, le 12 mars), pour inciter à faire front commun face à l'épidémie. Ce sont ainsi les *premiers de corvée*, caissières, aides-soignants, éboueurs, etc., qui ont continué à travailler pendant le confinement pour faire vivre le pays, souvent payés une misère et sans protections dignes de ce nom (masques et gants, gel hydroalcoolique...), tandis que les « premiers de cordée » étaient à l'abri en télétravail chez eux. Quant à la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, elle n'a pas hésité à accuser les représentants du secteur du BTP de faire preuve de « défaitisme » quand ils ont exprimé leur impossibilité de faire continuer le travail tout en protégeant les salariés. Était-elle au courant que « défaitisme » était le qualificatif utilisé pendant la première guerre mondiale pour dénoncer et condamner celles et ceux qui s'opposaient à la boucherie en cours ?

« On a toujours eu et l'on aura toujours besoin de la bourgeoisie pour faire la Révolution. » Cette affirmation, couramment admise dans les discussions quotidiennes depuis nos manuels d'histoire, est à moitié vraie. Sans elle, il n'y aurait en effet jamais eu de Révolution française, première étape pour mettre fin à la société de castes qu'était l'Ancien Régime. Mais, une fois au pouvoir, elle n'a pas hésité, au cours du XIX^e siècle, à tromper

le peuple laborieux à plusieurs reprises, ou à l'empêcher de faire valoir ses droits par de violentes répressions opérées dans le sang et la douleur, lorsque ses intérêts matériels, financiers et politiques se sentaient menacés. La révolution de 1848 et la Commune de Paris étant les deux plus importants épisodes de cette histoire.

La révolution de 1848 n'est jamais commémorée, pour mieux faire oublier la violente répression contre les classes laborieuses de la part d'une bourgeoisie passée maître dans l'art de la trahison. De 1845 à 1846, les plus pauvres subissent de mauvaises récoltes et d'importantes famines. À cela s'ajoute une crise industrielle, un chômage qui s'accroît. Des sociétés de résistance d'ouvriers se composent et la conscientisation révolutionnaire gagne en intensité chez les ouvriers, les étudiants, les boutiquiers, les commerçants et la petite bourgeoisie. Parallèlement s'organisent des banquets pour mettre en place le suffrage universel, interdits par le roi des Français Louis-Philippe et le chef du gouvernement François



A stylized illustration of a worker standing next to a vertical grey bar. The worker is wearing a grey hard hat, a grey long-sleeved shirt, a grey safety vest with two horizontal white reflective stripes, and grey trousers. The worker's face is obscured by a black silhouette.

Guizot le 22 février, à Paris. La Garde nationale, pourtant composée de bourgeois, manifeste bruyamment son opposition au ministère Guizot. Bientôt, la fusillade se fait entendre : deux compagnies de ligne tirent sans sommation, à bout portant, sur un groupe d'ouvriers chantant la *Marseillaise*; elle fait 52 morts. Des cadavres sont déposés sur un chariot par les manifestants et sont « promenés » à travers Paris, ce qui relance l'insurrection : le roi Louis-Philippe fuit en Angleterre et la II^e République est proclamée.

Le peuple est victorieux... mais pas pour longtemps. L'aristocratie financière de l'époque se lie à la bourgeoisie commerçante et industrielle afin d'éliminer toute opposition socialiste. Les fusillades s'enchaînent dans Paris et, le 15 mai, Auguste Blanqui et Raspail, figures de la révolution, sont arrêtés. Le général Cavaignac du ministère de la Guerre obtient les pleins pouvoirs et la répression est d'une extrême violence : 12 000 prisonniers, 3 000 morts, 4 000 déportés sans jugement selon les chiffres officiels (ceux des historiens sont bien plus élevés) et les survivants sont enfermés dans des conditions extrêmement dégradantes. Bernées par la bourgeoisie, la révolution a été confisquée aux classes laborieuses.

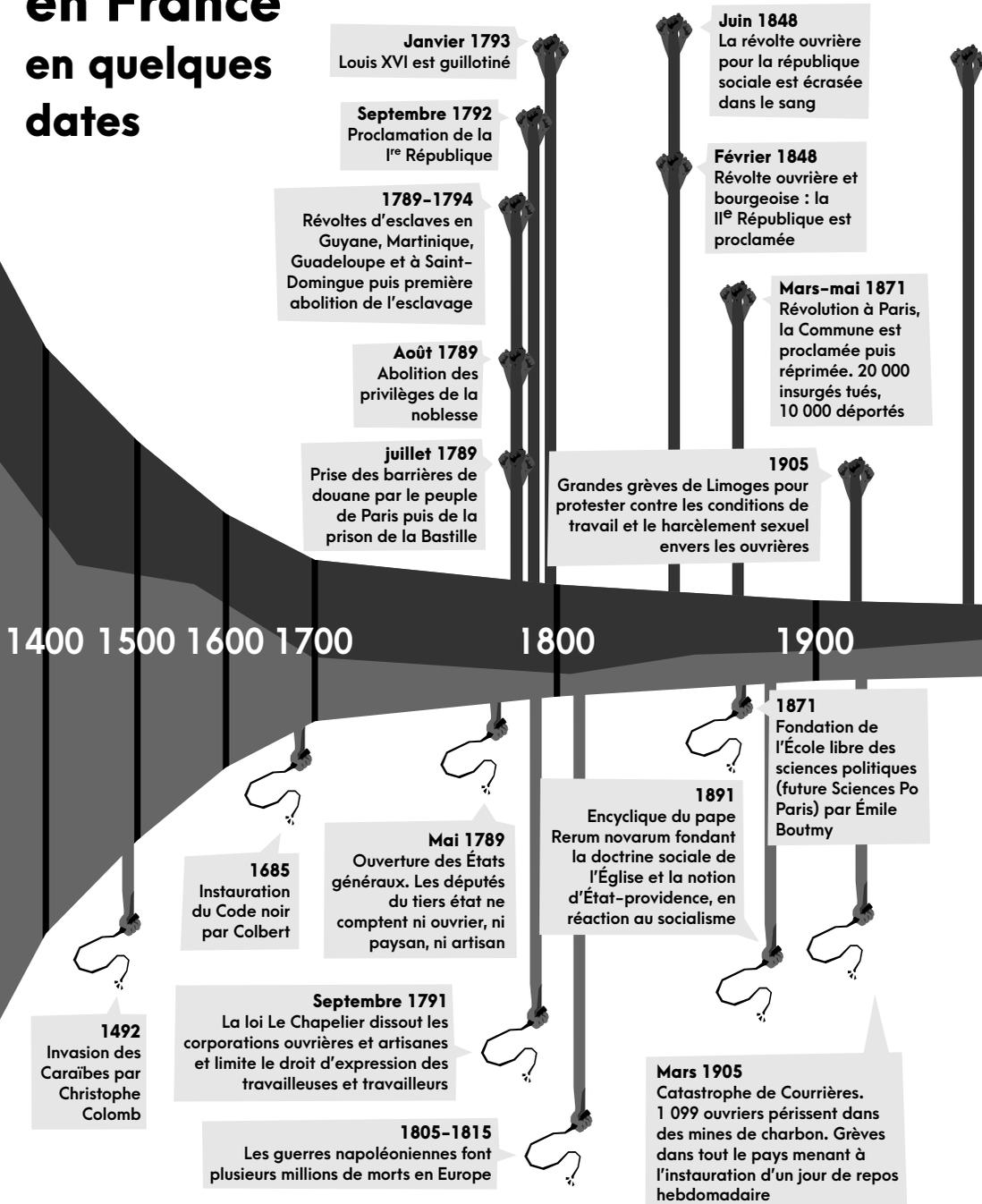
Celles-ci seront de retour lors de la Commune de Paris, en 1871. La Commune de Paris est un gouvernement révolutionnaire qui a duré environ deux mois, du 18 mars au 28 mai 1871. Cette rébellion contre le gouvernement issu de l'Assemblée nationale, qui venait d'être élue au suffrage universel masculin, mit en place une organisation proche de l'autogestion pour la ville de Paris. Elle est pour partie une réaction à la défaite française de la guerre franco-prussienne de 1870 et à la capitulation de Paris : les habitants de la capitale, majoritairement des ouvriers qui ont vécu la famine pendant le siège de Paris de quatre mois et résisté aux attaques prussiennes, veulent continuer la guerre, dégoûtés de tous ces efforts imposés pour rien. La Commune fut renversée par les troupes d'Adolphe Thiers au cours de la Semaine sanglante, du 21 au 27 mai 1871, théâtre de très nombreux massacres (30 000 morts selon les chiffres officiels) et destructions. Derrière ces massacres, ce sont les idéaux révolutionnaires proclamés par cette Commune et en décalage avec l'ordre bourgeois qui dérangent l'ordre établi : école laïque, séparation de l'Église et de l'État, interdiction du travail de nuit, émancipation des femmes, droits égaux des étrangers, prémices de l'autogestion des entreprises...

Ce qu'il y a d'intéressant également dans cet épisode de la Commune de Paris, c'est que de nombreux intellectuels, quelle que soit leur couleur politique, se sont positionnés contre les communards, parfois sans nuance. « Le peuple est un éternel mineur. Je hais la démocratie. [...] Le premier

remède serait d'en finir avec le suffrage universel, la honte de l'esprit humain. [...] L'instruction obligatoire et gratuite n'y fera rien qu'augmenter le nombre des imbéciles. Le plus pressé est d'instruire les riches qui, en somme, sont les plus forts », écrivait ainsi Flaubert, l'un des écrivains les plus virulents, dans une lettre à George Sand, également féroce anti-communarde. Émile Zola, grand écrivain qui décrivait la souffrance endurée des ouvriers, justifiait pourtant le massacre des mêmes ouvriers dans *Le Cri du peuple* : « Le bain de sang que [le peuple de Paris] vient de prendre était peut-être d'une horrible nécessité pour calmer certaines de ses fièvres. » Ce n'est que plus tard que Zola souhaitera l'amnistie pour les communards. « Gouvernement du crime et de la démence », écrivait quant à lui Anatole France au sujet de cette Commune de Paris...

Récemment, des intellectuels et politiques français ont fait honneur à ces écrivains bourgeois terrifiés à l'idée d'insurrection populaire. Le mouvement des Gilets jaunes en octobre 2018 commença par l'augmentation du prix des carburants automobiles issue de la hausse de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE). Les revendications du mouvement s'élargissent aux domaines économiques, sociaux et politiques (rétablissement de l'impôt sur la fortune, demande de référendum d'initiative populaire, etc.) et les manifestations suivent un tracé original vers les lieux de pouvoir de l'Ouest parisien.

La lutte des classes en France en quelques dates



1400 1500 1600 1700

1800

1900

La répression policière a fait de nombreuses victimes. Mais l'éditorialiste de cour Luc Ferry n'hésiterait apparemment pas une seule seconde à sortir sa propre arme, s'il était possible d'en posséder légalement dans notre pays : « Quand on voit des types qui tabassent à coups de pied un malheureux policier par terre, qu'ils se servent de leurs armes une bonne fois ! Ça suffit, ces espèces de nervis, ces espèces de salopards d'extrême droite et extrême gauche ou des quartiers qui viennent taper des policiers. [...] On a la quatrième armée du monde, elle est capable de mettre fin à ces saloperies », s'est-il indigné sur Radio Courtoisie le 7 janvier 2019.

« Fin du monde, fin du mois ? » – un si juste slogan, souvent repris au sein du mouvement des Gilets jaunes – n'a donc pas su trouver sa jonction avec Yannick Jadot, étoile montante à gauche depuis sa victoire aux élections européennes de 2019, qui demandait aux manifestants, chez Jean-Jacques Bourdin sur RMC, de « trouver d'autres formes d'organisation » et constatait une « explosion de haine » de leur part.

De la Commune aux Gilets jaunes, les intérêts de classe dépassent donc les clivages politiques et idéologiques qui se retrouvent en pleine symbiose sur ce point précis : la violence issue des classes laborieuses est illégitime, nous devons la condamner et justifier qu'elle soit réprimée.

« Grogne sociale » : la révolte de la classe laborieuse vue par la bourgeoisie

Au son de la « grogne », c'est l'image d'un moustachu pas content du tout du tout qui nous vient en tête. Non, il ne s'agit pas du plombier intérimaire et immigré italien Mario Bros, mais bien du syndicaliste rougeâtre, cet étrange personnage qui risque de grogner à tout moment tel un sanglier enragé à deux doigts de charger. « Coronavirus : #IlsSavaient, #OnNoublieraPas... La grogne sociale monte sur les réseaux sociaux », nous informe *20 Minutes*, « Amazon annonce des mesures sanitaires face à la grogne sociale », nous confie *Le Figaro*. Ce terme médiatique est utilisé afin de désigner des grévistes ou des manifestants en colère de leur condition ou d'une innocente petite réformette ultralibérale à venir. On attend que la « grogne » passe, en règle générale, afin d'éviter qu'elle ne s'installe trop sur des ronds-points, par exemple.



Des exemples, en veux-tu, en voilà, car on en trouve à la pelle dans les médias depuis de nombreuses années venant d'éditos, de unes et de papiers journalistiques : « Craigniez-vous (sic) que cette grogne sociale ne s'étende dans le temps et se durcisse ? », se questionne innocemment France Bleu en novembre 2019. « Mais parallèlement, la grogne sociale n'en finit plus de grimper en France », « analyse » Europe 1 dans une remarquable retranscription d'interview lèche bottes du milliardaire et ami de Lagardère (actionnaire d'Europe 1) Bernard Arnault (actionnaire du *Parisien*) quelques jours plus tard. « La grogne gronde aux quatre coins du monde », titre également France Culture la même semaine.

Certaines et certains journalistes se font parfois une idée lointaine et caricaturale d'une manifestation – il faut dire que, bien souvent, ils sont issus de la bourgeoisie¹. Incapable de saisir la dimension politique de tels événements et des motivations des manifestants, ils n'en rapportent que des images génériques : la poubelle qui brûle, les manifestants aux regards enragés et à l'attitude énermée, quasi bestiale, des « casseurs »... Par conséquent, le terme de « grogne sociale » revient souvent, sans jamais le questionner, dans la mesure où il appuie leur conception d'une manifestation : une bande de poulcs énervés de manière ponctuelle, rien de plus, rien de moins.

L'autre image qui nous vient instinctivement en tête à l'écoute du terme nauséabond de « grogne », c'est l'enfant capricieux et pleurnicheur, le papy un peu « grognon » qui murmure tout seul dans sa barbe qui gratte. Par un effet de rebond, ce terme place les manifestants ou grévistes en position passive d'éternelles victimes plaintives sans autre aspiration ou finalité politique que... se plaindre de leur condition, et rien d'autre.

On serait presque tenté de lui préférer l'expression de « colère sociale ». Presque, car comme le précise sa définition dans le

1 Alain Accardo, *Pour une socioanalyse du journalisme*, Agone, 2017.

Larousse, il s'agit d'un « état affectif violent et passager, résultant du sentiment d'une agression, d'un désagrément, traduisant un vif mécontentement et accompagné de réactions brutales ». Que ce soit une « grogne » ou une « colère », le sentiment, qui n'a pas forcément de fondements rationnels, est seulement passager, ponctuel, c'est-à-dire l'exact contraire de quelque chose qui pourrait s'installer sur le long terme, remettant clairement en cause une situation dans sa totalité (un système économique capitaliste financiarisé et politique, au hasard...).

On préférera donc parler de révolte sociale : « Action violente par laquelle un groupe se révolte contre l'autorité politique, la règle sociale établie. »

« Est-ce que vous condamnez les violences ? » ou comment monopoliser le droit de nommer la violence

Quelle que soit l'étiquette politique, de gauche ou de droite, il existe un véritable consensus autour de cette question absolument centrale dans le débat politique et médiatique. Sa formulation renseigne tout autant sur l'intervieweur que l'interviewé, sommé de répondre sans autre issue possible qu'un oui évident aux yeux du journaliste. Une question inquisitoire fermée (on ne peut répondre que par oui ou par non), que l'on pose souvent lors de mouvements sociaux et qui s'accompagne parfois de sa variante « actes de violence ». Des journalistes demandent à des politiques de « condamner les violences », abreuvés d'images de poubelles en feu ou de banques privées défigurées, comme s'ils se trouvaient au tribunal, le terme « condamnation » n'étant évidemment pas choisi au hasard en termes de symbolique.

Des journalistes qui se transforment en procureurs, par exemple face au militant NPA Olivier Besancenot, qui refuse sur le plateau de BFM TV de « condamner les violences » à l'encontre du DRH d'Air France et de sa chemise, en réaction à un plan social extrêmement douloureux pour les salariés. Dans les titres de presse, « chemise arrachée » avait ainsi remplacé « plan social ». « Faut-il soutenir les agresseurs d'Air France ? », titre le magazine « C à vous » sur France 5 à ce sujet. Le journaliste donne un ordre : on ne discute pas avec quelqu'un qui légitime la violence, terme, de base, particulièrement péjoratif. Avec cette question, les médias se font les garants de l'ordre social existant. La « violence », ce sera ainsi la poubelle cramée ou la chemise arrachée, et non la violence sociale que fait subir la bourgeoisie à la classe laborieuse. Mais, ce qu'il s'agit de condamner, c'est la violence du dominé, celle qui s'exprime en réaction face à celle subie de la part des dominants sur laquelle les journalistes n'ont généralement que peu de questions à poser, puisque celle-ci est perçue comme légitime et est généralement invisibilisée par les médias eux-mêmes.

Ces violences véritables, ce sont aussi, par exemple, celles que subissent les premières de corvées en Seine-Saint-Denis lorsqu'elles sont envoyées au front pendant la période de confinement, mais également les 10 000 à 14 000 morts par an imputables au chômage, chaque année...

Dès que les classes laborieuses sortent de l'image pittoresque que les bourgeois se font d'elles, comme les Gilets

jaunes au tout début du mouvement, relativement bien traités médiatiquement, pour se mettre à contester l'ordre social et ses injustices par des actions et des mises en scène symboliques sur des biens matériels, il convient alors de condamner leurs violences.

Mais qu'en est-il des violences d'État contre les personnes ? Faut-il également les « condamner » ? De Steve Maia Caniço, porté disparu puis retrouvé mort après une charge policière dans la nuit du 21 juin 2019 lors de la fête de la musique en 2019, à Zineb Redouane en 2019, tuée de chez elle par une balle de LBD, auxquels il faut ajouter les vingt-quatre éborgnés et les cinq mains arrachées durant le mouvement des Gilets jaunes, sans parler des morts dans les banlieues françaises... La pudeur du monde médiatique après la mort d'Adama Traoré, dans des circonstances analogues à celle de George Floyd aux États-Unis, a été particulièrement symptomatique du déni politico-médiatique sur la question. On ne compte plus les crimes policiers d'État, chaque année, que la question à usage unique : « Est-ce que vous condamnez les violences ? » invisibilise. Les méthodes policières utilisées dans les cités et héritées de la police coloniale sont pourtant d'une extrême violence, pour ne pas dire parfois mortelles : clef d'étranglement ou pliage au sol par exemple, qui peuvent entraîner la perte de conscience, l'asphyxie ou le décès.

Yves Lefebvre, secrétaire général d'UNP SGP Police-FO, sur LCI, n'a pu laisser échapper son émotion à la vue d'une

main arrachée. Sa réaction, d'une poésie humaniste incomparable, s'exprime ainsi : « C'est bien fait pour sa gueule ! » Fermez les guillemets, fin de l'instant de grâce télévisée, ce 11 février 2019. Sur la chaîne CNews, l'ex-journaliste à *Charlie hebdo* Zineb El Rhazoui propose tout simplement que, lors d'altercations avec des groupes de jeunes, « la police tire à balles réelles ». Ségolène Royal déclare, au sujet des 151 lycéens interpellés de Mantes-la-Jolie, que « ça ne leur fera pas de mal ». Près d'un an et demi après les faits, en mai 2020, une juge d'instruction enquêtait, entre autres, sur des accusations de « torture par personne dépositaire de l'au-



torité publique » et « torture sur mineur de 15 ans »... Est-ce qu'on leur a demandé de condamner la violence de leurs propos qui appellent explicitement à l'utilisation de la force et à la violence physique d'État contre des citoyens français ?

Lutte de classes et violence

« Ultra-jaune », « ultra-gauche », « les casseurs », « black blocs »... Le vocabulaire médiatique regorge d'un tas de poncifs réducteurs inspirés des préfectures de police et des services de renseignement. Cette lecture participe à la délégitimation de certaines formes de violence en réponse à la brutalité policière et permet ainsi à la bourgeoisie de gauche comme de droite de s'inquiéter de sa fantasmagorie montée en puissance.

De la Commune de Paris aux Gilets jaunes, aux yeux de la bourgeoisie, l'utilisation de la violence apparaît légitime lorsque son objet final est suffisamment lointain, dans le temps ou dans l'espace. À Hong Kong en 2019, les « manifestants pro-démocratie » s'en prenaient à un pouvoir chinois autoritaire et bénéficiaient ainsi du soutien d'une majorité de la classe politique et des médias français. Mais quand elle émane de manifestants français lors d'une lutte sociale, en France, et bien que ce soient les CRS qui fixent le degré de violence d'une manifestation par leur usage disproportionné de la force, celle-ci ne paraît plus légitime. Pire, elle devient menaçante.

Or, l'horizon de toutes ces contestations sociales « violentes », c'est la remise en question de notre régime capitaliste

autoritaire et ses réformes néolibérales imposées : si elles sont violentes aux yeux des dominants, c'est parce qu'elles menacent très concrètement leurs intérêts. Et la répression – médiatique et policière – par laquelle la bourgeoisie y répond est, quant à elle, objectivement violente. C'est en ce sens que l'on peut affirmer que la lutte des classes est nécessairement « violente ».

La « gauche » : un piège politique et médiatique pavé de bonnes intentions

GAUCHE : Ce n'est pas la définition donnée par le dictionnaire Larousse qui risque de contraindre fortement les convictions de celles et ceux qui s'en réclament. Pour lui, la « gauche », c'est « l'ensemble des groupements et partis politiques qui professent des opinions progressistes, par opposition à la droite ». Ce flou permet à de nombreux membres de la bourgeoisie et des sous-bourgeoisies qui la servent de se réclamer de la gauche, ou de « se sentir profondément de gauche », ce qui est une façon de se sentir comme quelqu'un de bien.

Se dire de gauche, quand on est une personnalité politique, est une façon habile d'obtenir des suffrages pour ensuite faire bien ce que l'on veut. Du point de vue de la société, l'existence d'une gauche a permis, durant ces trente dernières années, de canaliser dans une voie électorale sans danger réel pour le système capitaliste la révolte et les envies de changement d'ordre social des classes laborieuses.

Après avoir soutenu l'ouverture des commerces le dimanche et expliqué qu'il fallait relancer le débat sur la fin des 35 heures, le ministre de l'Économie Emmanuel Macron, ex-banquier d'affaires à la banque Rothschild et millionnaire, levait les doutes d'un journaliste sur TFI, en août 2016, quant à son appartenance politique : « Je vais vous le dire de la manière la plus claire possible : pour ma part, je suis de gauche. D'une gauche qui se confronte au réel, qui veut réformer le pays [...]. C'est ma culture, mon origine, c'est mon histoire familiale. »

Emmanuel Macron n'est pas le seul à avoir usurpé à tort et à travers le terme de gauche pour décrire une position politique dont la seule cohérence est la préservation des intérêts de la classe dominante. Avant lui, le Premier ministre Manuel Valls s'en était fait une spécialité. Après le vote de la loi sur la déchéance de nationalité, qui lui avait valu l'opprobre d'une partie de sa majorité parlementaire, il était interrogé lors d'une émission du journal *Libération* par l'humoriste Yassine Belattar : « Est-ce qu'on peut être raciste et de gauche ? » « C'est vous qui décidez qui est de gauche ? », avait répliqué Manuel Valls, avant de répondre, tout de même, par la négative. Qui peut prétendre décider de qui est de gauche ? Faut-il prouver sa « culture », ses « origines », son « histoire familiale », comme le dit Emmanuel Macron ? Ou bien faire preuve de partis pris audacieux, comme vouloir « réformer le pays » ou « affronter le réel » ?

À l'automne 2016, Macron se débarrasse de ce problème de sémantique en lançant le mouvement En marche, présenté comme « ni de droite ni de gauche ». Ce dernier a permis la mise en cohérence avec eux-mêmes de nombre de Français aisés et de politiques qui se disaient jusqu'à présent de gauche. Il mettait fin à un siècle et demi d'organisation de la bourgeoisie au sein d'une « gauche » hostile à la classe laborieuse et à ses luttes. Une gauche « progressiste » pour les uns, « bien-pensante » pour les autres, mais une « gauche bourgeoise » pour beaucoup.

Petite histoire de la gauche... bourgeoise

L'usage du terme de « gauche » en politique remonte au 28 août 1789, durant la Révolution française. Ce jour-là, un peu plus d'un mois après la prise de la Bastille, les députés de la toute jeune Assemblée constituante se divisent sur un sujet essentiel : le roi conserve-t-il un droit de veto sur les décisions des représentants du peuple, ou non ? Ceux qui souhaitent laisser le dernier mot au roi se sont rangés à droite, ceux qui voulaient donner le primat à la future Assemblée nationale, théoriquement censée représenter le peuple (en réalité, seuls les citoyens aisés votaient) se sont positionnés à gauche.

Parallèlement à la vie politique « offi-



cielle » se structurait dans le monde capitaliste le mouvement des ouvrières et des ouvriers. Confrontés à une dégradation brutale de leurs conditions de vie et de travail, les travailleurs qui entrent dans les mines et usines de la révolution industrielle s'organisent progressivement pour assurer leur survie dans un système qui détruit leurs corps. Cette organisation se fait dans la clandestinité, puisque le droit de réunion n'est autorisé, dans le cas de la France, qu'à la fin du XIX^e siècle. Puisque ce mouvement se structure à l'extérieur des parlements bourgeois, il ne se réfère pas à la latéralité gauche-droite, mais à l'opposition entre les ouvriers et les possédants.

L'évolution progressive de la législation de la III^e République, qui accorde un suffrage à l'ensemble des hommes (appelé « suffrage universel », alors qu'en sont exclues les femmes jusqu'en 1944) et autorise le droit de réunion, permet au mouvement ouvrier, non sans débats internes, d'intégrer les institutions républicaines. C'est à partir de ce moment-là, au début du XX^e siècle, que « la gauche » devient un ensemble composé des partis liés au mouvement ouvrier, comme la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Partout en Europe, ces partis débattent intensément autour de la question de la participation et de l'intégration aux institutions. Une frange révolutionnaire se structure face à une frange réformiste. L'une comme l'autre se fixaient le même objectif : mettre fin au capitalisme. Mais les modalités pour y parvenir diffèrent selon les courants, entre désir de révolution et conquête du pouvoir par les urnes.

Parallèlement, une partie de la bourgeoisie a cherché à donner un débouché acceptable aux problèmes sociaux de l'époque. Un nouveau courant, dit « catholique social », apparaît à la toute fin du XIX^e siècle. En 1891, le pape émet l'encyclique *Rerum novarum*. Une « encyclique », que l'on appellerait une « circulaire » dans l'Éducation nationale, cela sert à fixer les orientations stratégiques du moment. Cette circulaire du pape commençait par dire, après avoir fait l'inventaire de la misère de l'époque, que « les socialistes, pour guérir ce mal, poussent à la haine jalouse des pauvres contre les riches », ce qui est problématique parce que la théorie socialiste est « souverainement injuste en ce qu'elle viole les droits légitimes des propriétaires, qu'elle dénature les fonctions de l'État et tend à bouleverser de fond en comble l'édifice social ».

En substitut du mouvement ouvrier, le texte prône un État social pour prendre soin des gens, les aider à aller bien et les détourner du diable socialiste pour que « la propriété privée ne soit pas épuisée par un excès de charges et d'impôts ». La notion d'État-providence, concurrente directe du communisme ouvrier, était née. Elle contenait ce qui va devenir un trait essentiel de ce que nous appelons la gauche bourgeoise paternaliste : déplorer les conséquences (la misère, l'aliénation au travail), sans vouloir agir sur les causes (l'accumulation de richesse de quelques-uns, l'exploitation au travail).

Progressivement, les partis ouvriers d'Europe s'em-
bourgeoisent et certains fusionnent avec les mouvements
d'inspiration catholique sociale. Des hommes politiques
comme Léon Blum ou Jean Jaurès, devenus des figures tuté-
laires de la gauche française, sont issus de milieux bourgeois.
En France néanmoins, une partie des militants ouvriers de la
SFIO entrevoient une autre issue. Après la première guerre
mondiale, la révolution russe crée des scissions dans tous les
partis socialistes. En France, la SFIO se scinde en deux cou-
rants en 1920 : socialistes et communistes.

Le Parti communiste nouvellement créé a une doctrine
claire en termes de composition : les ouvriers doivent diri-
ger le parti et personne d'autre. Le parti devient un lieu de



vie sociale, d'entraide mais également de formation. De fait, le Parti communiste a été la seule organisation à permettre à des ouvriers de devenir des cadres dirigeants ou des ministres. Ambroize Croizat, ministre du Travail en 1945 et fondateur de la Sécurité sociale, était par exemple ouvrier. Cette même année, l'Assemblée nationale compte 20 % de députés ouvriers (contre 0 % de nos jours). La SFIO, qui deviendra en 1969 le Parti socialiste, a un recrutement beaucoup plus bourgeois et une ligne nettement plus modérée.

Dans les années 1970, l'union des communistes et des socialistes se construit sous la houlette de François Mitterrand. Parallèlement à ce retour en force du Parti socialiste, la jeunesse bourgeoise s'entiche de formes d'engagement radicales qui sont nées des révoltes et des grèves de mai 1968. Ainsi, toute une partie des personnages que l'on connaît désormais comme de grands défenseurs de l'ordre établi (l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit, le réalisateur Romain Goupil, le philosophe André Glucksmann...) ont été engagés dans des groupuscules politiques très radicaux, anarchistes ou maoïstes. Dans les années 1970 et 1980, ils ont tourné leur veste aussi vite que le Parti socialiste mitterrandien. C'est à partir du « tournant de la rigueur » de 1983, où Mitterrand abandonne brutalement son programme de nationalisation et remet aux calendes grecques la sortie progressive du capitalisme, tout en évacuant les ministres communistes de son gouvernement, que l'expression « gauche caviar » se popularise.

La « gauche caviar » regroupe les personnes qui « ont le cœur à gauche mais le portefeuille à droite » et, par conséquent, s'investissent avec particulièrement peu de vigueur quand il s'agit de mieux répartir les richesses. De Lionel Jospin à Manuel Valls, le « socialisme » dit « de gouvernement » n'a plus grand-chose à voir avec l'ambition de renversement du capitalisme que portaient la SFIO puis le Parti socialiste jusqu'en 1981. Il faut dire que des années 1980 à nos jours, la composition sociale du PS change radicalement. Du parti ouvrier, il ne reste pas grand-chose : en 2014, la moitié de ses adhérents étaient cadres et professions intellectuelles supérieures¹. Et ne parlons pas de ses dirigeants qui, du début des années 2000 à nos jours, ont brillé par leur train de vie et leurs réseaux bourgeois, de Laurent Fabius le collectionneur d'art à Julien Dray et sa passion pour les montres hors de prix.

La gauche caviar a plus à voir avec la doctrine sociale de l'Église du XIX^e siècle qu'avec le mouvement ouvrier : à travers la promotion de l'État-providence, ses membres veulent le bien d'autrui et des plus nécessiteux. Cette vision paternaliste, compatissante et donc finalement très catholique de l'État est devenue ce que « la gauche » défend, contre « la droite » qui estime qu'on n'a pas à « aider » les gens mais qu'ils doivent s'aider eux-mêmes.

De nos jours, le PCF, La France insoumise et le petit mouvement Génération.s sont en train de reprendre le monopole

¹ Claude Dargent et Henri Rey, « Sociologie des adhérents socialistes », *Les Cahiers du Cevipof*, n° 59, décembre 2014.

de « la gauche », puisque le PS s'est éclipsé derrière le macronisme. Cependant, le mouvement des Gilets jaunes de 2018-2019 a clairement montré qu'une partie importante de la classe laborieuse ne s'identifiait pas aux organisations politiques de « gauche », et alors même que les manifestations avaient des revendications semblables à celles-ci (rétablissement de la fiscalité sur les grandes fortunes, augmentation du Smic, etc.). Le vote des citoyens de la classe laborieuse se répartit clairement sur d'autres forces politiques que celles de « gauche », notamment le Rassemblement national. Et l'abstention électorale caractérise le plus souvent cet électorat.

Ce que la « gauche » permet à la bourgeoisie

Doucement mais sûrement, la tradition socialiste est devenue progressivement le monopole d'une partie de la classe bourgeoise qui, tout en défendant une vision de plus en plus restrictive de l'État-providence, peut se targuer d'être du côté du progrès et de l'amour d'autrui. Avec des limites posées régulièrement, grâce au concours des magazines de gauche et des intellectuels de gauche : d'accord, mais à condition d'être « réaliste », c'est-à-dire de ne pas nuire aux besoins réels du capitalisme et de ses bénéficiaires. Cette gauche s'est donné plusieurs adjectifs flat-



teurs pour pouvoir être autre chose qu'une deuxième droite : « réformiste » (alors que le réformisme, dans le mouvement ouvrier, visait la fin du capitalisme), « réaliste » donc, mais aussi « pragmatique ».

Qui peut être contre le « réalisme »? En renvoyant les partisans de la fin ou du dépassement du capitalisme vers l'utopie, les partisans d'une gauche modérée, qui s'accommodent du capitalisme en proposant de mieux le « réguler », se donnent un monopole de la raison. Mais est-il réaliste de poursuivre l'extension d'un modèle économique qui repose sur la croissance permanente et la création de nouveaux besoins quand des scientifiques alertent tous les trimestres sur l'urgente actualité d'un changement climatique de grande ampleur? Est-il réaliste de refuser de contraindre le niveau de rémunération quand le degré d'inégalités entre grands bourgeois et personnes pauvres atteint des sommets? La réduction des dépenses publiques pour entrer dans les cadres de l'Union européenne est-elle réaliste quand elle aboutit à la dégradation d'un système de santé que la crise sanitaire du coronavirus est venue ébranler?

Quand la gauche ouvrière, qui ne se nommait pas elle-même gauche, liait conditions de travail, misère et malheurs à l'exploitation au sein du système capitaliste, la gauche bourgeoise se concentre sur les conséquences, et s'en indigne périodiquement. La dernière crise sanitaire en a donné



**INTERDIT
D'INTERDIRE
D'EXPLOITER !**

1913



2014



une belle illustration. Des dizaines de tribunes appelant à un « monde d'après » ont fleuri, signées par des « personnalités de gauche », sans jamais que le mot « capitalisme » ou « classes sociales » y soit prononcé.

Leur contenu proposait une série d'objectifs tout à fait louables, mais inconséquents : « revaloriser » les métiers dits « peu qualifiés » en était un. Puisque le confinement anti-coronavirus a mis en valeur le rôle des caissières, des infirmières, des agents d'entretien, de nombre de métiers souvent déconsidérés et majoritairement féminins, des écrivains, acteurs ou députés « de gauche » ont appelé à les mettre à l'honneur en augmentant leur salaire. Mais comment faire aboutir un tel vœu (pieux) sans changer la structure des entreprises capitalistes et le marché du travail, qui privilégie les plus diplômés aux dépens des autres ?

Chacun a pu également prendre acte de la difficulté à affronter ce siècle de tous les périls (climatique et sanitaire, en particulier) avec une mondialisation néolibérale qui délocalise la production de médicaments et de matériel médical des plus basiques. Et de nombreuses tribunes ont appelé à revenir sur cette logique, donnant raison, des années plus tard, aux centaines de milliers d'ouvriers qui se sont battus pour empêcher la fermeture de leurs usines. À l'époque, la droite comme la gauche bourgeoise ont estimé que c'était le sens de l'Histoire que de cesser de produire ici ce qui pouvait l'être pour moins cher ailleurs. Car c'est la logique implacable du capitalisme que de pous-

ser les possédants à trouver les moyens de générer toujours plus de profit. Comment « en finir avec la mondialisation » sans parler du capitalisme, des classes sociales qu'il structure, et de leur logique ?

La gauche bourgeoise met un point d'honneur à ne pas parler de classes sociales et à estimer qu'il existe un « intérêt général » qui comblerait tout le monde. Ce qui lui permet de ne pas questionner sa place en politique. Être de gauche est perçu dans les organisations politiques ou culturelles qui la représentent comme un don de soi envers « les classes populaires ». Le fond catholique social a bel et bien pris le pas sur la culture ouvrière : être de gauche c'est vouloir le bien des autres, avec une bonne dose de paternalisme. Aussi, ce n'est pas un problème d'être diplômé d'une grande école sélective, de toucher d'importantes indemnités de parlementaire ou de n'avoir jamais occupé un emploi salarié : ce qui compte, ce sont les convictions, pas la classe sociale.

Cette définition idéaliste (par opposition à matérialiste : qui prend en compte des critères économiques et sociaux) de gauche a permis au concept de devenir une qualité de plus en plus monopolisée par les classes dominantes. La sous-bourgeoisie de gauche a particulièrement contribué à transformer le concept en un ensemble de paramètres moraux et culturels. Elle a fait sienne la définition donnée par le philosophe Gilles Deleuze : « Être de gauche c'est d'abord penser le monde, puis son pays, puis ses proches, puis soi ; être de droite c'est l'inverse. » Est-ce à dire qu'un

pauvre est condamné à être de droite, tandis qu'une personne aisée qui se fait des week-ends à Berlin et a des amis expat' à Hong Kong est forcément de gauche, grâce à son « ouverture sur le monde » ?

Les politiques de droite savent à merveille exploiter le ressentiment envers ces « élites de gauche donneuses de leçons », qui vivent en ville, roulent à bicyclette et mangent bio. En France, un certain Nicolas Sarkozy, président de droite élu grâce à de nombreux suffrages de membres de la classe laborieuse, est un habitué de cette rhétorique : « Je suis candidat pour parler du quotidien des Français, pas pour être le représentant d'une petite élite pour qui tout va bien, cette élite si puissante dans la sphère administrative et médiatique et si minoritaire dans le pays. Cette élite, elle ne prend pas le métro, elle voit les trains de banlieue en photo, elle regarde avec une larme à l'œil les collèges de ZEP. Cette élite-là, elle n'a jamais mis les pieds dans les exploitations agricoles au bord du gouffre même si elle aime, avec son panier en osier, aller acheter des œufs frais, le matin chez la fermière¹. »

Faut-il être un bourgeois pour être de gauche ? C'est ce que pense une partie de la gauche institutionnelle elle-même. En 2011, une note de la fondation Terra Nova, un « laboratoire » d'idée regroupant experts et chercheurs affilié au PS, estimait qu'il était temps de changer de public cible : les ouvriers étant devenus trop de droite ou racistes, il fallait s'occuper des

1 Meeting de la « primaire ouverte de la droite et du centre » au Zénith de Paris, 9 octobre 2016.

« jeunes », « des minorités » et... des diplômés, façon polie de parler de la classe dominante. Leur explication à ce revirement des ouvriers vaut son pesant d'or : les chercheurs expliquent que « la classe ouvrière continue au départ de voter à gauche, qui la représente sur les valeurs socioéconomiques. Mais l'exercice du pouvoir, à partir de 1981, oblige la gauche à un *réalisme* qui déçoit les attentes du monde ouvrier ».

La note de Terra Nova, très représentative d'une pensée répandue dans la gauche bourgeoise, accuse donc la classe laborieuse, mauvaise votante, d'être devenue facho ou indifférente à la politique, sans un regard sur l'énorme responsabilité de la gauche institutionnelle. Ses membres ont pourtant non seulement trahi leurs promesses mais monopolisent en plus les outils politiques de gauche existants. Par conséquent, le vote populaire, s'il a été en partie capté par Jean-Luc Mélenchon en 2017, tend à se distribuer périodiquement entre l'abstention et le vote pour le Rassemblement national, qui se pose en recours « populaire »... en dépit du fait qu'il soit un parti de grands bourgeois. Cette faute morale, analysée sous l'angle de la compassion paternaliste ou du jugement moral (les Français décrits comme beaufs, racistes, égoïstes...) donne lieu à un cycle infernal qui borne l'horizon électoral du pays à un seul futur : « faire barrage ».

Demander aux populations immigrées, qu'elle a elle-même trahies à maintes reprises, de faire barrage est devenu un art en soi. La bourgeoisie, et également celle de gauche, n'hésita pas à réprimer les mouvements de contestation des

empires coloniaux qui se révoltaient, bien souvent dans une indifférence quasi générale. On se souvient, par exemple, du massacre de 45 000 Algériens à Sétif, Guelma et Kherrata, en Algérie, au lendemain de la victoire des Alliés lors de la deuxième guerre mondiale, qui n'a jusqu'à présent mérité aucune excuse présidentielle et aucun deuil national de la part d'une gauche pourtant si humaniste. Et ce mépris n'a pas empêché la gauche socialiste d'instrumentaliser l'anti-racisme, en en faisant une question exclusivement morale et dépolitisée. Notamment via l'association SOS racisme (puis la création du slogan paternaliste « Touche pas à mon pote »), organe socialiste qui éclipsa volontairement la Marche pour l'égalité et contre le racisme en 1983, autrement nommée par les médias « Marche des beurs ».

Sous François Hollande, avec Christiane Taubira au ministère de la Justice, l'État d'urgence inscrit dans le droit commun a permis de perquisitionner chez eux de nombreux musulmans (en plus de militants politiques) alors innocents, sans aucun lien avec une quelconque organisation terroriste. Les brutalités policières dans les cités sont restées ignorées. Cette hypocrisie a atteint son point culminant lors du vote par la majorité macroniste de la loi asile et immigration, dont l'extrême droite n'avait pu que rêver, le 10 septembre 2018. Présentée par le ministre de l'Intérieur et socialiste Gérard



Collomb, elle permet par exemple de rallonger la durée maximale de rétention, qui concerne notamment des familles et des enfants seuls.

La fausse alternative que la bourgeoisie propose ne trouverait pas preneur si elle ne s'accompagnait pas de la carotte et du bâton. Véritable fondamental de la gauche embourgeoisée, le « barrage au Rassemblement national » est un moment d'expiation collective, où les premiers blâmés sont les mauvais votants, pas ceux qui ont rendu le vote aussi déprimant en supprimant toute alternative au capitalisme. « Faites ce que vous voulez mais votez Macron ». Cette une du journal historique de la gauche modérée, *Libération*, est restée gravée dans de nombreuses mémoires. Elle marque l'impasse dans laquelle la politique bourgeoise nous emmène, avec un goût certain pour le chantage et la menace.

La « gauche » c'est quoi, pour nous ?

La gauche, celle que nous défendons et revendiquons, c'est donc tout autre chose : anticapitaliste, elle a pour but l'émancipation pleine et entière des classes laborieuses. Elle est aussi antipatriarcale, antilibérale, anticoloniale... Pour autant, il ne s'agit pas pour nous de nous positionner uniquement *contre* des structures de domination et *contre* un système capitaliste au service de quelques-uns, au détriment de la grande majorité d'entre nous toutes et tous.

Car la gauche comporte selon nous une dimension positive, qui consiste à considérer prioritairement la dimension collective des enjeux de toute nature. Quand on est de droite,

Libération

**FAITES CE QUE
VOUS VOULEZ
MAIS VOTEZ
BOURGEOIS**



on croit dans le pouvoir de l'individu de dépasser tout par la seule force de sa volonté. Quand on est de gauche, on est attentif à ce qui forge les personnes, à leurs difficultés, et qui relève d'un contexte qui dépasse la seule individualité.

Être de gauche, c'est avoir confiance dans le collectif pour mener les affaires communes, et ne pas accepter qu'il faille se reposer sur un petit groupe soi-disant plus vertueux et/ou intelligent pour décider à la place de tous les autres.

Sur un plan très personnel, être de gauche c'est être sensible à toute forme d'injustice, penser intimement que les inégalités et les hiérarchies entre les personnes doivent être critiquées, remises en question et ne pas exercer soi-même de rapport de domination sur autrui. Pour y parvenir, la démarche collective, qui implique, si l'on est de gauche, de savoir écouter et respecter la parole de chacune et de chacun et de croire qu'on ne s'en sort jamais tout seul, reste le plus sûr moyen.

RETROUVER NOS MOTS ET NOTRE COMBAT

Dans ce récit désenchanté du réel, les pauvres sont pauvres car exploités par une classe bourgeoise riche et puissante. Cette domination n'est pas le fruit d'une mystérieuse conspiration, elle est organisée au vu et au su de tous et s'exerce grâce à un continuels vol de notre travail ainsi qu'à une emprise politique et médiatique sur le cours des choses. Et c'est bien le régime économique dans lequel nous évoluons qui lui donne ce pouvoir. Ce système n'a pas fondamentalement changé depuis ses débuts, il s'est simplement étendu sur le globe par la mondialisation et perfectionné grâce à la financiarisation de l'économie : le capitalisme reste ce qui permet aux inégalités sociales d'être aussi fortes et au pouvoir bourgeois d'être aussi hégémonique.

Contrairement à ce que les journaux laissent penser, il n'existe pas de grande classe moyenne lobotomisée par la télé et obsédée par la consommation et encore moins de classe populaire «beauf» et raciste, aux contours relativement vagues, qu'il faudrait édifier. Non, ce qui existe bel et

bien, c'est une classe laborieuse très majoritaire. Ce n'est plus le prolétariat d'antan, mais ce sont bien des ouvrières, des employés, des agents de maîtrise, des enseignantes et des cadres moyens qui composent cette grande classe qui a plus de points communs que de différences, contrairement à ce que les partisans du capitalisme aimeraient nous faire croire. Les journalistes les nomment « les invisibles », mais simplement parce qu'eux ne les voient pas. Tous les autres se voient, se savent partager la même expérience et peuvent mener des combats en commun.

Dans cette classe, il y a des gens à qui l'on veut faire croire que, parce qu'ils n'ont pas fait d'études ou n'ont pas de titre



ronflant, ils «ne sont rien¹». Mais qui fait véritablement tourner l'économie et les services publics? Certainement pas les «CSP+», cette sous-bourgeoisie composée de hauts cadres et de professions intellectuelles qui sont de plus en plus souvent confrontées au peu de sens véritable de leur métier prestigieux. Les études supérieures ne sont pas gage d'une compétence ou d'une intelligence supérieure, mais bien un moyen de légitimer la domination bourgeoise dans nos vies et, par là même, de dévaloriser une grande partie de la population.

¹ Macron déclarait en effet en juillet 2017, peu de temps après son élection : « Une gare, c'est un lieu où on croise les gens qui réussissent et les gens qui ne sont rien. »



Les cadres appelés supérieurs n'ont de supérieur que le nom, quand la classe laborieuse prend des risques bien plus réels et concrets qu'eux n'en prennent au cours de toute leur vie. L'épidémie de coronavirus, s'il fallait un exemple, nous l'a bien montré! Start-uppers, «entrepreneurs» de l'économie branchée, qui se targuent d'être des conquérants audacieux, ne sont dans leur écrasante majorité que des héritiers, dont les «innovations» ne le sont qu'à coup de com', et les réussites financières que vol du travail des autres. Inciter les gens à devenir milliardaires, comme l'a fait le président Macron, c'est les inciter à piller le travail d'autrui.

Par conséquent, la classe bourgeoise et ses partisans n'ont pas l'intelligence supérieure qu'ils s'attribuent pour décider à notre place. Elle tombe dans le panneau des *fake news* elle aussi quand ses intérêts coïncident avec le mensonge (souvent) et aurait besoin d'un bon coup de pédagogie inversée.

Et si on arrêta d'accepter que nos colères et nos révoltes légitimes soient psychologisées par toutes les théories fumeuses qui hantent les couloirs de nos entreprises et les discours de nos ministres? L'infantilisation, la psychologisation de nos colères poussent au mépris mutuel et sapent la force collective que la classe laborieuse peut avoir.

Il y a des raisons d'être en colère, et s'étonner que cela se traduise par de la violence, des manifestations et des grèves relève de la naïveté, de l'ignorance ou d'une bonne dose de cynisme conscient. Le «dialogue social» en entreprise, les grandes concertations sans lendemain reposent uniquement

sur la négation d'un rapport de force qui existe nécessairement entre deux parties inégales et entretenant un lien de subordination.

La lutte de classes n'a jamais cessé. Alors que la classe laborieuse avait connu de nombreuses victoires depuis la fin du XIX^e siècle, la classe bourgeoise a largement repris la main depuis une quarantaine d'années, notamment parce qu'elle a réussi à nous faire croire que, précisément, il n'y avait plus de luttes de classe. Or, dans cette « guerre », comme dirait Warren Buffet, aucune victoire n'a jamais lieu sans violence. Et puisque voter pour la « gauche » est désormais dépourvu de sens, alors il ne nous reste qu'une seule alternative : aller reprendre la Bastille du XXI^e siècle aux bourgeois.



Remerciements

À nos éditrices et notre éditeur, pour leur confiance et leurs conseils ;

À Pauline, Hugo et Léa, pour leurs relectures attentives ;

À Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, pour leur soutien et leur participation ;

À nos collègues, amis et camarades, pour leur solidarité et le monde refait à chaque discussion ;

Aux bourgeois que nous avons rencontrés et qui nous ont donné, consciemment, volontairement, ou non, les clefs de compréhension de leur monde ;

À nos familles et parents, laborieuses, laborieux.

Table des matières

7 PRÉFACE LA DOMINATION DANS LES TÊTES

13 INTRODUCTION

25 BROUILLER LES FRONTIÈRES DE CLASSES

26 « Riches » : noyer le poisson

27 Petite histoire de la classe bourgeoise

41 Ce que le mot « riches » permet à la bourgeoisie

48 De l'importance de bien nommer ses ennemis

52 « Classes moyennes » : nous faire croire que nous sommes toutes et tous dans le même bateau

53 Pourquoi avons-nous commencé à parler de « classes moyennes » ?

59 Ce que l'expression « classes moyennes » permet à la bourgeoisie

61 Pourquoi s'identifie-t-on aux classes moyennes ?

63 « Classes populaires » : le mépris de classe devenu mot

64 Comment on est passé du « vil peuple » aux « classes populaires »

69 Ce que l'expression « classes populaires » permet à la bourgeoisie

74 « Classe laborieuse », l'expression qui réaffirme la réalité du conflit de classe

79 LÉGITIMER SON POUVOIR

80 L'«égalité des chances» : légitimer les inégalités

81 De la « méritocratie » à « l'égalité des chances »

87 Ce que le concept d'« égalité des chances » permet
à la bourgeoisie

**96 « CSP+ » : la « compétence » et la « responsabilité »
comme justifications du pouvoir**

97 Dévaloriser le « travail manuel »

99 Petite histoire des cadres

110 « Revaloriser les métiers dévalorisés »... en déqualifiant
encore plus les enseignements

**113 « Prendre des risques » : ce sont ceux qui en prennent
le moins qui en parlent le plus**

115 La « prise de risque » du point de vue bourgeois

118 Faire prendre des risques... aux autres

121 Le risque au cœur du conflit de classe

129 NOUS RABAISSEZ POUR MIEUX NOUS DOMINER

**130 « Complotiste » : nous empêcher de questionner
l'ordre social**

130 Complotisme et anti-complotisme

135 Ce que l'accusation de « complotisme » permet
à la bourgeoisie

147 Ne pas renoncer à dénoncer le pouvoir bourgeois

148 La « pédagogie » : l'art de nous infantiliser

149 L'économie, une réalité à décrypter et non une politique
à débattre

154 La vision à long terme, qualité des dominants

157 Un monde devenu si « complexe »

- 160** Nous considérer comme irresponsables pour délégitimer nos contestations
- 164** Le rêve bourgeois d'un gouvernement « technique »
- 168** La « résilience » : **prendre sur soi sans contester la domination qui broie**
- 169** Culpabiliser les individus, déresponsabiliser les structures
- 180** Nous séparer pour détruire notre puissance collective

185 VERROUILLER L'ORDRE SOCIAL

- 186** « Dialogue social » : **imposer le monologue bourgeois**
- 188** Les acteurs : des syndicats jaunes aux « membres de la société civile »
- 191** Le script : consulter, dialoguer, diviser et bien faire ce que l'on veut
- 200** Le dialogue social... entre-soi
- 201** « Violence » : **délégitimer la nôtre pour masquer la leur**
- 203** Histoire de la violence bourgeoise
- 215** « Est-ce que vous condamnez les violences ? » ou comment monopoliser le droit de nommer la violence
- 219** Lutte de classes et violence
- 220** La « gauche » : **un piège politique et médiatique pavé de bonnes intentions**
- 222** Petite histoire de la gauche... bourgeoise
- 228** Ce que la « gauche » permet à la bourgeoisie
- 236** La « gauche » c'est quoi, pour nous ?

P. 239 CONCLUSION RETROUVER NOS MOTS ET NOTRE COMBAT

Selim Derkaoui est producteur de l'émission « Interdit d'interdire » présentée par Frédéric Taddeï et corédacteur en chef du magazine *Frustration*. Journaliste diplômé du Celsa, il a travaillé pour diverses rédactions : le *Bondy Blog*, *Le Soir* (rubrique idées), *Politis*, France Bleu, *Tendance Ouest* et Europe 1. Il vit et travaille à Paris.

Sociologue et philosophe de formation, **Nicolas Framont** est expert en santé, sécurité et conditions de travail pour les représentant·es de salarié·es et corédacteur en chef du magazine *Frustration*. Il est l'auteur de *Les citoyens ont de bonnes raisons de ne pas voter* (Le Bord de l'Eau, 2015) et *Les candidats du système. Sociologie du conflit d'intérêt en politique* (Le Bord de l'Eau, 2017). Il travaille à Paris et vit en Charente-Maritime.

Après un doctorat de mathématiques, **Antoine Glorieux** enseigne dans un lycée du 19^e arrondissement à Paris. Il a fait de nombreuses illustrations pour des tracts et publications partisans, puis a rejoint la rédaction du magazine *Frustration* où il illustre des articles de fond pour en augmenter la compréhension et la diffusion : la lutte des classes par l'image.

IMPRIMÉ EN FRANCE
Dépôt légal : 4^e trimestre 2020
Achevé d'imprimer en août 2020
sur les presses de l'imprimerie I.G.O. en Vendée.

ISBN : 978-2-36935-247-1

PARLEZ-VOUS LE BOURGEOIS ?

Payer des « charges patronales » plutôt que des cotisations sociales, embaucher un « collaborateur » et non un salarié, engager une « réforme » pour mettre en place une politique néolibérale... Ces mots que nous entendons tous les jours ne sont pas neutres, ce sont ceux de la bourgeoisie. Non contente de nous dominer et de nous exploiter, elle nous impose son langage et forge notre représentation de la réalité.

Dans cet essai, Selim Derkaoui et Nicolas Framont déboulonnent les termes et expressions qu'utilisent quotidiennement hommes et femmes politiques, DRH et journalistes *mainstream* pour brouiller les frontières de classe et légitimer un ordre social au service de la bourgeoisie. Conçu comme un manuel de contre-propagande, ce livre contribue ainsi à renouveler un vocabulaire : celui de la lutte de classes.

Respectivement journaliste et sociologue de formation, Selim Derkaoui et Nicolas Framont sont corédacteurs en chef de *Frustration*, magazine de critique sociale pour le grand public, auquel participe Antoine Glorieux qui a illustré ce livre.



17 € ISBN 978-2-36935-247-1
lepassagerclandestin.fr

le passager clandestin